



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le mercredi 28 mai 1986

Vol. 29 - No 34

Président: M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Débats de l'Assemblée nationale

Table des matières

Affaires du jour	
Projet de loi 24 - Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	1843
M. Claude Ryan	1843
M. Jean-Pierre Jolivet	1843
M. Claude Ryan	1849
Mme Madeleine Bleau	1851
Mme Jeanne L. Blackburn	1852
M. Laurier Gardner	1854
M. Jean-Pierre Charbonneau	1855
M. Claude Ryan	1857
M. François Gendron	1858
Mme Cécile Vermette	1860
M. Claude Ryan	1862
La question de privilège visant le ministre délégué aux Services et Approvisionnements	1864
Décision du président sur la recevabilité de la question de privilège	1868
Affaires courantes	
Présentation de projets de loi	
Projet de loi 55 - Loi sur le régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic	1874
M. Paul Gobeil	1874
Dépôt de pétitions	
Demande d'amélioration au centre hospitalier de Saint-Eustache	1875
Dépôt de documents	
Code d'éthique des agents socio-économiques pour les visites à domicile	1875
Réponse à une question écrite sur le contenu intégral d'une étude mentionnée dans le livre blanc sur la politique forestière "Bâtir une forêt pour l'avenir"	1876
Questions et réponses orales	
Le mandat de la firme Roger Pominville	1876
Les effets de la taxe sur l'essence	1880
Lieu et durée de la production de plants par des compagnies forestières	1881
Le rôle du Québec dans le choix de 7000 immigrants	1883
La survie de l'École d'agriculture de Sainte-Croix	1884
Les frais de matériel imposés par les universités	1885
Mise aux voix de la motion sans préavis pour féliciter les Canadiens de Montréal	1886
Mise aux voix de la motion proposant l'adoption du principe du projet de loi 61 - Loi modifiant la Loi sur la Société de radiotélévision du Québec	1887
Renvoi du projet de loi à la commission de la culture	1887
Motions sans préavis	
Souligner la Semaine de l'arbre et de la forêt	
M. Albert Côté	1887
M. Denis Perron	1888
Appui aux mouvements voués à la défense des droits de la personne à l'occasion du 25e anniversaire d'Amnistie internationale	
M. Pierre Marc Johnson	1889
M. Herbert Marx	1890
M. Jean-Pierre Charbonneau	1891
M. Christos Sirros	1892

Table des matières (suite)

Avis touchant les travaux des commissions	1892
Affaires du jour	
Affaires inscrites par les députés de l'Opposition	
Motion proposant que le gouvernement précise sa politique à l'égard des communautés culturelles et de soutenir la convergence de celles-ci vers la majorité francophone du Québec	1892
M. Pierre Marc Johnson	1893
Mme Louise Robic	1895
Motion d'amendement	1899
M. Gérald Godin	1899
M. Cosmo Maciocia	1901
Décision sur la motion d'amendement	1903
Reprise du débat	
Mme Louise Harel	1903
M. Gérald Godin (réplique)	1905
Ajournement	1906

Abonnement: 40 \$ par année pour les débats de la Chambre
 Chaque exemplaire: 0,75 \$ - Index: 5 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé au

Service de distribution des documents parlementaires
 Assemblée nationale du Québec
 1060, rue Conroy (rez-de-chaussée)
 Québec G1R 5E6
 Tél. (418) 643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
 Bibliothèque nationale du Québec
 ISSN 0709-3632

Le mercredi 28 mai 1986

(Dix heures dix minutes)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous allons nous recueillir quelques instants.

Veuillez vous asseoir.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 68, s'il vous plaît!

Projet de loi 24

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: Nous allons prendre en considération le rapport de la commission de l'éducation, déposé le 21 mai 1986, qui a étudié le projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, présenté par le ministre de l'Éducation le 18 mars 1986 et dont le principe a été adopté le 25 mars 1986.

M. le ministre de l'Éducation.

M. Claude Ryan

M. Ryan: Mme la Présidente, mes remarques seront très brèves parce que, ainsi que je le signalais hier dans cette Chambre, les locaux du ministère de l'Éducation nous sont inaccessibles depuis le début de la semaine en raison du double incendie qui s'est produit à cet endroit. Le dossier, que je conserve précieusement, sur le projet de loi 24 est présentement dans cet immeuble auquel nous n'avons point accès. Je pense que le travail que nous avons accompli ensemble à la fois à l'occasion du débat de deuxième lecture et en commission parlementaire a été suffisamment approfondi et a donné lieu à un nombre assez élevé de convergences pour que nous procédions sans autre délai à l'examen du rapport et ensuite, je l'espère bien, à l'étape de l'adoption finale.

Je ne formule pas d'autres commentaires pour l'instant. Au stade de l'adoption, avant que nous n'entreprenions le débat, j'aurai quelques amendements à déposer, dont j'ai d'ailleurs déjà saisi le porte-parole de l'Opposition. Pour l'instant, je me borne à souligner l'excellent travail accompli en commission parlementaire et à souhaiter que le rapport qui nous a été présenté soit adopté par toute cette Chambre.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Éducation. M. le député de Laviolette.

M. Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Merci, Mme la Présidente. Il est évident que je comprends le fait que le ministre de l'Éducation ait été dans l'impossibilité d'aller chercher toute la documentation concernant ce projet de loi. Je serai peut-être un peu moins bref que le ministre, car j'ai l'intention d'utiliser tout le temps qui m'est dévolu si possible, ou si nécessaire, pour discuter du rapport comme tel.

Effectivement, tout comme le ministre, je peux dire que nous avons effectué énormément de travail à cette commission parlementaire où on a étudié article par article le projet de loi 24. Le ministre s'en souviendra, nous avons eu quelques discussions préliminaires intéressantes à la suite de nos discours d'ouverture, l'un et l'autre. J'aurais espéré que le ministre aille un peu plus loin dans ce projet, parce que lorsqu'on l'examine, on voit très bien que c'est un projet de loi mineur dans ses effets. C'est un projet de loi qui aurait pu être, à mon avis, plus vaste et qui aurait pu recouper et regrouper à la fois beaucoup de ce qui était contenu dans le projet de loi 3. Il est évident qu'un des premiers buts du projet de loi était pour le ministre de clarifier une certaine situation, en tenant compte de l'imbroglio juridique qui s'est produit avec l'adoption de la loi 3 et l'adoption de la loi 29.

Dans le cas de la loi 3, le juge avait déclaré que ce projet de loi était anti-constitutionnel dans la partie qui concerne en particulier le dossier de la restructuration scolaire au point de vue linguistique plutôt que confessionnel. La décision du juge avait été un peu plus loin. Normalement, lorsque les juges déclarent une loi anticonstitutionnelle, le gouvernement a le droit d'aller en appel, ce qui a été fait. Cet appel étant amené, normalement la loi est jugée valide tant et aussi longtemps que l'appel n'a pas été entendu. Cependant, le juge a décidé, par une injonction, de rendre la loi inapplicable au Québec.

Si on regarde le projet de loi 3 et qu'on le compare au projet de loi 24 tel que présenté devant nous, on peut dire qu'il y avait eu au Québec un large consensus, d'abord sur la question linguistique versus la question confessionnelle. À ce moment-là, le groupe des évêques, la Fédération de parents,

la Fédération des commissions scolaires, les enseignants, enfin l'ensemble des intervenants du secteur de l'éducation avaient fait un large consensus. Et même M. le député d'Argenteuil, maintenant ministre de l'Éducation, était d'accord sur une bonne partie du projet de loi, sauf, bien entendu, quant à l'objection qu'il avait mise sur le territoire de l'île de Montréal en particulier, de la ville de Montréal, de la commission scolaire et du Conseil scolaire de l'île de Montréal. Il avait aussi une objection avec la commission scolaire de Québec.

Le problème qui existait était un problème qui avait trait à l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et qui, dans le projet de loi 3, avait amené une structuration dans le territoire délimité par l'Acte constitutionnel de 1867. Or, le juge, se basant sur ces faits, avait dit: Nous n'acceptons pas, c'est anticonstitutionnel, il faut donc reprendre le débat. Pour lui, l'Acte constitutionnel de 1867 prévoyait une commission scolaire confessionnelle.

Tout le monde, dans les années quatre-vingt, prévoyait des changements qui, dans le secteur de l'éducation où je suis ont été largement discutés depuis nombre d'années. Nous nous sommes donc retrouvés avec une décision qui nous faisait retourner aux limites des années 1867. Le juge a même dit quelque chose d'important, soit que nous n'avions pas le droit de changer les structures des commissions scolaires dans les secteurs de Montréal et de Québec, en particulier, de structures confessionnelles qu'elles étaient en structures linguistiques que nous voulions. Tout le monde au Québec semblait d'accord avec cela. Même le Parti libéral était d'accord avec cela, cela faisait partie de l'argumentation du ministre. Cela a même été l'une de ses propositions pendant la campagne électorale. Aujourd'hui, on constate qu'il ne l'a pas respectée dans le projet de loi 3. Dans le rapport, aucune trace de cela, aucun amendement nouveau n'a été présenté, et il n'a pas non plus l'intention d'en apporter.

À la demande de l'Opposition d'aller en appel, il nous a dit à la fin: Oui, je vais aller en appel pour la loi 3, mais il ne nous dit pas dans quel contexte il va y aller. Est-ce selon l'argumentation que nous apportons ou si c'est une argumentation nouvelle? Il a dit: Vous verrez cela, en temps et lieu, quand l'ensemble des lois sera déposé par la partie gouvernementale lors de la discussion par le Procureur général de cette cause en appel.

D'un autre côté, nous lui avons dit: N'oubliez pas, M. le ministre, que vous avez engagé des discussions comme gouvernement ou que vous avez l'intention d'engager des discussions. On ne le sait pas trop parce qu'il y a tellement de discussions qui ont été faites à ce sujet, de paroles qui ont été

dites. Le ministre responsable des discussions avec le fédéral sur cette question pourrait, par une décision gouvernementale, demander un changement à l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et prévoir le changement des commissions scolaires confessionnelles actuelles en commissions scolaires linguistiques.

Cependant, cela a des effets. Si le juge a déterminé en cours de route qu'il fallait revenir aux dispositions de 1867, une difficulté est apparue et c'est là que des groupes qui ne sont pas de religion protestante ou catholique se sont vu retirer un droit de vote, un droit de participer démocratiquement à la vie scolaire par le moyen d'un vote au référendum en particulier sur l'augmentation de la taxe scolaire sur l'île de Montréal.

Notre collègue, le député d'Abitibi-Ouest, alors ministre de l'Éducation, avait été obligé, pour corriger les effets de la loi 3, de faire adopter la loi 29 et de faire en sorte de permettre certaines demandes essentielles, compte tenu de l'année scolaire, pour éviter des vides juridiques. Il avait dit aux groupes confessionnels, juifs ou autres: Nous allons corriger cela à l'automne 1985 par un projet de loi. Nous vous redonnerons le droit de vote que la constitution canadienne de 1867 ne vous donnait même pas. On est prêt à le reconnaître parce qu'on sait que la société québécoise a évolué depuis 1867. En conséquence, on est prêt à l'accorder et à le préparer dans un projet de loi qui sera présenté.

(10 h 20)

Il est évident que du côté de l'Opposition d'alors, devenue le gouvernement maintenant, on peut faire les gorges chaudes et dire que, de façon démagogique, le Parti québécois a enlevé des droits... Il faut quand même replacer les choses dans le temps et en regard des événements qui se sont produits, lois 3 et 29 et corrections qui devaient être apportées.

Je vois le député de Beauce-Sud, le ministre délégué aux Pêcheries, qui fait signe que non de la tête. Il devrait plutôt vérifier mes dires auprès du ministre de l'Éducation et faire en sorte de vérifier que, effectivement, des choses se sont produites dans le temps et que tout le monde, le ministre compris, avait participé à ces discussions avec le député d'Abitibi-Ouest pour que les corrections soient apportées. Le ministre de l'Éducation fait signe que oui de la tête, M. le député de Beauce-Sud.

Une voix: Ce n'est pas drôle.

M. Jolivet: C'est un non oui.

Donc, il y avait un problème, tout le monde était bien conscient qu'il fallait le régler et nous étions prêts à le faire. Malheureusement ou heureusement, cela

dépendra de quel côté de cette Chambre on se situe, des élections ont eu lieu à l'automne, nous n'avons pas pu apporter les amendements et c'est ce que le ministre vient faire par le projet de loi 24. Il vient corriger cette situation que tout le monde était prêt à corriger et tous les groupes - s'ils sont honnêtes et je pense qu'ils le sont - ont été d'accord avec le ministre de l'époque, M. le député d'Abitibi-Ouest, pour apporter des corrections à cet effet.

Cela va plus loin que cela, Mme la Présidente. Dans votre commission scolaire, dans la mienne et dans toutes les régions du Québec si la loi 3 s'appliquait et s'était appliquée, elle aurait réglé nombre de problèmes dont le ministre héritera plus tard, soit l'ensemble des problèmes de l'intégration scolaire primaire et secondaire sur une base linguistique. Vous allez avoir les mêmes problèmes chez vous probablement, Mme la Présidente, comme nous autres on va les avoir, et le ministre a décidé de la même façon que nous l'avions fait pour ce qui est du projet de loi. Nous avons dû, à ce moment-là, faire comme le ministre, prévoir la Loi sur l'instruction publique comme moyen d'intégration. Je vois le député de Trois-Rivières en face de moi. Il sait qu'en Mauricie, chez nous comme chez lui, on a quelques problèmes, mais on dit, comme le ministre: Nous verrons cela un peu plus tard dans le projet de loi. On lui a posé des questions au moment du dépôt du rapport. On a demandé au ministre ce qu'il ferait exactement sur l'intégration scolaire. Il nous a dit: Écoutez! Je suis prêt à intégrer des choses. H indique dans le rapport, nous sommes d'accord avec lui, l'étalement des déficits et des surplus des commissions scolaires et les commissions scolaires - dans le rapport, c'est bien indiqué - peuvent maintenant utiliser ces déficits et ces surplus selon leurs besoins. Le ministre est prêt à accorder une très large latitude aux commissions scolaires et nous sommes d'accord. Nous avons voulu présenter, en commission parlementaire, certains amendements qui auraient permis à M. le ministre d'utiliser de façon bien précise les pouvoirs qu'il a. Dans la Loi sur l'instruction publique, nous avons des articles qui indiquent que la commission scolaire de l'île de Montréal a des pouvoirs sur l'utilisation des bâtisses, des équipements scolaires. J'ai proposé au ministre, au moment de l'étude du projet de loi article par article, ces amendements. M. le ministre n'a pas accepté pour le moment de se donner certains pouvoirs qu'il a même

- ce n'était pas lui qui était là à l'époque, mais maintenant il les utilise - donnés au Conseil scolaire de l'île de Montréal pour régler des problèmes. Je lui rappelle le dossier de Châteauguay. Je profite de l'occasion qui m'est donnée dans cette étude du rapport pour bien faire saisir à M. le

ministre les problèmes qui existent. Nous avons les problèmes contenus dans le projet de loi 24, à la fois linguistiques et confessionnels. J'insiste à nouveau parce que le ministre a dit à cette Assemblée qu'il allait présenter des amendements. J'y reviendrai tout à l'heure, parce qu'il y a un premier problème qui va surgir et je vais expliquer pourquoi. Je dois dire qu'il y aurait avantage en même temps, quant à en proposer, à en proposer un qui réglerait le problème de la commission scolaire de Châteauguay. Il a reçu une lettre dans ce sens qui demande de régler le problème d'utilisation des locaux. La loi actuelle, telle que proposée, les discussions que nous avons eues en commission parlementaire devraient l'aider dans ce sens-là. Vous avez la même chose à la commission scolaire de Rigaud. Mais prenons celle de Châteauguay où les gens disent: Le ministère de l'Éducation a le devoir de fournir aux étudiants des locaux suffisants, respectant les normes de salubrité et de sécurité établies et permettant un enseignement de qualité incluant tous les programmes imposés par ce ministère.

Puis on dit: les commissaires et les parents refusent de se plier au jeu des fonctionnaires du ministère de l'Éducation qui leur fait porter l'odieux de l'échec des pourparlers et exige une solution permanente, immédiate et acceptable à ce problème. Cette solution est une école additionnelle pour septembre 1986 - cela presse - pour la commission scolaire Châteauguay. Si le ministère est impuissant à forcer la commission scolaire protestante Lake Saint Louis à céder une école et qu'il n'est pas question d'une nouvelle construction, que proposez-vous, M. le ministre?

La Vice-Présidente: M. le député de Laviolette, excusez-moi.

M. Jolivet: Oui.

La Vice-Présidente: C'est parce que je voudrais savoir de votre part si vous êtes le représentant du chef pour parler? C'est parce que vous avez une période de 30 minutes ou de 10 minutes, selon que vous êtes le représentant de votre parti à ce sujet ou pas.

M. Jolivet: Vous avez raison, Mme la Présidente. Je suis le représentant de l'Opposition pour les niveaux primaire et secondaire, et j'ai 30 minutes à ma disposition.

La Vice-Présidente: Je vous remercie. C'est ce que je voulais savoir. Vous pouvez continuer.

M. Jolivet: Merci, Mme la Présidente. Tout ce que je dis à M. le ministre c'est

que nous avons proposé justement de répondre. On dit: Nos enfants, l'avenir du Québec - selon vos propres mots, M. le ministre - sont brimés et lésés dans leurs droits fondamentaux à l'éducation.

Ce que j'avais proposé à M. le ministre c'est de regarder la possibilité d'avoir un amendement. Nous serions prêts, comme Opposition, à lui accorder même notre oui à cette possibilité dans le projet de loi 24 pour lui permettre de régler des problèmes qui deviennent parfois des tensions énormes entre des groupes linguistiques, entre des groupes confessionnels ou même entre des groupes de parents, ce qui fait qu'au bout de la course le ministre peut, dans sa sagesse, on l'espère toujours, trancher le débat, amener les gens à accepter des choses.

M. le ministre pourrait me dire: Écoutez, M. le député, vous avez raison, la Loi sur l'instruction publique prévoit pour le Conseil de l'île de Montréal un pouvoir dans ce sens. Moi, comme ministre, je ne l'ai pas, mais je ne suis pas prêt à me l'accorder parce que je sais que si le Conseil scolaire de l'île de Montréal avait utilisé ses droits, ses pouvoirs, on aurait peut-être eu d'autres problèmes. Mais il ne l'a jamais utilisé dans l'histoire du Québec, à ma connaissance. Cela ne veut pas dire que M. le ministre connaît les problèmes qu'il va avoir à vivre. Je parlais de Rigaud tout à l'heure, je parlais de la question de Châteauguay, je peux parler de l'ensemble de l'intégration. Mon collègue de Trois-Rivières, je le disais tout à l'heure, et moi-même dans ma région savons ce que cela veut dire ces problèmes. Il y a des gens qui ne s'entendent jamais pour des raisons qui sont parfois difficiles à comprendre mais qui sont là.

Dans ce contexte, le ministre devrait se donner ces pouvoirs mais il dit: non, je ne suis pas intéressé. Donc, on va accepter sa décision mais on va dire, cependant, Mme la Présidente, que le ministre a proposé de nouveaux amendements dans ce rapport. Nous ne les avons pas. Je pourrais dire que, lors de la commission parlementaire, nous avons dit au ministre qu'il est un homme rigoureux, un homme dont on connaît l'ardeur au travail, un homme qui, normalement, est considéré comme une personne qui travaille bien à ses dossiers. Nous avons l'intention, de ce côté-ci de la Chambre, d'être aussi de ce genre, positifs quand c'est le temps d'être positifs - et le ministre l'a bien dit tout à l'heure que nous avons été positifs - amener des amendements pour lesquels nous avons eu de bonnes discussions. Mais il reste une chose: c'est que le ministre, qui est normalement un homme de rigueur, un homme bien préparé, est arrivé ici en cette Chambre, nous avons adopté le principe du projet de loi 24, mais on est arrivé en commission parlementaire, Mme la Présidente et, si vous regardez le projet de loi

présenté, il y a, avec les articles de concordance, 43 articles.

Si vous le relisez après le rapport, ce n'est plus 43 articles. Vous allez voir qu'il y a maintenant plus de 43 articles, soit 48. Cela veut dire quoi? Cela veut dire qu'il y a eu des amendements. Il y a eu une quarantaine d'amendements pour une quarantaine d'articles. Le ministre, dans le temps qu'il était dans l'Opposition, nous critiquait pour des projets de loi de près de 300 articles d'avoir une quarantaine d'amendements. Lui, pour 40 articles, il a eu 40 amendements. Vous allez me dire qu'il y a des amendements de concordance. J'en conviens. S'il y avait des dates tel que prévu... et là les gens qui étaient présents en commission vont le faire sentir, ils vont le dire, je l'espère. Nous avons une proposition d'un amendement au sujet de l'ensemble du vote pour la nomination des nouveaux commissaires.

On disait: Pourquoi novembre, pourquoi pas octobre? Il y avait des divergences d'opinions. On s'est rallié à novembre, dans le fond, sauf qu'il y a des problèmes avec les municipalités. Dans le cas de Montréal, il y a eu novembre, et, dans le cas des autres parties de la province, on aimait peut-être mieux octobre. On disait: En novembre, il y a des tempêtes de neige qui s'abattent sur la Côte-Nord, en Gaspésie, chez moi, un peu partout au Québec, ce qui est bien différent par rapport à Montréal même. Je dois vous dire qu'à la fin, cependant, nous nous sommes ralliés au mois de novembre. Cela fait partie des amendements qui ont été apportés.

(10 h 30)

Le ministre a écouté notre argumentation sur un fait bien important, je pense, et d'ailleurs il y avait un amendement dans ce sens. C'était de permettre les élections du conseil exécutif à l'automne qui vient. Le ministre a dit: Ce sera en novembre prochain. Cela veut dire que cela va réajuster certaines choses au sujet de la nomination des parents aux comités d'écoles, à l'automne, plutôt qu'au mois de juin. La même chose pour les nominations au conseil exécutif à l'automne plutôt qu'au mois de juin. Ce qui est important, c'est que, cette année, il y ait, même s'il y a report en 1987 des prochaines élections, un changement, si nécessaire, du conseil exécutif au mois de novembre. Le ministre a accepté cela puisqu'il a présenté lui-même un amendement dans ce sens, et je l'ai également accepté. Cependant, il y a un problème qui survient concernant les amendements, et j'aimerais que le ministre m'écoute très attentivement. M. le ministre, une minute, je pense que c'est important. Il y aura des problèmes d'ajustement. J'ai regardé le rapport...

Une voix: ...

M. Jolivet: Effectivement, comme enseignant, j'aime attirer l'attention. Dans le rapport, il y a une erreur typographique ou de pensée. Cela vous démontre que je l'ai bien étudié. À la page 21, à 11 h 59, il y a eu suspension des travaux; à 12 h 17, on lit: "La commission suspend ses travaux". On devrait plutôt lire: La commission reprend ses travaux. Effectivement, j'ai eu entre les deux une discussion avec le ministre sur certains amendements. Vous trouvez cela drôle que je le souligne, mais je veux vous montrer que j'étudie mes dossiers, madame. Je veux bien rappeler qu'il y a...

Des voix: ...

M. Jolivet: On trouve drôle que l'Opposition fasse son travail. Je veux juste dire une chose. Hier après-midi, lors d'une séance de travail de la commission de l'éducation, j'ai présenté quatre amendements. En vertu des règles de cette Assemblée nationale, le jour du dépôt du rapport, à 22 heures, ces amendements auraient dû être inscrits pour qu'on puisse les regarder. Plus que cela, il y a un amendement qui a été jugé irrecevable par le président de la commission parlementaire, amendement présenté à l'article 22.4, et j'avais promis au ministre - je le fais aujourd'hui - de lui donner mon accord s'il arrivait avec un amendement qui me satisfaisait. Cela va bien, l'amendement qui est là est celui qu'on a proposé. Le ministre dit que ce n'est pas vrai; oui, c'est vrai.

Deuxièmement, j'ai utilisé les moyens que j'avais, comme membre de l'Opposition, pour obtenir un des deux amendements qui avaient été proposés. Le ministre en a retenu un. Celui qu'il a retenu soulevait des difficultés pour l'Opposition. Je n'étais pas prêt, comme membre de l'Opposition, à accorder au ministre ce qu'il voulait obtenir par le premier amendement. Je le répète, le ministre et moi nous sommes mis d'accord: S'il acceptait notre amendement pour venir en aide à des gens qui, lors d'une sentence arbitrale, se voyaient congédiés, c'est-à-dire les professionnels, je donnais mon accord pour cet amendement.

Quant aux autres, je pourrais aujourd'hui les refuser, tout d'abord, parce qu'ils ne sont pas dans le rapport et, deuxièmement, parce qu'en vertu des règles de cette Assemblée, nous devons revenir pour l'adoption du principe. Je ne sais pas si les nouveaux membres de l'Assemblée savent ce que cela veut dire, cela veut dire que je dois donner mon consentement comme membre de l'Opposition pour que nous revenions pour l'adoption du principe, qu'on adopte ces amendements lors de l'adoption du principe, qu'on revienne en commission parlementaire et qu'on les adopte à nouveau et qu'on revienne pour adopter le rapport

présenté pour enfin arriver à l'adoption du projet de loi.

C'est dans ce sens que, pour aider M. le ministre à bonifier son projet de loi, en tenant compte des amendements qui auraient dû être apportés lors de la commission, mais qui ne l'ont pas été, et qui, dans certains cas, sont des amendements de concordance, je serais d'accord pour accepter les quatre amendements. Il faudrait les lire pour nous assurer que ces quatre amendements sont bien inscrits au Journal des débats pour qu'on puisse ensuite procéder de la façon que j'ai mentionnée. Mais je veux insister sur celui qui a été jugé irrecevable. Je suis content que M. le ministre ait accepté la proposition qu'on lui a faite l'autre jour parce que cela va permettre un accord. Je pense que, comme M. le ministre me l'a dit - je suis d'accord avec lui - il est important que sur une chose aussi essentielle pour protéger des gens qui pourraient, si une commission scolaire décidait de les congédier, avoir raison, en vertu d'une sentence arbitrale qui, actuellement, d'un commun accord entre patrons et employés n'est pas appliquée... Mais si elle s'appliquait, cela veut dire qu'au moment où on se parle, ces gens-là pourraient être congédiés sans aucun recours. Je lis cet article, parce qu'il est trop important. C'est l'amendement que nous avons proposé: "Le projet de loi est modifié par l'insertion, après l'article 22.3, du suivant: 22.4 L'article 206 de cette loi est remplacé par le suivant: Article 206. Sauf dans les cas spécifiés dans les règlements, les commissaires et les syndics d'écoles ne peuvent engager comme enseignants que des personnes pourvues d'un brevet de capacité décerné ou reconnu par le ministre."

Si j'allais aux amendements que nous avait présentés à l'époque M. le ministre, je dois vous dire que cet amendement insistait sur une partie sur laquelle je n'étais aucunement d'accord et qui avait pour effet d'accorder à M. le ministre des pouvoirs sur la classification de ces professionnels. M. le ministre comprendra très bien que je ne peux, comme membre de l'Opposition que m'opposer. Si le ministre l'avait fait dans la présentation pour l'adoption du principe du projet de loi, il est sûr et certain qu'on aurait dit, si c'était son article qui avait été présenté, un non catégorique. Maintenant, le ministre a accepté notre position. Ce qui est du ressort de la négociation, je suis prêt à le laisser à la négociation. Le ministre sait très bien que, comme employeur, il n'est pas prêt à négocier le principe de la classification des professionnels ou des enseignants, le règlement 4 et le règlement 7. Il y a tellement de règlements. Je les connais trop, ces fameux règlements, pour avoir moi-même eu à en discuter du temps où j'étais membre de syndicat.

Mais je dois vous dire, Mme la Présidente, que tous les employés de quelque organisme que ce soit ont toujours demandé de négocier. Le ministre, je le comprends et je veux être honnête avec lui - je pense que le ministre précédent aussi, je l'aurais compris - n'était pas prêt à négocier ces choses. Il dit: Je vais l'imposer sauf que, entre cela et l'inclure dans un projet de loi, je dis: Qu'il utilise des pouvoirs qu'il a comme ministre mais qu'il ne vienne pas demander à l'Opposition de le sanctionner. Nous n'étions pas prêts, Mme la Présidente, à le sanctionner. C'est dans ce sens que je peux dire que nous sommes prêts.

Je ne sais pas si M. le ministre déposera les amendements aux autres articles pour que vous puissiez les lire, Mme la Présidente. Je pense qu'il y a trois autres amendements: à l'article 47, à l'article 42.2 et à l'article 31. M. le ministre va vous les transmettre, madame, pour que vous puissiez les lire tout à l'heure. Je vous dis dès le départ que même s'ils sont en retard... Cela fait peut-être la preuve que des projets de loi sont préparés rapidement... M. le ministre nous accusait de ces choses, mais aujourd'hui, c'est lui qui est pris avec cela. Il est pris avec le fait qu'il nous a apporté plusieurs amendements en commission parlementaire. Il nous en apporte à la dernière minute. Je dois dire que le dernier, je l'attendais. J'en attendais un autre qui n'est pas venu et qui aurait peut-être pu permettre au ministre de régler le problème de Rigaud et de Châteauguay, comme je l'ai dit tout à l'heure. Mais les trois autres, je ne les attendais pas du tout.

Hier soir, je me suis penché sur le problème avec mon chercheur pour voir si cela concordait avec ce qu'on avait discuté, s'il n'y avait pas de changements majeurs, parce que je ne veux pas me faire passer un sapin! Je pense que le ministre va bien comprendre que les amendements qui sont présentés sont de concordance avec la discussion que nous avons eue en commission parlementaire et que, dans ce sens, il est correct de les lui accorder pour qu'on bonifie... Le rôle de l'Opposition peut être double... Lorsque cela sera le temps de critiquer et de dire que le ministre a tort et que je ne suis pas d'accord avec lui, je vais le dire. Lorsque je peux dire qu'il a raison et qu'on est d'accord avec lui, je vais le dire aussi. Je pense que nous avons jusqu'à maintenant en commission parlementaire vraiment agi de cette façon. Je veux seulement ajouter une chose. Il y a une décision qui a été prise par ce gouvernement. Cela a trait aux amendements qui ont été apportés aujourd'hui. Il y a une décision idéologique qui a été prise par ce gouvernement de ne pas faire de projet de loi omnibus. Soit! Moi, j'ai appelé cela de deux façons: des mini-puces - si on était dans l'éducation, on dirait

"octopus" - ou des mini-bus.
(10 h 40)

J'ai été heureux que le ministre accepte la demande que nous avons faite, j'en avais discuté avec le président de la commission de rencontrer... Nous avons fait une révocation, hier, vous vous en souviendrez, en cette Assemblée, du projet de loi 30. Nous sommes revenus avant l'adoption du principe; nous sommes donc rendus à une discussion particulière avec un groupe, la commission scolaire Joutel-Matagami. Je pense que le ministre, quand on aura regardé cela, va comprendre ce que je veux dire.

Effectivement, il y a un projet de loi qui n'a l'air de rien, un petit projet de loi de rien du tout, mais il se peut fort bien, s'il n'y a pas de changement à ce projet de loi, que l'on ait de fortes discussions en cette Assemblée. Je dis au ministre que s'il y avait eu un projet de loi omnibus, les amendements qui sont là auraient pu être apportés, en particulier celui qui n'était pas contenu dans le principe et qui concernait les professionnels. Un "bill" omnibus, c'est pour cela. Mais par décision de ce gouvernement, on a décidé de n'en pas présenter; soit, mais on va avoir des problèmes tout à l'heure. C'est une autre décision.

On a plusieurs petits projets de loi qui n'ont l'air de rien, qui sont anodins, semblerait-il, mais quand on les scrute à la loupe, on s'aperçoit qu'il faut y porter attention. C'est dans ce sens que nous avons l'intention de regarder plusieurs projets de loi. Vous allez voir. Quand on reviendra sur le projet de loi 30, si le ministre apporte les amendements que nous avons souhaités, tant mieux; s'il n'y en a pas, nous aurons de bonnes discussions.

Je dis à M. le ministre que j'ai été heureux de travailler avec lui et avec les membres de la commission, parce que je pense que c'est vraiment un travail collégial qui a été fait à cette commission parlementaire, lors de l'étude article par article. Effectivement, nous avons fait un bon travail dans le but de satisfaire non pas nos passions personnelles, mais plutôt nos raisons personnelles. Oui, M. le ministre, je sais que vous êtes un homme très passionné quand vous défendez vos dossiers, on l'a connu.

Une voix: Bravo!

M. Jolivet: Tout ce que je veux dire, c'est que je suis du même genre.

Des voix: Oh!

Une voix: Bravo!

M. Jolivet: Nous sommes capables tous les deux, pour le bien-être de ceux qui auront à vivre avec ce projet de loi, de bien préparer nos dossiers, de bien les défendre

non pas pour nos besoins personnels mais pour la population, les commissaires, les enseignants, les parents, mais surtout pour la clientèle scolaire qui regroupe nos étudiants.

Je vous remercie, Mme la Présidente. Je peux dire à M. le ministre que nous allons adopter le projet de loi, nous allons adopter les amendements, même s'ils sont présentés en retard, nous allons lui faciliter la tâche tout en lui rappelant que ce ne sera pas chaque fois comme cela. Il est mieux de se préparer pour les prochains dossiers parce qu'il se pourrait que l'on pose des objections. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Laviolette. M. le ministre de l'Éducation.

M. Claude Ryan

M. Ryan: En vertu de l'article 253 de notre règlement, à moins que je ne sois dans l'erreur, un temps de parole de cinq minutes est accordé au ministre après l'intervention de chaque député à ce stade de l'étude d'un projet de loi. Je ne voudrais pas me priver du plaisir d'apporter quelques éléments de réponse à l'intervention de mon bon ami le député de Laviolette.

Il n'avait pas besoin d'insister pour nous rappeler qu'il a fait un bon travail dans l'examen du projet de loi 24; je veux confirmer avec plaisir que cela a été très agréable de travailler avec lui et ses collaborateurs - sa collaboratrice, devrais-je dire, parce que je pense qu'il y avait deux représentants de l'Opposition à la commission - de même qu'avec les députés, beaucoup plus nombreux évidemment, du côté ministériel qui ont suivi très assidûment les travaux de la commission. Cela a été très agréable de travailler tous ensemble. Je pense que nous avons travaillé dans un esprit dénué de toute partisanerie de part et d'autre.

Je voudrais rappeler brièvement les grands objectifs du projet de loi. Le député disait tantôt que le gouvernement précédent, quand il a adopté la loi 29, qui privait les électeurs de plusieurs catégories du droit de vote aux élections scolaires à Montréal et à Québec, a agi de bonne foi. C'est vrai qu'il a agi de bonne foi. Il a agi en faisant un acte de présomption qui risquait d'être très coûteux, il a agi en présumant qu'une loi, dont nous l'avions prévenu, à combien de reprises, qu'elle risquait d'être déclarée inconstitutionnelle, était constitutionnelle. Très peu de temps après l'adoption de cette loi, la loi 29, les tribunaux venaient invalider la loi 3 et, en conséquence, il en découlait une situation qui risquait d'être très coûteuse pour les droits fondamentaux des citoyens.

C'est vrai que l'ancien ministre avait promis de réparer la situation. On ne sait pas comment il l'aurait fait. Si cela avait

été fait de manière aussi habile que maintes autres interventions de l'ancien gouvernement en matière constitutionnelle, cela aurait pu laisser quelques trous ici ou là. Je pense que nous comblons le vacuum d'une manière qui, parce qu'elle est consensuelle justement, parce qu'elle réunit l'assentiment des deux côtés de la Chambre, a peut-être plus de chances d'être durable. En tout cas, je me réjouis de ce que, sur le fond, nous sommes parfaitement d'accord quant à la nécessité de préserver le droit de participation aux élections scolaires, pour tous les citoyens, quelle que soit leur allégeance. Il faut qu'on trouve le moyen, d'une manière ou de l'autre, de respecter leur droit de participation aux élections scolaires, vu qu'on respecte leur droit de participer à la taxation. C'est un premier point qui est clair.

Je pense qu'il faut souligner bien clairement cette latitude plus grande que nous donnons aux commissions scolaires en matière budgétaire. Nous donnons aux commissions scolaires le droit d'établir des budgets qui répondent beaucoup plus à la réalité que ne le permettait la loi dans sa forme qui sera modifiée par l'adoption du présent projet de loi. Je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus.

Sur les pouvoirs du Conseil scolaire de l'île de Montréal par rapport aux commissions scolaires de l'île de Montréal, nous apportons des précisions qui étaient nécessaires en raison du jugement rendu par la Cour suprême du Canada en décembre 1984. Il a fallu ajouter encore quelques précisions en toute dernière heure. Tantôt, Mme la Présidente, je vous remettrai une copie des amendements que nous discuterons en commission plénière un peu plus tard. Je vous assure, Mme la Présidente, que nous avons fait tout notre possible pour empêcher une chose comme celle-là. Vous savez sans doute qu'il y a des conflits entre certaines commissions scolaires de l'île de Montréal et le Conseil scolaire de l'île de Montréal. Ils se parlent souvent par l'entremise de leurs avocats respectifs. Quand on laisse une question uniquement à l'initiative des avocats, pour qui j'ai le plus grand respect, des fois, cela s'éternise. Des fois, alors qu'on pensait que la question était réglée, il surgit une nouvelle difficulté le lendemain ou le surlendemain. C'est ce qui nous est arrivé en toute dernière heure. On nous a dit: Il y a encore des difficultés qu'on n'avait pas prévues. Si vous vouliez bien vous assurer que l'affaire sera scellée complètement, il faudrait ajouter encore un ou deux amendements. Nous l'avons fait dans l'unique but de rendre service à toutes les parties en cause et pas du tout dans l'idée de compliquer le travail de cette Chambre ou de donner la moindre impression que nous voulions exercer notre pouvoir d'une manière additionnelle.

Pas du tout!

Je pense que ces explications nous permettent de comprendre l'objet du projet de loi. Le gros objectif, l'objectif majeur, c'est évidemment le report des élections scolaires. Nous n'en avons point parlé beaucoup jusqu'à maintenant, mais le projet de loi vise essentiellement à reporter à l'automne de 1987 les élections scolaires qui auraient dû avoir lieu en juin de cette année ou en juin de l'année prochaine, selon les commissions scolaires. Nous sommes tous d'accord sur la nécessité de ce report afin de faciliter la réalisation harmonieuse du processus d'intégration des commissions scolaires dispensant l'enseignement de niveau primaire et l'enseignement de niveau secondaire dans différentes parties du territoire du Québec. Ce report nous donne une période de temps qui nous permettra de mieux harmoniser toutes choses et d'assurer que, par la suite, la démocratisation des commissions scolaires sera poussée encore plus loin et que, de cette manière, les parents et les élèves inscrits dans les commissions scolaires pourront être mieux servis.

Je voudrais parler de l'amendement dont a fait mention le député de Laviolette à propos de cela frappe les professionnels des commissions scolaires. Il est arrivé une décision arbitrale. Je pense que le député de Laviolette nous en saura gré...

La Vice-Présidente: Je m'excuse, M. le ministre de l'Éducation. Vous aviez une période de cinq minutes. Est-ce que vous pourriez conclure?

M. Jolivet: Consentement.

La Vice-Présidente: Il y a consentement. Vous pouvez continuer, M. le ministre.

M. Ryan: Merci, je l'apprécie, Mme la Présidente. Il est arrivé une décision arbitrale qui mettait en danger la sécurité d'emploi des professionnels de l'enseignement et cette décision est survenue après que nous eussions déposé le projet de loi. Il était bien difficile de prévoir. On savait depuis quelques années qu'un risque existait de ce côté-là, mais, parce que des causes étaient en instance devant les tribunaux d'arbitrage, nous ne voulions pas nous ingérer dans le processus. La décision a été rendue par un tribunal d'arbitrage mettant sérieusement en péril l'emploi de ces gens-là. Nous avons senti qu'il y avait besoin d'introduire un amendement pour leur garantir que, sous réserve des règlements particuliers de telle ou telle commission scolaire, ils ne seront pas obligés, pour avoir un emploi à la commission scolaire, d'avoir le brevet d'enseignement. Ce n'est pas nécessaire qu'un psychologue, par exemple, qui est au service

d'une commission scolaire ou un orienteur professionnel, ait son brevet d'enseignement, pourvu qu'il soit vraiment qualifié dans sa profession. Il peut être très utile à la clientèle d'une commission scolaire, mais, s'il n'y avait pas cet amendement, les commissaires pourraient décider demain matin de le mettre dehors, et il n'aurait aucune protection. Avec l'amendement il aura la protection nécessaire.
(10 h 50)

Le député a semblé dire tantôt que nous avions retenu la formule de l'Opposition. Je le prends comme un compliment plutôt que comme une critique; cela témoigne de notre ouverture d'esprit. Je pense qu'on peut profiter de cette expérience pour vous dire que chaque fois que vous aurez des amendements raisonnables et justifiés, nous serons très honorés de les étudier et même de les accueillir.

Je voudrais simplement rappeler que, dans le projet que nous avons soumis, il y avait deux formules d'amendement, une à laquelle nous donnions notre préférence, mais il y en avait une autre. On avait deux formules. Je vous les ai indiquées verbalement. Vous avez bien insisté pour qu'on n'entre pas dans notre texte l'idée du plan de classification. C'est un gros débat entre syndicat et patronat depuis toujours dans le monde des relations du travail qui ne sera jamais réglé définitivement. L'essence de notre régime des relations du travail, comme vous le savez, c'est que les parties arrêtent entre elles les conditions de travail. Il n'y a pas d'autres limites. La partie patronale a ses prétentions. La partie syndicale a les siennes. Cela se règle autour de la table de négociation.

Dans notre Code du travail, vous ne verrez aucun article qui protège ce qu'on appelle les droits de la gérance et cela se défend à la table de négociation. Je comprends très bien le point de vue du député de Laviolette qui ne voulait pas que nous le mettions dans le projet de loi et je lui dirai qu'il m'a donné raison dans mes certitudes profondes que je n'avais pas osé formuler aussi clairement. Je suis prêt à défendre ce principe à la table de négociation, mais je ne suis pas prêt à le défendre dans chaque projet de loi que nous présenterons de ce côté-ci de la Chambre. Par conséquent, l'essentiel, c'est que nous nous entendions très bien pour respecter et protéger le droit de ces professionnels non enseignants à une sécurité d'emploi légitime. Nous le faisons avec grand plaisir.

Je pense que j'ai dit ce que j'avais à dire à ce stade-ci, Mme la Présidente. Je vous remercie de votre indulgence et je suis honoré de soumettre à votre attention le texte des amendements que j'ai déjà communiqués hier au porte-parole de l'Opposition et qui sont au nombre exact de

quatre.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre.

Mme la députée de Groulx.

Mme Madeleine Bleau

Mme Bleau: Il me fait plaisir, Mme la Présidente, de prendre la parole aujourd'hui pour appuyer le projet de loi 24. Comme c'est la première occasion qu'il m'est donné de parler en cette Chambre, je suis d'autant plus heureuse de le faire aujourd'hui, puisque l'éducation est un domaine qui me tient à coeur depuis de nombreuses années.

J'ai donc beaucoup apprécié de participer à l'étude de ce projet de loi à titre de membre de la commission de l'éducation. Ce travail en commission a été pour moi l'occasion d'apprécier les efforts de notre gouvernement, en particulier du ministre de l'Éducation, pour clarifier une situation plutôt ambiguë créée d'abord par la loi 57, puis par la loi 3 et, finalement, par la loi 29. Le dépôt de ces lois s'inscrivait dans l'habitude de l'ancien gouvernement de vouloir tout refaire trop rapidement, oubliant de prendre en considération les retombées irritantes dans le quotidien de notre système scolaire. Je ne nie pas qu'il y avait place à l'amélioration et qu'il y en aura peut-être encore, mais je préfère de beaucoup le travail entrepris par le ministre actuel de l'Éducation qui permet de nous acheminer vers une plus grande efficacité de notre système scolaire tant au point de vue administratif qu'humain, sans être constamment ralenti par des contestations devant les tribunaux qui, je l'avoue, ne sont pas nécessairement le fruit d'un caprice de la part des contestataires.

Dans un premier temps, par le projet de loi 24, le ministre de l'Éducation a eu la sagesse de corriger ce qui me semble être au premier rang des priorités. Je pense, entre autres, au nouveau mode d'intégration des enseignements au niveau primaire et au niveau secondaire, à l'élimination de la discrimination au niveau du droit de vote, à la protection du droit de participation des parents, à l'accentuation de la participation de tous les citoyens à la démocratie scolaire et, enfin, à l'amélioration de la gestion des commissions scolaires. L'intégration des commissions scolaires doit se poursuivre et le projet de loi 24 permet de faciliter ce passage en évitant les brisures dans la participation de tous les intéressés au moment d'un tel changement.

Pour leur part, les commissaires d'écoles pourront effectuer ce travail de façon plus efficace en évitant le plus possible les heurts qui conduisent plutôt à la stagnation et même à la détérioration du système. Je suis entièrement d'accord, Mme

la Présidente, avec la volonté du ministre de mettre fin à la discrimination au niveau du droit de vote des citoyens.

Le développement éducatif appartient à l'ensemble de la société, d'une part, parce que tous les contribuables sont dans l'obligation d'y participer et, d'autre part, parce que c'est l'ensemble de tous les Québécois qui profiteront du développement créé par une jeunesse éduquée et bien préparée à faire progresser le Québec. Nous ne pouvions donc tolérer qu'une partie de l'électorat soit privée de son droit de vote en raison de sa confessionnalité alors que ce critère n'était pas retenu au moment d'acquitter les factures.

Quant à la participation des parents, je m'associe entièrement au respect de leurs droits que démontre le ministre de l'Éducation. À ce chapitre, ces derniers ne perdent aucun acquis et c'était très important puisqu'ils sont en première ligne intéressés au développement de l'éducation de leurs enfants. Ils sont les premiers à en recueillir les effets. Ils sont, par conséquent, les mieux placés pour réagir positivement ou même négativement aux prescriptions que la Loi sur l'instruction publique impose à la vie quotidienne de l'école.

Leur opinion est donc primordiale dans le système administratif des commissions scolaires. Il eût été dommageable de ne pas y accorder toute l'importance qu'on lui reconnaît.

Enfin, Mme la Présidente, nous redonnons, par le projet de loi 24, la possibilité à la démocratie de reprendre sa place. Comment aurait-il pu en être autrement dans le système actuel? J'applaudis d'abord à la décision d'exiger la signature de dix électeurs au lieu de deux sur le bulletin de mise en candidature. J'applaudis surtout au report des élections au mois de novembre plutôt qu'en juin et à l'abandon de la règle qui ne permettait qu'à une partie du conseil des commissaires de se présenter devant l'électorat.

Le choix du dimanche comme jour du scrutin plutôt qu'un jour de semaine permettra, j'en suis sûre, Mme la Présidente, à tous les citoyens de se prévaloir de leur droit de vote. En réalité, il était bien illusoire de croire que les procédures d'élection qui étaient en vigueur étaient efficaces en ce qui regarde le taux de participation. C'était comme si on demandait à un orateur de s'exprimer devant un auditoire qu'on aurait omis d'inviter d'abord et devant qui on aurait mis ensuite le plus d'embûches possible pour l'empêcher de s'asseoir dans la salle advenant le cas où quelques personnes auraient été tout de même mises au courant de la conférence.

Enfin, les gestionnaires pourront planifier l'avenir des commissions scolaires puisque le surplus financier pourra être mis

de côté pour des dépenses d'investissements ou des projets de développement. Par ce changement, enfin, les gens du milieu, démocratiquement désignés, pourront répondre aux besoins de leurs mandataires puisqu'ils sont les mieux placés pour les reconnaître.

C'est aussi et surtout une reconnaissance et un respect de l'entité propre de chaque commission scolaire, qui se voit enfin attribuer des responsabilités véritables et un contrôle sur son développement spécifique.
(11 heures)

En conclusion, je suis fière de m'associer au ministre de l'Éducation dans ce projet de loi 24. Cette série d'amendements permet de rendre la Loi sur l'instruction publique plus adéquate et mieux adaptée aux nouveaux besoins d'aujourd'hui. Ce projet permet surtout d'adoucir les irritants les plus grands en redonnant à chaque entité scolaire démocratique des droits qui leur appartenaient. Les citoyens et les gestionnaires seront certainement satisfaits d'avoir de nouveau un mot à dire dans le développement de leur école. C'est un départ vers une plus grande efficacité et surtout une satisfaction et un sentiment d'appartenance.

Il n'est plus nécessaire de crier que le Québec est aux Québécois. Il s'agit plutôt de remettre en leurs mains leur propre développement. J'ai confiance qu'avec ce gouvernement nous ne serons pas déçus. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Groulx. Mme la députée de Rimouski.

Une voix: Chicoutimi.

La Vice-Présidente: Chicoutimi, je m'excuse.

Mme Jeanne L. Blackburn

Mme Blackburn: Il y en a encore qui confondent les régions. Merci. Avant de réagir au rapport de la commission parlementaire de l'éducation, j'aurais deux commentaires en réaction aux propos du ministre de l'Éducation.

Un premier commentaire. Je me disais que, si le gouvernement ne répugnait pas autant à utiliser la forme des projets de loi omnibus, probablement que le ministre n'aurait pas eu... J'allais dire: s'il nous écoutait, il pourrait peut-être utiliser la suggestion, M. le ministre...

M. Jolivet: Oui, M. le ministre.

Mme Blackburn: Si le ministre et le gouvernement ne répugnaient pas autant à utiliser le projet de loi omnibus, je me

faisais la réflexion que probablement les amendements qui nous sont apportés tardivement ce matin auraient pu être inclus dans un projet de loi omnibus.

Le deuxième commentaire - Oui, oui, oui, effectivement - tout à l'heure, le ministre nous disait qu'il avait apporté deux amendements qui avaient été faits en commission parlementaire. En fait, si je relis le rapport de la commission parlementaire, c'est un seul amendement qu'il nous a apporté et que je lis: "Toutefois, un professionnel non enseignant peut être à l'emploi d'une commission scolaire sans détenir un tel brevet de capacité s'il s'est engagé conformément aux dispositions de la convention collective et au plan de classification." On sait que le président a déclaré irrecevable cet amendement, et que le second amendement qui a été adopté a été apporté par le critique officiel de l'Opposition, ce qui, je pense bien, nous éclaire sur l'intention de l'Opposition d'agir en Opposition constructive et utile.

Le projet de loi qui nous est présenté et sur lequel on réagit ce matin reprend quelques dispositions de la loi 3 et vient régler quelques problèmes causés par le jugement de la cour déclarant inconstitutionnel ce projet de loi. Je me permettrai de revenir, comme je l'avais fait en cette Chambre au moment du dépôt du projet de loi, sur deux questions qui me préoccupent particulièrement. Ce projet de loi ne règle en rien la réforme scolaire tant attendue. Par ailleurs, toute la question de la confessionnalité, c'est-à-dire le fait que les commissions scolaires soient constituées sur la base confessionnelle plutôt que sur la base linguistique ne trouve pas dans le présent projet de loi de solution.

Le jugement de la cour - il faut se le rappeler, comme l'a fait un peu brièvement tantôt le député de Joliette...

Une voix: Lavolette.

Mme Blackburn: ...Lavolette, madame... oui, monsieur, sauf que j'y suis déjà allé - le jugement de la cour déclare inconstitutionnelle la loi 3 sur les articles touchant la constitution de commissions scolaires sur la base linguistique plutôt que sur la base confessionnelle; et elle est déclarée inconstitutionnelle par rapport aux prérogatives des commissions scolaires de Québec et de Montréal de même que par rapport à la définition de leur territoire. Par ailleurs, sur tous les autres articles de la loi, il y a une injonction qui empêche l'application de cette loi.

Ce jugement, somme toute, vient bloquer tout le processus de réforme scolaire. Le processus de réforme scolaire ne comprend pas les éléments de la loi jugés inconstitutionnels. La réforme est attendue,

et je dois dire que le projet de loi 3, à quelques exceptions près, comme le rappelait mon collègue, a fait l'unanimité des intervenants. La loi 24 qui est déposée reprend quelques éléments, quelques dispositions de la loi 3. Le ministre aurait pu choisir de retenir l'essentiel des dispositions de la loi 3, à l'exclusion de celles qui touchaient les commissions scolaires fondées sur la langue plutôt que sur la confession, qui ont été déclarées inconstitutionnelles. Cela n'a pas été la décision du ministre de l'Éducation. Il entend, nous dit-il, à l'automne, procéder à une réforme scolaire plus en profondeur.

Par ailleurs, d'ici là, la population attend; d'ici là, la population s'interroge. Que comprendra le projet qui sera déposé par le ministre? Est-ce qu'il y aura des modifications importantes par rapport au projet de loi 3? Est-ce qu'on fera certains virages sur lesquels on n'a pas fait consensus antérieurement? On connaît - le ministre sera tout à fait de mon avis - les passions qui se soulèvent chaque fois qu'il y a un débat sur les réformes scolaires, et il me semble qu'il serait un peu inquiétant de voir qu'on reprend ce débat à zéro, qu'on retourne à la ligne de départ.

Peut-être pour illustrer sommairement l'insatisfaction sur le fait qu'on n'ait pas décidé un peu plus tôt de faire connaître ses intentions, les parents de la commission scolaire de Valin me faisaient parvenir des résolutions qu'ils ont transmises au ministre de l'Éducation, résolutions qu'ils auraient souhaité voir dans le projet de loi 24. Entre autres - je pense bien que cela n'étonnera pas le ministre - les parents souhaitent que, dès la prochaine élection, les parents qui sont délégués par le comité de parents à la table des commissaires aient le droit de vote au même titre que les commissaires. Il y a quelques autres recommandations de cette nature.

Ces pressions faites à la fois par les associations de parents et par les comités de parents illustrent que cette réforme était attendue, et le fait qu'elle soit reportée ne leur donne en rien la garantie qu'ils retrouveront la place que leur proposait le projet de loi 3. Les intentions du ministre par rapport à son projet de réforme ne sont pas connues. Les commissions scolaires qui m'ont fait part de leurs inquiétudes ne se réjouissent pas outre mesure du fait qu'on puisse, je le rappelle, reprendre à zéro les débats qui ont coûté si cher en temps et en énergie au cours des dernières années.

Je voudrais maintenant m'attarder quelques minutes sur le manque de précisions quant aux intentions du ministre touchant les négociations constitutionnelles sur la constitution des commissions scolaires fondée sur la confessionnalité plutôt que sur la langue. Le ministre nous a dit ne pas avoir immédiatement l'intention de négocier, lors

des négociations constitutionnelles, cet article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui impose aux commissions scolaires d'être constituées sur la base confessionnelle plutôt que linguistique. On sait que cette disposition, qui convenait il y a quelque 120 ans - cela fait déjà plus de 120 ans - ne correspond plus beaucoup à la réalité actuelle, et cela, de l'avis de tous les intervenants. Aujourd'hui, on laisse planer un doute où, à tout le moins, une incertitude, et on laisse la population dans l'ignorance concernant les intentions du ministre sur cette question. Il y a de quoi être préoccupé.
(11 h 10)

Mme la Présidente, comme je sais qu'il reste peu de temps et que le projet de loi et, dans l'ensemble, ce qui nous est proposé est relativement mineur, je ne voudrais pas reprendre chacun des articles, sauf pour dire brièvement que le choix de tenir des élections scolaires en novembre, en même temps ou presque que les élections municipales, ne me semble pas le choix le plus heureux. Mais le temps nous dira si c'est une meilleure décision que celle de les tenir en octobre.

En conclusion, je souhaiterais cependant que le ministre indique le plus rapidement possible à cette Chambre de même qu'à la population ses intentions concernant la réforme scolaire qu'il entend proposer. Deuxièmement, j'aimerais également que, le plus rapidement possible, il nous fasse part de ses intentions touchant la négociation constitutionnelle qui établit le fondement des commissions scolaires sur la confessionnalité plutôt que sur la langue. Mme la Présidente, je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Chicoutmi.

M. Lefebvre: Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Oui, M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le ministre de l'Éducation a déposé des documents tout à l'heure qui sont, à toutes fins utiles, des amendements qu'on entend apporter au projet de loi. Est-ce qu'on pourrait avoir de façon formelle le consentement de l'Opposition pour le dépôt des documents?

La Vice-Présidente: Est-ce qu'il y a consentement au dépôt de documents?

M. Jolivet: Oui, Mme la Présidente, en expliquant cependant que le consentement qu'on accorde concerne le dépôt et qu'on aura l'occasion d'étudier au moment de l'adoption... Le ministre a fait mention d'une commission plénière qui aura à réétudier le

projet de loi. Je veux quand même être informé, que les gens sachent ce que l'on pense. Un point sur lequel c'est sûr qu'on est d'accord, c'est celui sur les professionnels. Quant aux trois autres, je vais attendre le ministre et j'aurai l'occasion de répliquer à ce moment-là.

M. Lefebvre: Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Oui, M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Je prends note des commentaires du député de Laviolette. Effectivement, il faudra recommencer la procédure du dépôt en vertu de l'article 257. Autrement dit, c'est par pure courtoisie que, ce matin, on dépose les documents qui font état des amendements qu'on apportera au moment de l'adoption du projet de loi et ce, en vertu de l'article 257.

M. Jolivet: Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Oui, M. le député de Laviolette.

M. Jolivet: J'estime bien gros le député et leader adjoint du gouvernement de me dire que c'est par courtoisie. J'aurais pu dire moi aussi, que c'est par courtoisie, mais je voudrais le prendre autrement: c'est pour bonifier un projet de loi qui profite à des étudiants, à des commissions scolaires et à des parents.

Une voix: Bravo!

La Vice-Présidente: Merci. Document déposé. M. le député d'Arthabaska, vous pouvez continuer.

M. Laurier Gardner

M. Gardner: Merci, Mme la Présidente, avec toute la passion dont je peux être capable. Il n'y a pas que le député de Laviolette qui peut être passionné. Lorsqu'on a été 18 ans dans le système scolaire comme étudiant et 19 ans comme enseignant, on peut avoir une certaine passion pour l'éducation.

Je suis très heureux de participer à ce débat, surtout que je fais partie d'une région où existe déjà l'intégration. Le député de Laviolette qui n'est plus là nous disait tout à l'heure qu'il n'y a pas possibilité d'accord pour les intégrations. Dans mon comté, il y a quatre commissions scolaires déjà intégrées. Voilà le député de Laviolette qui nous revient. Il parlait tout à l'heure de se faire passer des sapins. J'aimerais lui rappeler que notre député d'Argenteuil est ministre de l'Éducation et non pas ministre des Forêts et je suis persuadé que nous ne

sommes pas là pour lui passer des sapins, mais bien plutôt pour bien gérer la province de Québec.

Le projet de loi 24 que nous avons étudié en commission parlementaire, à part plusieurs concordances, à part l'étalement des déficits, à part le fait qu'une candidature doit avoir l'appui de dix personnes - quelques améliorations donc - comporte un point majeur, c'est le projet de loi qui, à partir de 1987, reporte du deuxième lundi de juin au troisième dimanche de novembre la date des élections scolaires. Cela peut paraître une petite transformation, un changement inutile, mais ce n'est pas le cas. Le peu de participation aux élections scolaires au Québec m'a toujours inquiété. Je me suis toujours demandé pourquoi on n'allait pas voter aux élections scolaires. Et pourtant, 4 587 700 000 \$ de nos taxes vont à l'éducation et une bonne partie de ces sommes est administrée par les élus scolaires dans chacun de nos milieux. Chaque élève coûte dans le système public 3331 \$ au système scolaire. C'est donc beaucoup d'argent qui est dépensé et, pourtant, on a peu d'intérêt pour la chose scolaire. Après mûre réflexion, je me suis demandé si la date d'une élection pouvait influencer. Vous en savez quelque chose: le 2 décembre, cela a bien influencé les gens, la tempête de neige aussi. Est-ce que la campagne électorale peut influencer aussi? Nous voulons, par le projet de loi 24, régler la première question, à savoir la date d'une élection.

Début de juin. Qu'est-ce qui se passe au début de juin dans le système scolaire? Les classes achèvent, les élèves sont en examens et les parents prévoient les vacances. Les parents et les élèves sont aux prises avec des résultats plus ou moins bons. S'ils sont bons, on veut récompenser ce bon enfant qui a réussi; s'ils sont mauvais, on hait ce mauvais professeur qui n'a pas réussi avec son enfant. Début juin, donc, il n'est pas question de structures scolaires. On aime son enfant ou on hait le prof de son enfant.

Septembre, octobre, novembre, on reprend la vie scolaire. On a eu à payer une entrée dans ce système scolaire que l'on disait gratuit. On veut connaître la nouvelle école et surtout les nouveaux professeurs qui vont influencer son enfant. On veut le succès de son enfant, au mois de septembre, d'octobre ou de novembre; en d'autres mots, c'est dans cette période que l'on est intéressé aux structures scolaires. L'automne est donc un moment privilégié pour les élections scolaires.

Pourquoi le troisième dimanche de novembre? Bien sûr, pour ne pas nuire aux élections municipales, mais surtout à cause du long processus qui précède les élections. Savez-vous qu'une élection le troisième dimanche de novembre exige un processus qui

commence entre le 15 août et le 15 septembre? J'aimerais vous rappeler les étapes que l'on doit franchir entre le 15 août et le 15 septembre jusqu'au mois de novembre pour préparer une élection.

D'abord, préparation de la liste électorale entre le 15 août et le 15 septembre, dépôt de la liste électorale le 15 septembre, avis public de dépôt de la liste au plus tard le 20 septembre et, à défaut de requête, nomination d'un secrétaire pour préparer la liste après le 1er octobre, demande d'inscription ou de radiation dans les quinze jours de l'avis de dépôt - et cela se fait jusqu'au 5 octobre - dans les quinze jours suivants, examen de la liste par les commissaires jusqu'au 20 octobre, entrée en vigueur de la liste 31 jours après l'avis de dépôt - on est rendu au 22 octobre - appel à la Cour provinciale - ce qui peut arriver - possible jusqu'au 27 octobre, mise en candidature le premier dimanche de novembre et, enfin, élection le troisième dimanche de novembre.

Je suis heureux que ce projet de loi puisse, à mon avis, occasionner une plus grande participation de la population du Québec. Nous aurons la preuve, bien sûr, de cette affirmation dès la prochaine élection, soit en novembre 1987. Les sceptiques vont dire: On ne pourra jamais espérer un taux de participation de 80 % comme aux élections provinciales. C'est peut-être dû au fait que les campagnes électorales ne sont pas aussi harassantes. Mais si, au moins, on pouvait doubler le nombre de candidats et de candidates aux élections scolaires, si, au moins, on pouvait doubler la participation le jour des élections, ce serait déjà beaucoup d'acquis. C'est alors que les commissaires des commissions scolaires seront valorisés parce que véritablement élus par leur milieu; ils seront valorisés parce que véritablement représentatifs de leur milieu. C'est ainsi que la démocratie en sera grandie. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député d'Arthabaska. M. le député de Verchères.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: Mes collègues de ce côté-ci de la Chambre on applaudi le député d'Arthabaska pour une raison très simple: tout son discours portait sur un élément du projet de loi qui n'est pas la trouvaille du siècle de son gouvernement mais simplement la reprise d'un élément important qui était introduit par le projet de loi 3, c'est-à-dire que les élections scolaires se fassent à l'automne plutôt qu'au printemps. À cet égard, on est tous d'accord avec lui: il est peut-être temps de changer la formule, le système. Ce qui avait été bloqué par une décision d'un tribunal invalidant l'ensemble

de la loi 3 méritait, à ce moment-ci, d'être remis en activité sans attendre les suites du dossier de la modernisation de la Loi sur l'instruction publique.

(11 h 20)

Mme la Présidente, lors de la dernière Législature j'ai été président de la commission parlementaire de l'éducation et de la main-d'oeuvre, comme on l'appelait à ce moment-là. J'avais comme vice-président de la commission le député d'Argenteuil qui est aujourd'hui ministre de l'Éducation. J'ai été le témoin attentif, intéressé de nombreux échanges, de nombreuses heures de discussion que nous avons eues en commission parlementaire au cours de cette Législature sur la réforme de la structure scolaire au Québec.

Ce qui m'inquiète dans ce projet de loi ce sont les absences, qui ne pouvaient peut-être pas se retrouver dans le projet lui-même, mais qu'on aurait pu vouloir combler par des propos plus clairs et plus précis du ministre de l'Éducation. On n'a pas d'indication à ce moment-ci de l'intention du ministre ni du gouvernement quant aux suites à donner au projet de restructuration scolaire. En fait, on nage un peu dans la confusion. Les propos du ministre tantôt, à l'occasion d'une brève réplique qu'il a faite à mon collègue de Laviolette, n'ont pas permis d'aller plus loin dans l'éclaircissement. À un moment donné le ministre s'est dit publiquement d'accord avec le principe de l'intégration des commissions scolaires primaires et secondaires sur une base linguistique; à un autre moment donné, devant l'Association des directeurs d'école, il a semblé reculer sur cette position.

Ce que nous aimerions savoir du ministre de l'Éducation à ce moment-ci, alors qu'on étudie le rapport de la commission de l'éducation qui a évalué et analysé le projet de loi 24, qui est un peu une continuité partielle du travail qu'on a fait au cours de la précédente Législature, c'est quelles sont ses intentions véritables et celles de son gouvernement sur le projet de restructuration scolaire. D'autant plus qu'il a décidé de reporter les élections des commissaires d'écoles jusqu'à l'automne 1987. On peut présumer que le ministre a voulu se donner un délai pour pouvoir compléter le processus de réforme amorcé durant la précédente Législature à l'initiative du précédent gouvernement, travail auquel le ministre s'est associé et auquel il a participé à titre de critique de l'Opposition en matière d'éducation, à titre de vice-président de la commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre il y a à peine quelques mois.

Je crois que les enseignants, les parents, les commissaires d'écoles, tous ceux et celles qui, au Québec, s'intéressent depuis de nombreuses années au problème de la restructuration scolaire, au problème de la modernisation de notre système d'instruction

publique et de ses structures, sont intéressés à savoir si tous les efforts qu'on a déployés au cours des dernières années s'arrêteront là, n'iront pas plus loin, ou si le gouvernement entend y donner suite, entend compléter le travail amorcé et faire en sorte que, le plus rapidement possible, on ait au Québec des structures scolaires qui répondent mieux aux besoins modernes et qui correspondent mieux à la réalité socio-culturelle du Québec moderne également.

La députée de je ne sais pas quel comté...

Une voix: Châteauguay.

M. Charbonneau: Châteauguay? Non, Groulx. Pas Châteauguay, parce que celle de Châteauguay, c'est Mme Cardinal qui est là un peu plus loin. Elle parlait de la discrimination que le projet de loi corrigeait. Ce qu'elle a oublié de dire c'est que la discrimination ne venait pas d'une décision que le précédent gouvernement avait prise. Elle vient de l'existence, dans la constitution canadienne, qui date de 1867, d'un article qui fait en sorte que, finalement, les structures scolaires sont sur une base confessionnelle, protestante ou catholique. Cela correspondait d'une certaine façon à la réalité culturelle et sociale de 1867, où on peut dire que l'ensemble de la population se divisait très facilement, à quelques exceptions près, en deux communautés à la fois linguistiques et religieuses. La religion et la langue se confondaient et faisaient finalement une homogénéité culturelle. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, et je pense qu'il n'y a pas beaucoup de députés en cette Chambre qui prétendront que la situation de 1867 est la situation qui doit correspondre à la réalité de 1986. C'est cela le problème de la discrimination.

Le projet de loi que le gouvernement du Parti québécois avait introduit et fait adopter à l'Assemblée nationale, le projet de loi 3, éliminait ce problème de la discrimination. Et ce problème de la discrimination continue d'exister parce que des personnes d'arrière-garde, des gens qui sont d'approche conservatrice, en particulier dans la région de Montréal, ont décidé de contester ce projet de loi, souvent, d'ailleurs, encouragés par les députés de l'Opposition de l'époque, aujourd'hui membres du gouvernement. Ils ont porté devant les tribunaux le projet de loi, ils l'ont contesté en utilisant cet article de la constitution de 1867. Des juges ont finalement conclu que, oui, l'article de la constitution canadienne de 1867 est encore valable, valide, et c'est lui qui doit prévaloir sur l'organisation sociale, sur l'organisation des structures scolaires en 1985 et en 1986. Et là, Mme la Présidente, on se retrouve devant un projet de loi qui ne va pas au fond des choses, et, ce qui est plus

inquiétant, le ministre qui parraine ce projet de loi ne nous dit pas quelles sont ses intentions véritables.

Je crois qu'à l'occasion de la discussion sur le projet de loi 24, on doit demander au ministre de l'Éducation de clarifier la position du gouvernement. Quelle est l'intention du gouvernement quant au processus de modernisation des structures scolaires au Québec? Est-ce que cela va se faire? Est-ce que cela va se faire rapidement? Est-ce que cela va se faire dans le délai qu'il s'est, semble-t-il, donné dans ce projet de loi mineur, tout compte fait, pour qu'on puisse indiquer que le Parlement du Québec, dans son ensemble, aura mené à terme l'opération amorcée depuis déjà plusieurs années et qu'en 1987, enfin, nous aurons des structures scolaires qui soient adaptées à notre réalité d'aujourd'hui?

Je crois, Mme la Présidente, que c'est le minimum qu'on peut demander, à ce moment-ci, au gouvernement. J'ai 36 ans et je me rappelle, lorsque je suis entré au Devoir avec, comme patron, le député d'Argenteuil, aujourd'hui ministre de l'Éducation - j'avais 21 ans - que ce dernier, qui était éditorialiste en chef et rédacteur en chef du Devoir, faisait des éditoriaux en abondance sur la question de la restructuration scolaire. Même avant d'être journaliste au Devoir à l'âge de 21 ans, je me rappelle que ce débat, quand j'avais 16, 17 et 18 ans, existait dans notre société, le problème de la restructuration scolaire. Je me rappelle, entre autres, d'un projet de loi qui avait été fortement contesté à l'époque. Je me demande si ce n'était pas à l'époque du gouvernement de l'Union Nationale, à la fin des années soixante. On est en 1986, Mme la Présidente, et nous avons amorcé comme gouvernement le processus de modernisation. Les tribunaux ont bloqué ce processus, mais surtout des citoyens qui n'ont pas compris l'évolution du Québec et qui, pour des intérêts mesquins, petits et incorrects à l'égard de l'ensemble de la collectivité québécoise, ont décidé de bloquer le processus de modernisation.

Je crois, Mme la Présidente, qu'on doit demander au ministre - je sais que le ministre peut utiliser un droit de réplique de cinq minutes après chaque intervention - quelle est l'intention de son gouvernement, quelle est son intention à lui et quel est l'échéancier que le gouvernement s'est donné à l'égard de la modernisation des structures scolaires. On pourrait lui demander également, en terminant, Mme la Présidente, puisque vous me faites signe que mon temps est terminé, quelle est l'intention du gouvernement à l'égard des revendications constitutionnelles. Quand le gouvernement va-t-il nous donner le portrait exact de son cahier de revendications? Est-ce que, dans ce cahier de revendications constitutionnelles, le

gouvernement va inclure le problème qui est soulevé par l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique? Imaginez-vous, on est en 1986. Est-ce que le ministre va proposer à son gouvernement que, dans le cahier de revendications constitutionnelles du gouvernement du Québec, la révision de l'article 93 soit faite et, si oui, dans quel délai le ministre de l'Éducation va-t-il faire ses propositions à ses collègues du cabinet? (11 h 30)

Mme la Présidente, je vais terminer sur ces deux questions en espérant que le ministre va profiter sinon de son droit de réplique qu'il peut utiliser dès maintenant ou d'un droit de réplique ultérieur pour donner des réponses non pas uniquement à l'Opposition mais à l'ensemble des citoyens et des citoyennes du Québec qui sont intéressés, préoccupés et concernés par cette question de la modernisation des structures scolaires du Québec. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Verchères. M. le ministre de l'Éducation, vous avez un droit de réplique de cinq minutes.

M. Claude Ryan

M. Ryan: Oui, Mme la Présidente. Je ne voudrais user de mon droit de réplique que lorsque le débat sera pratiquement terminé. Je ne voudrais pas abuser du temps de cette Chambre. Je ne sais pas s'il y a d'autres intervenants du côté de l'Opposition qui... J'aimerais peut-être autant écouter le député de Lac-Saint-Jean s'il doit intervenir. Cela m'évitera de répéter les mêmes choses deux ou trois fois.

La Vice-Présidente: M. le député de Rousseau.

M. Ryan: À ce moment, je crois que nous allons essayer de résumer brièvement. Ce n'est pas parce je veux enlever le droit de parole au député de Rousseau mais c'est parce que nous sommes convenus qu'il interviendra dans le débat au stade de l'adoption du projet de loi. Comme vous le savez, il a suivi très attentivement les travaux de la commission. Comme c'est une entente que nous avons faite avec notre whip adjoint tantôt, je ne voudrais pas que nous donnions l'impression de la briser.

Je vais répondre brièvement aux points qui ont été soulevés par la députée de Chicoutimi et le député de Verchères, mais après avoir adressé à mes collègues qui ont pris part au débat, en particulier la députée de Groulx et le député d'Arthabaska, mes compliments chaleureux pour la manière très distinguée, très pertinente dont ils ont apporté leur contribution à nos travaux, non seulement pendant le débat qui se poursuit

mais au stade de l'étude en commission également.

La députée de Chicoutimi et le député de Verchères ont soulevé des points très importants dans leurs interventions auxquels je voudrais essayer de répondre avec le plus de précision possible dans le peu de temps que nous avons. Tout d'abord, on a parlé de la loi 3. Je pense qu'il est important de signaler qu'avec le projet de loi que nous nous apprêtons à adopter bientôt, je l'espère, la loi 3 sera mise en veilleuse, pour ainsi dire, comme elle l'a déjà été d'ailleurs par le jugement de la Cour supérieure. Un des effets du projet de loi 24, c'est de faire en sorte que la loi 3 entre en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. Par conséquent, elle ne sera pas en vigueur tant qu'il n'y aura pas eu une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. Et cela permet de faire face à la situation créée par le jugement de cour dont on a parlé dans des interventions précédentes et aussi aux procédures en appel de se poursuivre dans toute la mesure où elles seront justifiées.

Le député de Verchères et la députée de Chicoutimi veulent connaître avec plus de précision les intentions du gouvernement concernant les modifications en profondeur de la Loi sur l'instruction publique et, en particulier, les gros obstacles qui se sont révélés à l'expérience.

Si le député de Verchères a examiné le programme politique du Parti libéral du Québec, il saura très bien que nous avons dit que nous sommes disposés à procéder à l'institution de commissions scolaires linguistiques sur le territoire du Québec dans la mesure où nous aurons acquis la conviction raisonnable que nous pouvons le faire sans nous exposer à des rebuffades de la part des tribunaux. Nous ne voulons pas recommencer le processus de querelles constitutionnelles et judiciaires interminables qui nous ont conduits à de nombreuses frustrations ces dernières années. C'est pourquoi nous procédons présentement et nous continuerons de procéder au cours des mois à venir à toutes les vérifications nécessaires de ce côté et, sur la base des conclusions auxquelles nous serons amenés, nous procéderons en conséquence.

Il y a une chose que je dois affirmer avec beaucoup de clarté. C'est que, entre le règlement des problèmes constitutionnels et l'accent que nous voulons mettre sur la promotion d'une plus grande qualité dans l'éducation, il n'y a aucune hésitation dans notre esprit. La priorité numéro 1 dans notre gouvernement c'est l'amélioration de la qualité et du contenu de l'éducation à tous les niveaux. C'est beaucoup plus important pour moi de faire en sorte que nos enfants dans les écoles fassent un apprentissage valable du français langue maternelle, des

mathématiques, des sciences, de l'anglais langue seconde que de les perdre dans des querelles constitutionnelles auxquelles pas beaucoup de gens comprennent exactement les implications et la signification.

C'est là notre première priorité. Nous avons commencé à y donner suite de manière très concrète en matière d'enseignement du français, par exemple, avec l'institution des nouvelles épreuves qui viennent à la fin du primaire et à la fin du secondaire. Ce n'est qu'un élément d'un programme beaucoup plus important. Nous allons vous parler, au cours des mois à venir, de l'amélioration de l'apprentissage de l'anglais, langue seconde, également. Ce sont des choses qui prennent énormément de temps. Nous allons dévoiler prochainement la nouvelle politique en matière de formation professionnelle. C'est un très gros volet également.

Ce sont des points, si vous examinez le contenu de mes journées ministérielles, qui prennent beaucoup plus de place que les questions dont nous avons parlé. Dans la mesure où nous arriverons à des certitudes raisonnables sur les autres questions, nous allons aller le plus loin possible dans la direction d'un objectif que le Parti québécois en est venu à épouser avec nous, mais après nous: celui des commissions scolaires linguistiques. Vous vous souvenez que votre parti, pendant très longtemps, voulait avoir des commissions scolaires unifiées pendant que nous tenions que c'était mieux d'avoir des commissions scolaires linguistiques. Vous vous êtes ralliés à notre point de vue depuis une couple d'années, nous l'apprécions beaucoup. Cela vous a pris une dizaine d'années, mais c'est un point sur lequel nous nous entendons maintenant. Je ne voudrais pas briser cet élément de consensus. À l'automne, à moins d'obstacles complètement...

La Vice-Présidente: M. le ministre, excusez-moi, votre intervention de cinq minutes entre chaque intervention des députés est terminée. À moins qu'il y ait consentement pour poursuivre, c'est terminé.

M. Gendron: J'ai l'impression qu'on peut lui laisser quelques secondes pour qu'il conclue. Il va être d'accord. Puisqu'il nous reste une couple d'intervenants il pourra faire d'autres interventions de cinq minutes.

La Vice-Présidente: M. le ministre.

M. Ryan: C'est infiniment regrettable. J'allais vous dire des choses très importantes au sujet de nos intentions concernant la Loi sur l'instruction publique, concernant l'article 93 de la constitution canadienne, concernant également toutes sortes d'autres questions, mais comme le consentement m'a été refusé je dois, à mon grand regret, conclure sur

cette note.

M. Charbonneau: Question de règlement.

M. Ryan: ...et me promettre de revenir plus tard. Un consentement...

M. Charbonneau: Question de règlement.

La Vice-Présidente: Question de règlement, M. le député.

M. Charbonneau: Je voudrais signifier au ministre de l'Éducation que s'il veut nous donner des réponses, nous allons lui donner notre consentement pour qu'il nous les donne.

M. Gratton: Mme la Présidente-

La Vice-Présidente: Oui, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Comme l'a souligné le leader adjoint, il y a d'autres interventions du côté de l'Opposition. Le ministre pourra fournir toutes les réponses voulues au fur et à mesure que les interventions seront faites.

La Vice-Présidente: Nous allons entendre d'autres intervenants. M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. François Gendron

M. Gendron: Malheureusement, je n'ai pas pu suivre les travaux de la commission parlementaire comme je l'aurais souhaité, même si je suis membre de cette commission sur l'éducation par intérêt et également parce que j'ai eu dans mes anciennes responsabilités à m'occuper moi aussi de la qualité de l'éducation et des meilleurs services à offrir aux clientèles, qui ont effectivement plus besoin de contenu que de structures.

Je voudrais tout simplement rappeler quelques éléments qui se sont passés à la commission parlementaire sur le projet de loi 24. Je pense que cela a été rappelé. Je n'ai pas eu l'occasion d'entendre tous les propos du ministre de l'Éducation. À plusieurs reprises, il a mentionné qu'on ne trouvait pas, à ce moment-ci, dans le projet de loi 24, les modifications substantielles que le Parti libéral a annoncées en termes de réforme en matière éducative. Je pense que tout le monde va convenir que ce n'est pas parce que la loi s'intitule: Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique qu'il faut comprendre qu'il s'agit de modifications très importantes, très substantielles, qui traduiraient ce qu'on a entendu de l'équipe qui, aujourd'hui, dirige le Québec en termes d'orientation.

Le Parti libéral, c'est connu, a publié un programme électoral dans lequel il a

indiqué à quelques reprises ses intentions concernant la nécessité d'adapter - d'ailleurs, c'était repris par la députée de Groulx - d'une façon plus actuelle, plus ponctuelle la Loi sur l'instruction publique qui est une loi générale, qui est une loi cadre qui balise l'ensemble des services éducatifs offerts aux citoyens et citoyennes du Québec, quel que soit le niveau d'enseignement. Essentiellement, avec la présentation du projet de loi 24, on a apporté quelques corrections dites mineures, mais à des choses importantes, j'en conviens. On a apporté des corrections mineures à deux aspects sur lesquels je voudrais revenir. Le projet de loi 24, en particulier, a apporté une modification importante concernant la qualité de l'électeur, pour qu'il puisse s'exprimer lors des élections scolaires. J'ai eu l'occasion pendant quelques minutes d'entendre le ministre de l'Éducation de même que la députée de Groulx dire: Nous on voulait s'assurer de la préservation du droit de tous les citoyens de participer à une élection scolaire. Le ministre de l'Éducation a même convenu que l'ancien ministre de l'Éducation, en l'occurrence celui qui vous parle, avait pris l'engagement si son parti avait exercé le pouvoir à nouveau, d'apporter des modifications législatives à cette disposition de la loi 29 qui restreignait le droit de vote pour certaines catégories d'électeurs. (11 h 40)

Je voudrais cependant rappeler, pour être conforme aux faits, que ce n'était pas de gaieté de coeur ou par la volonté du ministre de l'Éducation de l'époque qu'on a apporté cette modification. C'était simplement pour donner suite à un jugement de la cour; c'est important de le rappeler. Je n'ai jamais été heureux à la suite du jugement qui nous a été imposé. Selon le jugement Brossard, il fallait préserver le droit des électeurs seulement pour les classes de personnes protégées. Je voudrais rappeler aux membres de cette Chambre, de même qu'aux citoyens et citoyennes qui nous écoutent, que l'article 93 fait partie de la constitution canadienne et non d'une loi québécoise. Personne en cette Chambre ne peut trouver une disposition, dans la Loi sur l'instruction publique ou ailleurs, créant des classes de personnes protégées sur le plan confessionnel. Ce n'est pas celui qui vous parle qui a inventé cela, ce n'est pas le ministère de l'Éducation, c'est l'article 93 qui est une disposition de la constitution canadienne.

En ce qui nous concerne, ce sont les seuls et uniques motifs qui nous ont amenés, avec l'avis d'une multitude de conseillers juridiques à savoir qu'on devait protéger les droits des personnes spécifiquement mentionnées dans l'article 93, les catholiques et les protestants - c'est de cela qu'on parle lorsqu'on parle de confessionnalité - à conserver un droit exclusif de protection

quant à la dépense.

C'est facile de faire des discours. J'entendais la députée de Groulx dire: Nous allons réinstaurer la démocratie au Québec. Cela n'a rien à voir, ce n'est pas une question de réinstaurer la démocratie. Il y a eu un jugement et on est obligé d'y donner suite. Aujourd'hui, le nouveau gouvernement prétend que c'est de grandeur d'âme et de bonté de coeur qu'il peut redonner à tous les citoyens du Québec ce magnifique droit d'expression, sans nuance, sans distinction rattachée à la confessionnalité, lors d'une élection scolaire.

Je vous dis: Bravo, on était d'accord là-dessus, on a toujours été d'accord là-dessus. Celui qui vous parle a toujours été entièrement, en termes d'orientation de pensée, en accord avec cela, sauf que l'obligation de faire cette distinction n'existe plus à la suite de l'invalidation de la fameuse loi 3. À partir du moment où on a invalidé une disposition qui n'apporte plus cette contrainte, je veux simplement dire au ministre de l'Éducation, comme mon collègue critique en matière d'éducation l'a très bien fait en commission, qu'on est d'accord, qu'on va applaudir à cela, qu'on va appuyer cela parce qu'il n'y a pas de disposition contraignante comme celle apportée par le jugement Brossard. Dans ce sens, on dit: Tant mieux si une modification est présentée par le ministre de l'Éducation permettant que dorénavant, il n'y ait pas de distinction quant à la préservation d'un droit sacré, celui de permettre à tous les citoyens et citoyennes de participer à une élection. C'est la disposition la plus importante contenue à l'article 24.

Il y a également une autre disposition sur laquelle le ministre de l'Éducation prétendait qu'il y avait lieu d'apporter des modifications. Je lui en sais gré et je suis entièrement d'accord avec lui, encore là - c'est également l'attitude de l'Opposition - pour reporter la date des élections scolaires à l'automne 1987 pour que le processus qui a été largement engagé sous l'ancien gouvernement, sous la responsabilité que j'avais comme ministre de l'Éducation... On a enclenché très sérieusement le processus d'intégration de deux niveaux d'enseignement, primaire et secondaire, parce qu'on est convaincu - oui, Mme la Présidente, je terminerai quand mes dix minutes seront écoulées - que c'est une voie de l'avenir de donner comme mandat aux commissions scolaires qu'elles soient responsables de tous les niveaux d'enseignement qu'elles doivent dispenser, autant le primaire que le secondaire, dans une même commission scolaire. Le processus d'intégration avait été largement enclenché sous l'ancienne administration et l'actuel ministre de l'Éducation prétend que le fait de reporter l'élection pour que tout le monde

soit réélu en même temps va favoriser la continuation de l'intégration scolaire. Je pense qu'il a raison là-dessus dans son analyse.

Il est également logique, compte tenu du fait qu'il y avait seulement un tiers qui devait être en élection à l'été 1986 et un autre tiers, ou le dernier tiers, à l'élection de 1987, de dire à tous ces gens-là: On fera véritablement une seule opération en même temps pour l'ensemble des intervenants dans le monde de l'éducation. Dans ce sens, on n'a aucune objection à ce que cela soit fait comme cela. Il y a également une disposition - puisqu'il ne me reste pas beaucoup de temps, je vais terminer là-dessus - en matière budgétaire qui est intéressante pour ce qui est de la présentation par les commissions scolaires des mesures facilitant toute la question de l'aspect financier, qui permettent, entre autres, aux commissions scolaires d'étaler leur déficit, leur laissant le loisir d'intégrer comme revenus dans leur budget le surplus de l'année précédente. Je pense que c'est une disposition intéressante qui leur permet de conserver un caractère de plus grande autonomie.

Je pense que le travail s'est fait sérieusement en commission parlementaire sur le projet de loi 24. Il est important de rappeler qu'il ne s'agissait pas de dispositions majeures concernant une refonte en profondeur de la loi 24 mais de deux ajustements, l'un portant sur le droit à l'ensemble des citoyens de s'exprimer lors d'une élection et également de reporter cette date d'élection, ainsi que des amendements techniques portant plus sur la forme que sur le fond. Je suis convaincu que le ministre de l'Éducation nous apportera, à un moment donné, la grande réflexion que le Parti libéral nous a promise et qui est nécessaire concernant les modifications importantes à apporter à la Loi sur l'instruction publique, loi qui mérite des ajustements, parce que c'est la loi-cadre qui balise l'ensemble des orientations du ministère de l'Éducation.

En conclusion, je pense que le projet de loi 24 corrige quelques points qui devaient être corrigés. Cependant, ce serait erroné de faire croire à la population que c'est par le biais des modifications du projet de loi 24, qu'on va assurer une meilleure qualité de l'acte éducatif et qu'on va se préoccuper davantage, comme le disait le ministre de l'Éducation, de la qualité du contenu des apprentissages. Ce n'est pas par le biais des modifications à la loi 24 qu'on va se donner des mécanismes de contrôle, des mécanismes d'évaluation qui nous permettraient de porter un jugement analytique ou appréciatif qui nous fera dire qu'avec ces dispositions, dorénavant, on sera en voiture, on sera en Cadillac, par rapport à cet aspect nécessaire en éducation du contrôle de la qualité éducative. Nous aussi, comme Opposition, ce

qui nous intéresse, c'est que les apprentissages scolaires soient de plus en plus significatifs et qu'ils correspondent de plus en plus aux réels besoins des jeunes qui veulent avoir une éducation de qualité avec des apprentissages qui leur permettent de faire face aux défis de l'avenir. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député d'Abitibi-Ouest. Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Cécile Vermette

Mme Vermette: Mme la Présidente, il me fait plaisir de pouvoir apporter quelques commentaires en ce qui concerne le projet de loi 24 qui touche, notamment, la restructuration scolaire, en partie, il faut bien l'avouer. Nous nous attendions davantage à une réforme beaucoup plus en profondeur que ce qui est présenté par l'actuel projet de loi 24. Ce que je trouve un peu exceptionnel en ce qui concerne le ministre de l'Éducation, c'est son manque de rigueur dans la présentation de ce projet de loi, lui en qui on reconnaît habituellement et justement un travailleur acharné, une personne qui prend le temps de présenter ses documents de la façon la plus précise possible pour ne pas léser les parties en cause et, surtout, pour ne pas tolérer l'illégalité. Je crois que ce même ministre aurait pu, par les temps qui courent, prendre toutes les dispositions nécessaires pour s'attarder davantage à une réforme beaucoup plus en profondeur que ce que ce projet nous permet de recevoir.

(11 h 50)

C'est dommage parce que, depuis longtemps, dans le domaine scolaire, notamment au niveau des différents milieux scolaires, tout le monde s'attend présentement qu'une réforme soit présentée. Depuis longtemps, tout le monde dit qu'il est important de réviser le système scolaire chez nous, au Québec. Nous attendions beaucoup plus. Évidemment, nous ne pouvons être contre ce qui est présenté parce que, notamment, nous pourrions causer certains préjudices à certains professionnels de l'enseignement. C'est, pour nous, une question d'éthique que d'accepter certaines propositions et amendements qui ont été présentés dans ce projet de loi, mais il faut souligner qu'à l'intérieur de ce projet de loi, beaucoup d'amendements auraient pu faire l'objet d'un projet de loi omnibus et auraient pu passer beaucoup plus facilement et rapidement sans, justement, les délais qu'une loi demande.

Le député de Laviolette et le député d'Abitibi-Ouest ont largement commenté ce qui concerne la réforme et les antécédents qui se greffent autour de ce projet de loi. Je

pense que la restructuration scolaire, offre la possibilité de permettre aux électeurs de pouvoir s'exprimer selon un nouveau mode de scrutin plus adapté. Évidemment, nous vivons dans une démocratie et il est important d'appliquer les règles qui permettent au plus grand nombre de gens possible, avec uniformité, de s'exprimer lors du suffrage universel. Nous ne pouvons dire que nous sommes contre le fait de repenser cette proposition de mode de scrutin, mais cela aurait dû être présenté au début de 1986 afin de permettre un renouvellement aux trois ans alors que la loi propose que ce soit en novembre 1987.

Nous aurions aussi aimé voir, M. le ministre de l'Éducation, que l'étude détaillée en commission puisse faire l'objet d'une restructuration scolaire en profondeur. Vous avez apporté ici plus de trente amendements, la quasi-totalité étant de forme, apportant des concordances nécessaires. Il a aussi fallu inclure dans ce projet de loi des amendements pour résoudre un problème ponctuel qui débordait du principe du projet et donc jugé irrecevable par le président. Vous l'avez rappelé ce matin pour permettre justement qu'on puisse aller dans ce sens.

L'Opposition a fait les consultations appropriées et a proposé une autre formulation à l'amendement qui a été reprise justement par le ministre. L'étude détaillée du projet de loi a permis de savoir que le gouvernement a maintenu l'appel sur la loi 3 mais qu'il n'a pas l'intention pour le moment d'inclure la question de l'article 93, c'est-à-dire la confessionnalité dans les négociations constitutionnelles avec le fédéral. Le Conseil supérieur de l'éducation a émis un avis favorable pourtant en ce sens.

M. le ministre, qu'attendez-vous pour aller dans ce sens? Est-ce que cela fait partie de vos préoccupations lorsqu'on aura les négociations? Je pense qu'il est urgent et important de tenir compte de cet élément afin de régler une fois pour toutes les ambiguïtés de la restructuration et la possibilité de reconnaître la langue comme étant le mode d'organisation et non pas la confessionnalité. Je pense qu'il est grand temps que cela fasse l'objet sérieux d'un débat afin d'éliminer l'obligation d'être de la même confession religieuse pour une commission scolaire.

Le ministre disait qu'il avait l'intention de procéder à l'automne à une réforme majeure de la Loi sur l'instruction publique, notamment, quant à certains consensus déjà réalisés lors des débats sur la loi 3. Nous aurions aimé, M. le ministre, qu'avant de présenter votre loi, cette commission puisse avoir lieu afin que les différentes parties puissent se faire entendre pour permettre de mettre en place les réformes majeures qui s'imposent à l'intérieur de l'instruction publique. Il faudrait noter qu'il s'est toujours

réalisé progressivement un consensus assez large quant à la nécessité de revoir la question de la confessionnalité des structures scolaires et notamment des commissions scolaires.

C'est à ces consensus qu'il faut rapporter la loi 3, selon laquelle les commissaires scolaires devaient s'organiser sur une base linguistique plutôt que religieuse. M. le ministre, déjà les consensus sont établis. Déjà, plusieurs personnes s'attendaient que ce soit reconnu et que votre projet de loi donne force à tous ces consensus. C'est là un dispositif respectueux du pluralisme, de l'évolution de notre société, car c'est bien de cela dont il s'agit, notre société a changé, s'est transformée.

Il faut dire qu'actuellement, dans un contexte où tout évolue rapidement, tout évolue aussi dans des bouleversements profonds socio-économiques et politiques et il est inévitable qu'on assiste à un changement de valeurs. Il n'est plus possible de considérer le Québec français, pas plus d'ailleurs que la communauté anglophone, comme une entité monolithique.

De plus, la valeur des personnes de l'extérieur, l'apport que le Québec connaît sur le plan migratoire vient ajouter à la diversité et au pluralisme des cultures et des croyances. Donc, il faut faire preuve d'une plus grande ouverture d'esprit et faire face à une réalité incontournable. Il faudrait, pendant ce temps, que nos structures scolaires ne restent pas figées à la forme qu'on leur a donnée, il y a maintenant presque plus de 120 ans.

C'est à cela qu'actuellement semblent vouloir nous condamner les interprétations données jusqu'ici du fameux article 93 de la constitution quant aux garanties accordées aux commissions scolaires confessionnelles de Montréal et de Québec.

J'aimerais bien savoir, M. le ministre, quelles sont vos intentions réelles et celles de votre gouvernement en cette matière. On sait que votre gouvernement ainsi que le ministre de l'Éducation sont favorables à l'instauration de commissions scolaires linguistiques. Des déclarations ont été faites en ce sens. Qu'advient-il de l'appel logé par le gouvernement précédent sur la loi 3?

À la lueur des dernières déclarations du ministre, on peut se demander s'il entend réellement poursuivre sur la voie de la restructuration scolaire sur une base linguistique, restructuration incluant Québec et Montréal. Ce gouvernement, rapporte-t-on, abandonnerait ce projet. Ce serait là une lourde décision avec des implications qui devraient être discutées très sérieusement car trop d'arguments pour que nos structures scolaires évoluent dans le sens social que nous vivons actuellement sont en place et se font jour. Alors, M. le ministre, pourquoi ce recul?

(12 heures)

S'il est vrai qu'il faut trouver une solution au contentieux juridique, que le gouvernement, quant à l'interprétation de l'article 93, prenne les mesures nécessaires pour apporter les modifications qui s'imposent afin d'en arriver à modifier cet article. D'ailleurs, le Conseil supérieur de l'éducation a rendu public, le 6 février, un article qui allait dans ce sens. Je cite: Une organisation scolaire qui, sur des questions aussi fondamentales qu'émotivement chargées, réussit mal à répondre aux besoins de ses usagers et à assurer, dans ses instances de décision et d'orientation, une représentation équilibrée des populations qu'elle dessert ne peut qu'être génératrice de profondes et légitimes insatisfactions. Le conseil se demande comment les deux groupes, catholique et protestant, protégés par l'article 93, pourraient prétendre être capables de satisfaire pleinement les besoins des citoyens appartenant à d'autres religions ou ne se réclamant d'aucune foi.

C'est pour tous ces gens, M. le ministre, c'est pour toute cette population que je trouve qu'il devient pressant que vous accélériez les procédures et que vous favorisiez une commission qui permettrait précisément d'aller beaucoup plus loin et beaucoup plus en profondeur au niveau de la restructuration scolaire. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Claude Ryan

M. Ryan: M. le Président, je crois comprendre que je serai le dernier à intervenir. Je vais le faire très brièvement. Je voudrais compléter les éléments de réponse que j'avais commencé de fournir tantôt au sujet de questions qui ont été soulevées par les députés de l'Opposition pendant le débat.

D'abord, au sujet du remplacement des commissions scolaires confessionnelles par des commissions scolaires linguistiques, la position de notre parti a été énoncée à maintes reprises; je l'ai rappelé tantôt. Nous favorisons l'établissement de commissions scolaires linguistiques, à condition que soit bien clarifiée la route constitutionnelle et que soit bien assurée la possibilité du gouvernement de surmonter victorieusement les difficultés constitutionnelles qui ont été si souvent, jusqu'à maintenant, des pierres d'achoppement infiniment coûteuses et décevantes pour la population autant que pour le législateur.

Nous procédons à des vérifications de ce côté. L'été nous permettra d'approfondir ces vérifications et, à l'automne, nous serons en mesure d'indiquer à cette Chambre s'il

est possible, constitutionnellement, du point de vue du gouvernement, d'avancer dans cette voie. Une chose est certaine, nous n'avancerons pas si nous n'avons pas les certitudes nécessaires. Quant à la manière d'obtenir les certitudes recherchées, il y a plusieurs sentiers qui s'ouvrent à nous. Nous choisirons ceux qui nous apparaîtront les plus réalistes et aussi les moins coûteux. Je voudrais dire tout de suite à l'Opposition que je ne suis aucunement partisan de l'approche qui consiste à multiplier à l'infini des procédures judiciaires, procédures coûteuses, frustrantes le plus souvent, qui nous conduisent, dans la meilleure des hypothèses, à des lumières quelque peu nouvelles, mais rarement complètes sur ce qu'ont pu être les intentions des Pères de la Confédération dans la deuxième moitié du siècle dernier, mais qui ne nous indiquent pas grand-chose quant à la route à suivre dans l'avenir.

Je voudrais vous dire que la première condition d'un cheminement constitutionnel sérieux, autant en matière scolaire que dans les autres, à mon humble point de vue, c'est la réalisation d'un consensus solide au Québec même. J'entends l'Opposition nous parler de l'article 93 comme si c'était un sujet que nous pourrions aller brandir sur la table de négociation demain matin à Ottawa, comme si c'était une matière comme les autres. C'est un article qui implique des droits constitutionnels affectant les groupes confessionnels, au Québec d'abord et, en plus, dans les autres provinces.

Au Québec d'abord, je ne conçois pas d'amendement constitutionnel solide s'il n'y a pas un certain consensus entre les principales catégories de la population qui sont concernées par cet article. Je ne pense pas qu'il y ait personne en cette Chambre qui voudrait qu'on se dise: Là, il y avait des droits qui avaient été garantis aux catholiques et aux protestants. On va se réunir un petit groupe et on va balayer cela du revers de la main. On va aller transiger avec Ottawa l'abandon de ces droits.

Parce que vous avez déjà dit que vous étiez prêts à le mettre sur la table. Vous l'avez dit à plusieurs reprises. Vous avez reproché à l'ancien ministre de l'Éducation son imprudence dans ce domaine. Avez-vous des indications claires de la part des groupes catholiques au Québec, de la part des groupes protestants au Québec, qu'ils sont prêts à troquer ces droits qui leur sont garantis par l'article 93 demain matin? Je n'en ai pas, et je pense que je connais assez bien les groupes catholiques.

Alors, je n'ai pas d'indications de ce côté. Ce sont des choses à explorer avec prudence et discernement. Avez-vous des garanties que les catholiques de l'Ontario qui se battent depuis 1867 pour avoir justice dans leurs écoles confessionnelles sont prêts à troquer l'article 93 pour faire plaisir à

certaines éléments nationalistes du Québec? Je n'en suis pas sûr. Mais je veux vous assurer que, quand nous adopterons une ligne de conduite sur ce point, nous aurons procédé à toutes les vérifications nécessaires auprès des autres groupes du Canada qui sont intéressés parce que notre choix sera un choix à la fois québécois et canadien, et nous ne penserons pas seulement à l'avantage qui pourrait découler demain matin de certains changements. Nous penserons aux implications à long terme.

C'est à cause de ces facteurs que je ne suis pas en mesure d'indiquer aujourd'hui à quel moment la discussion de cet article pourra intervenir dans le cheminement que nous suivrons pour la modification de la Loi sur l'instruction publique et, encore moins, dans le cheminement que nous suivrons pour la modification générale de la constitution canadienne.

À la suite de l'intervention du Conseil supérieur de l'éducation il y a quelque temps, j'ai demandé que cette question soit examinée avec les autres questions dont est chargé le comité constitutionnel du gouvernement. Dans l'établissement du programme de négociations que le comité proposera éventuellement au gouvernement, cette question aura fait l'objet de toute l'attention que peut souhaiter l'Opposition. Je veux dire à l'Opposition que nous sommes conscients de la difficulté que crée la constitution actuelle, que nous sommes parfaitement conscients qu'elle n'est pas l'instrument le plus clair, le plus logique et le plus cohérent dont nous pourrions disposer.

Nous sommes également parfaitement conscients que, si nous continuons à déferer des choses aux tribunaux, nous nous réveillerons avec une situation de plus en plus complexe à la fin. Parce que le tribunal, si on arrive à la Cour suprême, lui, décide en logique d'examiner la preuve qui a été soumise à son attention, il peut très bien arriver que la logique parfaitement justifiable des tribunaux ne soit pas celle de ceux qui sont appelés à gouverner et, encore moins, celle des citoyens. Nous sommes parfaitement conscients de cela. C'est pour cela que nous cherchons une voie qui nous garde le plus possible à l'abri des conflits judiciaires interminables et infiniment coûteux et, deuxièmement, qui nous permettent de tenir compte des convictions et des droits de chaque élément de la population. C'est pour cela que nous aurons des conversations.

D'ailleurs, je dois vous dire une chose. C'est que le climat est infiniment meilleur actuellement pour ces explorations qu'il ne l'a jamais été parce que la première chose que nous avons faite a été de restaurer la confiance. Nous sommes dans un rapport d'extrême bonne confiance avec les commissions scolaires, autant du côté catholique que du côté protestant.

Je pense que ce sont des questions que nous pourrions aborder autour de la table de conversations au lieu de les aborder par la voix des tribunaux comme cela a été le cas au cours des dernières années, avec les résultats infiniment desséchants que nous connaissons. Et je dis cela sans aucune espèce de pensée péjorative pour les tribunaux qui font leur travail. Le travail des tribunaux n'est pas de gouverner des sociétés, c'est de dire ce qu'est la loi. Malheureusement, quand la loi n'est pas claire, les jugements des tribunaux peuvent rarement nous conduire à des clartés parfaites pour l'action. C'est là la réponse que je voudrais fournir à la question qui nous a été posée en toute bonne foi, je pense bien, par l'Opposition.

Je voudrais souligner un autre point, M. le Président. Les amendements à la Loi sur l'instruction publique, cet été, nous les étudierons dès que la période sessionnelle sera terminée. Cela prendra tout le temps de la saison estivale pour mettre au point la politique du gouvernement dans ce domaine mais je veux vous assurer que tout ce qu'il y avait de bon dans la loi 3 qui peut être conservé, nous verrons à le conserver dans toute la mesure qui sera compatible avec nos propres convictions. Je pense que, là-dessus, c'est vrai qu'il y avait un bon nombre de points sur lesquels nous avons cheminé ensemble. Dans la mesure où nous pourrions les conserver, nous serons très heureux de le faire. Nous aborderons cette question, par conséquent, dans un esprit constructif pour le plus grand bien, comme on l'a dit plus tôt ce matin, de la population du Québec, des éducateurs qui se consacrent à son service, des commissaires d'écoles qui assurent la gestion de notre service et de tout l'ensemble des citoyens que préoccupe le bien de l'éducation.
(12 h 10)

Je pense que cela répond de manière essentielle aux questions qui avaient été soulevées. Pour le reste, je compte que nous pourrions nous entendre pour passer au stade de l'adoption du projet de loi après avoir adopté le rapport qui nous a été présenté par la commission parlementaire.

Le **Vice-Président:** Merci, M. le ministre de l'Éducation. Ce qui met fin au débat sur la prise en considération du rapport de la commission.

Est-ce que le rapport de la commission de l'éducation déposé le 21 mai 1986 et qui a étudié en détail le projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, présenté par le ministre de l'Éducation, est adopté?

M. Jolivet: Adopté.

Le **Vice-Président:** Adopté. Très bien.

M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Oui. Pourrais-je suggérer qu'on suspende les travaux de l'Assemblée jusqu'à l'arrivée du président?

Le Vice-Président: En effet, M. le leader, le président devait rendre une décision sur un sujet pris en délibéré hier. À ce moment-ci, je vais suspendre la séance quelques instants en attendant que le président puisse arriver afin de rendre sa décision. Suspension pour quelques instants.

(Suspension de la séance à 12 h 11)

(Reprise à 12 h 14)

**La question de privilège visant
le ministre délégué aux Services
et Approvisionnements**

M. Chevette: M. le Président, ce matin, vous m'avez retourné une lettre que je vous faisais parvenir hier contenant mes commentaires additionnels sur la question de privilège que j'avais soulevée. Vous m'avez retourné cette lettre en me disant que vous voyiez cela comme une chose non usuelle. Tout d'abord, je ne vois pas quelle disposition de nos règles de procédure m'empêche de produire un tel document et je n'ai pas retracé de précédent à cet effet.

Je peux comprendre que la chose n'est pas usuelle, mais ce n'est pas parce qu'elle est non usuelle qu'elle n'est pas conforme à nos règlements. Je voudrais, par analogie, vous rappeler qu'il est courant dans le système judiciaire que de tels documents soient envoyés, toujours pour autant que l'on avise la partie adverse, chose que j'ai faite. Avant même que vous n'ayez votre lettre, le leader du gouvernement en avait copie.

Je voudrais être informé des précédents auxquels vous vous référez, des articles de règlement qui rendent non conforme la procédure que j'ai suivie et, par le fait même, savoir par quel moyen je pourrais offrir de temps à autre, même si ce n'est pas usuel, un éclairage additionnel avant que vous ne preniez des décisions.

Le Président: Sur une question de règlement, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, j'allais moi-même soulever une question de règlement, parce que effectivement, hier soir, j'ai reçu copie de la lettre à laquelle fait référence le leader de l'Opposition, et je vous avoue que j'ai été extrêmement surpris de constater que la lettre constituait, ni plus ni moins, une poursuite de l'argumentation, alors que nous avons fait une certaine argumentation quant à la recevabilité d'une

question que vous aviez prise en délibéré.

Ce matin, j'ai pris connaissance de la lettre que vous avez adressée au leader de l'Opposition. Je me permets de citer les troisième et quatrième paragraphes, où vous déclarez: "Je me vois dans l'obligation de vous retourner ce document sans aucune hésitation. En effet, il n'est pas usuel et même contraire à toute la pratique parlementaire qu'une des parties en cause dans une question prise en délibéré par la présidence vienne, après les discussions sur la recevabilité en Chambre, argumenter à nouveau sur la recevabilité de cette question.

"Je vous demande de prendre bonne note de cette pratique qui a toujours été celle de mes prédécesseurs, pratique que j'entends suivre et respecter tout au cours de mon mandat à la présidence."

M. le Président, j'ai l'intention de vous dire que je ne peux pas être plus d'accord que je ne le suis avec votre conclusion. Nous ne sommes pas dans un tribunal judiciaire, nous sommes à l'Assemblée nationale. La pratique parlementaire, comme vous le citez, existe bel et bien. Une fois qu'un président prend une question en délibéré, jamais il ne m'aurait effleuré l'esprit de tenter d'influencer sa décision en lui fournissant une argumentation quelconque.

Donc, je suis tout à fait d'accord avec cette décision, mais je voudrais, pour la bonne compréhension de tous les parlementaires, et avec le consentement du leader de l'Opposition, que vous déposiez les deux lettres, tant celle du leader de l'Opposition, qui constitue l'argumentation, que la réponse que vous lui avez expédiée ce matin. Il me semble que ce n'est pas seulement le leader de l'Opposition ou vous-même, à titre de président, qui êtes en cause dans cela, mais c'est l'ensemble des membres de l'Assemblée qui doivent prendre connaissance des faits tels qu'ils existent.

M. Chevette: M. le Président, sur la question de règlement.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Je voudrais rappeler à cette Assemblée qu'on ne jouera tout de même pas aux purs avec moi ici. Je vous ai parlé à vous personnellement, M. le Président, derrière le trône, immédiatement après la question de privilège. Je vous ai dit que je vous ferais parvenir une lettre additionnelle. Vous m'avez dit vous-même qu'en autant que ce soit envoyé au leader, que je l'avertisse. Et c'est ce que j'ai fait.

Le Président: Je m'excuse, M. le leader de l'Opposition. Absolument pas! D'abord, ce n'est pas après la période de questions que vous vous êtes adressé à moi. Vous m'avez

appris cette nouvelle et je l'ai communiquée immédiatement au secrétaire général de l'Assemblée. C'est hier soir que vous avez mentionné que vous m'enverriez des notes additionnelles. Ma réplique a été celle-ci: "Ah oui? En vertu de quoi?" Vous m'avez répondu, M. le leader de l'Opposition: "Si vous voulez, vous les mettez à la poubelle."

M. Chevette: C'est exact.

Le Président: Bon. Alors, il n'y a pas plus que cela. Il ne faudrait pas interpréter plus que cela.

M. Chevette: Justement! Vous pouvez faire ce que vous voulez d'un éclairage additionnel, j'en conviens avec tout le monde.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Chevette: Mais s'il est de pratique, même dans le milieu judiciaire - on ne vous appellera toujours pas M. le juge, on vous appelle M. le Président pour le moment - il est de coutume d'envoyer des notes écrites - j'ai déjà vu cela ailleurs - pour autant que le vis-à-vis a toutes les chances possibles de répondre. C'est cela qui est la règle de base. La règle de base c'est qu'une partie ne fournisse pas en catimini...

Cela ne s'est pas fait en catimini, le leader du gouvernement a été prévenu deux heures avant que je l'envoie. Il a refusé de les recevoir, donc on les lui a donc envoyées par écrit, M. le Président. Mais il avait beau jeu de rétorquer. Quant à vous, il me paraît que, comme président de l'Assemblée nationale, quel que soit l'éclairage correct que les parties vous transmettent en toute transparence des deux côtés de la Chambre, je m'excuse mais vous pouvez en faire ce que vous voulez effectivement, y compris mettre cela dans le classeur 13. Mais il ne me paraît pas incorrect, pour autant qu'on avise le leader de l'autre côté, de vous transmettre de l'éclairage pour prendre la meilleure décision face au parlementarisme que nous vivons.

Je ne crois pas que ce soit du tout un précédent de vous transmettre un éclairage écrit, dans la mesure où le leader du gouvernement est au courant. Il a toujours, lui, la possibilité de mettre à la recherche d'un éclairage différent les gens de son cabinet et de vous faire parvenir les documents.

Je ne crois pas que la présidence doive se priver... Je n'ai jamais vu un président de l'Assemblée nationale avant vous vouloir se priver d'éclairage additionnel. C'est le point de règlement que je voulais soulever.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, j'ajouterais même qu'hier soir, lorsque j'ai appris l'intention du leader de l'Opposition de vous fournir une argumentation additionnelle par chef de cabinet interposé, j'ai indiqué que cela me paraissait un précédent inédit, une façon de faire complètement inacceptable et contraire à la pratique parlementaire. On parle de pratique parlementaire, mais on pourrait parler de la lettre du règlement. Le règlement, à l'article 40, dit: "Le président peut autoriser quelques remarques à l'occasion d'un rappel au règlement. Elles doivent se limiter à l'article invoqué et au point soulevé." À l'article 41, on lit: "Le président se prononce sur les rappels au règlement au moment où il le juge opportun en indiquant le motif de sa décision. Il peut aussi choisir de soumettre la question à l'Assemblée. La décision du président ou de l'Assemblée ne peut être discutée."
(12 h 20)

Nulle part dans le règlement ne voit-on de disposition qui permette à un membre de l'Assemblée, qu'il soit leader ou non, de venir tenter d'influencer la décision du président d'une façon quelconque, que ce soit par écrit ou par téléphone. Je n'aurais jamais osé, M. le Président, non seulement vous écrire mais même tenter de vous parler au téléphone, même par personne interposée. Je ne le ferais absolument jamais. C'est ce que j'ai dit...

M. Chevette: ...

M. Gratton: Bon, le leader de l'Opposition, lui, choisit de faire quelque chose qui n'a jamais été fait et s'étonne ensuite de voir que vous réagissez comme personne d'autre n'a jamais réagi. M. le Président, si vous avez réagi de la façon dont vous l'avez fait, c'est parce que c'était la première fois que quelqu'un s'autorisait à poser un geste aussi inacceptable en parlementarisme britannique.

Le Président: M. le député de Laviolette, sur la même question de règlement.

M. Jolivet: M. le Président, j'ai eu l'occasion d'occuper votre siège d'une façon quelquefois inconfortable, en particulier lors d'une certaine commission qu'on a appelée la commission sur la Baie James. J'ai eu l'occasion d'affronter les mêmes problèmes que vous actuellement avec les deux leaders. Je dois vous dire que pour nous, à l'époque où cela s'est présenté, c'étaient un représentant de l'Opposition et un représentant du parti au pouvoir qui avaient voulu intervenir auprès du président. Nous avions décidé à ce moment-là que c'étaient les leaders qui avaient la responsabilité... Donc, il y a des éclairages nouveaux qui

peuvent être apportés. Ils sont normalement, comme vous le dites, faits ici à l'Assemblée nationale, mais rien n'empêche qu'ensemble ou séparément, des actes soient posés avant que le président prenne sa décision. Ce n'est pas usuel, disait le président. La question n'est pas de savoir si c'est usuel ou pas, mais si c'est possible. Si on se fie à la conversation qui s'est tenue ici, à l'arrière, on a dit: À la condition que le leader du gouvernement soit mis au courant de ce que vous allez présenter pour qu'il ait la chance de faire valoir ses points. Je pense qu'il est normal que cela se fasse et, dans ce sens, sans en avoir des écrits, des actes ont été posés dans le passé.

M. Gratton: Très brièvement, M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement, pour terminer la question de règlement.

M. Gratton: Bien sûr, si le président éprouve le besoin d'obtenir un éclairage additionnel, il va de soi qu'il peut demander des avis. Évidemment, je présume qu'il le ferait en convoquant les leaders ou des représentants des deux formations politiques, puisqu'il y en a deux. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Si le leader de l'Opposition avait voulu, de façon formelle, que l'on éclaire à nouveau le président, il me semble que ce n'est pas par une lettre dont il m'a fait parvenir copie, qui n'oblige à rien, ni de la part du président, ni de ma part, mais plutôt par une rencontre formelle, la sollicitation d'une réunion formelle des leaders comme on en a couramment, qu'il l'aurait fait.

Cette procédure employée par le leader de l'Opposition est inédite. Je n'ai jamais vu cela en treize ans ici, au Parlement, et je ne pensais pas le voir, M. le Président. C'est pour cela que je suis surpris du geste posé par le leader de l'Opposition, mais que je ne suis aucunement surpris de celui que vous avez posé en lui retournant le tout.

M. Chevette: M. le Président...

Le Président: En terminant, brièvement, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: ...en terminant, sur la question de règlement. Tout s'est fait parfaitement dans les règles, M. le Président. Premièrement, vous avez été prévenu; deuxièmement, le leader du gouvernement, qui va essayer de faire dévier le sujet de ce débat sur une pratique non usuelle... Ce qui n'est pas usuel peut être fort pratique dans notre système parlementaire, M. le Président. C'est en toute transparence qu'il a reçu la copie. Il ne voulait pas l'avoir, mais il l'a eue, la copie, M. le Président. S'il refuse

d'être éclairé, je pense que la présidence, elle, ne devrait pas refuser d'être éclairée quand les deux côtés de la Chambre sont avisés au moins des contenus. Il n'y a pas de cachette dans cela et on va continuer, en toute transparence, à vous écrire chaque fois qu'on le voudra, et on en informera le leader du gouvernement. S'il ne veut pas être éclairé, il en fera ce qu'il voudra. S'il n'y a pas moyen de vous éclairer ou d'utiliser des moyens de faire valoir nos points de vue, on ira directement à la presse, que voulez-vous que je vous dise?

Des voix: Bien, faites donc cela!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Quant à la question de règlement...

M. Gratton: Il peut dire n'importe quoi à la condition qu'il nous en informe!

Le Président: M. le leader du gouvernement, M. le leader de l'Opposition, est-ce que vous me permettez...

M. Chevette: ...déposé la lettre.

Le Président: J'y arrive, je n'ai pas encore parlé de la question de règlement. MM. les leaders, pour rétablir les faits, nous allons retourner en arrière, c'est-à-dire à hier soir, 21 h 30. Pour la première fois, hier soir, à 21 h 30, j'ai reçu un appel téléphonique de mon bureau me disant qu'une enveloppe sur laquelle était inscrit "urgent et confidentiel" était arrivée à 21 h 30 à mon bureau. J'étais, à ce moment, en compagnie du secrétaire général à son bureau, ici, à l'arrière du trône. Nous nous sommes immédiatement déplacés à mes bureaux, j'ai ouvert l'enveloppe en question et nous avons constaté, le secrétaire général et moi, qu'il s'agissait de notes et autorités, et même plus que des notes et autorités, qui affirmaient ou confirmaient ou infirmaient ce qui m'avait été présenté oralement ici, en cette Chambre, hier après-midi, de la contre-argumentation répondant à une partie des arguments qui m'avaient été présentés hier après-midi par le leader du gouvernement.

De plus... Est-ce que je peux terminer, s'il vous plaît? De plus, j'ai demandé immédiatement au secrétaire général quels étaient les coutumes, les usages et le droit parlementaire en ce qui concerne la remise de décisions, de notes ou de doctrines fournies à la présidence. On m'a dit: À moins d'une demande expresse et d'une permission de la présidence ou d'un consentement de part et d'autre auquel participe le président. Quand je dis: Un consentement de part et d'autre de cette Chambre auquel participe le président, dont les deux leaders, oui il est arrivé dans le

passé qu'on a soumis des notes mais ce n'était pas le cas d'hier. Le conseil qu'on m'a donné... J'ai aussi quatorze ans d'expérience en droit, je ne voudrais pas me référer aux expériences du droit commun qui n'ont rien à voir avec le droit parlementaire mais qui ne répondent pas du tout à l'affirmation que j'ai entendue tout à l'heure... Sur le conseil du secrétaire général et après avoir examiné ce qui en était, nous avons retourné le document en question. Je ne pouvais vous le retourner à l'heure où nous avons pris connaissance du document hier soir. Il n'y avait plus qu'une réceptionniste à mon bureau à ce moment-là. À la première heure ce matin, on a composé les lettres. J'ai envoyé copie au leader du gouvernement. Vous êtes censé avoir reçu copie de votre document, M. le leader de l'Opposition, ainsi que ma lettre qui a été lue.

S'il y a consentement de part et d'autre de cette Chambre, je suis prêt à déposer non seulement ma lettre mais la lettre que j'ai reçue...

Une voix: Oui.

Le Président: ...de vous, M. le leader de l'Opposition, ainsi que l'argumentation qui était contenue dans cette lettre, la réponse que j'ai faite ainsi que la copie que j'ai envoyée au leader du gouvernement.

Quant à l'expérience passée - j'en reviens au député de Laviolette quant aux notes et autorités qui ont pu être produites, à l'occasion, à mes prédécesseurs - il va de soi, selon l'importance du problème ou du problème à être étudié, qu'au lieu d'argumenter verbalement ici même en Chambre, il est fort possible - nous avons constaté plusieurs exemples - qu'il est permis à la demande du président ou selon le consentement des deux côtés de cette Chambre de présenter des notes et autorités à la présidence, mais ce n'était pas le cas hier sinon aucune argumentation n'aurait de fin. Et si chaque côté de la Chambre se permettait d'argumenter en privé avec le président, où s'arrêterait la limite et qui pourrait influencer ou ne pas influencer la présidence? De quelle façon? Par téléphone? par messenger? par document? par jurisprudence? par règlement? par nouveaux articles de loi? Écoutez! il faut que chacun des délibérés se termine.

Si je prenais les argumentations qui m'ont été faites ici ce matin, nous serions encore en délibéré et j'attendrais une deuxième contre-argumentation d'un côté de la Chambre et peut-être une troisième contre-argumentation. Quand s'arrêterait-on à déposer des notes et autorités?

Il y a plus que cela. Avant de rendre ma décision définitive quant à la question de règlement qui a été soulevée par M. le

leader de l'Opposition, j'aimerais ramener le cas à la situation qui nous concerne. Il s'agit d'une question de recevabilité d'une question de privilège. Nulle part dans le code et les règlements de l'Assemblée nationale, dans nos règles de procédure il n'est permis aux deux leaders de chaque côté de la Chambre d'intervenir - c'est très important ce que je veux dire, M. le leader de l'Opposition - ou de m'obliger à vous permettre d'intervenir sur la recevabilité de la question de privilège. C'est parce que j'ai bien voulu vous le permettre hier. Je vous ai convoqué à l'extérieur de la Chambre avant de monter sur le banc à 14 heures, je vous ai offert cinq minutes et vous m'avez répondu: Sept minutes. J'ai accepté les sept minutes, j'ai fait de même avec le leader du gouvernement quelques secondes après et je suis monté sur le banc. Vous savez tous très bien de part et d'autre de cette Chambre qu'il n'y a rien dans le code et les règlements qui vous permettait d'intervenir sur la question de recevabilité, c'est-à-dire la recevabilité sur une question de privilège hier après-midi. Mais, étant donné l'importance de la lettre, son contenu et les pièces que vous m'avez fait parvenir, j'avais décidé de vous permettre d'argumenter verbalement. (12 h 30)

Si je me rappelle bien - tout est enregistré - cela a été fait publiquement, j'ai décidé de prendre la cause en délibéré. Quand elle est en délibéré, c'est terminé pour les argumentations. Sur votre question de règlement, M. le leader de l'Opposition, je ne vous dis pas et je ne rends pas de décision en disant que votre acte, hier, était illégal, mais je demande à tous les membres de cette Assemblée de prendre ma parole. J'ai retourné le document et la lettre au leader de l'Opposition et j'assure tous les membres de cette Assemblée que je m'en suis tenu à la loi, aux règlements, aux usages, aux antécédents, à ma recherche et aux arguments que vous avez présentés ici hier après-midi et non pas aux documents que j'ai reçus hier soir à 22 heures environ. Merci.

M. Chevette: M. le Président, non seulement il y a consentement, mais c'est un consentement fait avec plaisir de déposer les deux de notre côté.

Le Président: Cela sera fait. Nous avons toutes les copies.

Maintenant, messieurs, je suis prêt à rendre ma décision sur la question de privilège soulevée hier par le député de Joliette et leader de l'Opposition.

Hier, à la période des affaires courantes, j'ai donné lecture d'un avis du leader de l'Opposition me faisant part de son intention de soulever...

M. Chevette: M. le Président, ai-je bien compris que vous m'avez retourné ma lettre? Donc, est-ce moi qui dois en faire le dépôt ou si c'est vous, puisque vous me l'avez retournée?

Le Président: Je vous ai retourné l'original et votre exposé et j'ai envoyé copie de votre lettre à M. le leader du gouvernement. C'est tout. Alors, s'il y a consentement, vous la déposerez.

M. Chevette: Je vais le faire.

Le Président: Moi, je vais déposer la mienne, si vous voulez. Moi, je n'ai que ma lettre.

M. Chevette: Si le leader du gouvernement est d'accord, je vais la déposer. Étant donné que vous me l'avez retournée, je suppose que c'est à moi de faire le dépôt.

Le Président: Oui. Cela prenait le consentement de cette Chambre.

Une voix: Consentement, M. le Président.

Le Président: Et moi, je déposerai celle que je vous ai fait parvenir.

M. Chevette: D'accord.

Le Président: Tous les documents sont déposés.

Décision du président sur la recevabilité

Hier, à la période des affaires courantes, j'ai donné lecture d'un avis du leader de l'Opposition me faisant part de son intention de soulever, conformément à l'article 69 de notre règlement, une violation de droit ou de privilège et de présenter, conformément au titre VI de notre règlement, une motion reprochant à un membre de cette Assemblée d'avoir porté atteinte aux droits ou privilèges de l'Assemblée.

J'ai alors permis au leader de l'Opposition et au leader du gouvernement d'intervenir brièvement en Chambre et de me faire valoir leurs arguments quant à la recevabilité de cette question de privilège. Il me faut préciser toutefois que la présidence ne peut autoriser de débat de fond sur la question de privilège tant qu'elle n'a pas décidé de la recevabilité de celle-ci.

Le rôle du président, lorsque est soulevée une question de privilège, se limite à statuer sur la forme de la question de privilège. Le président doit s'abstenir d'intervenir sur le fond de la question soulevée. Permettez-moi de réitérer à cet égard, et ce pour la bonne compréhension de

tous, les propos que je tenais le 11 mars dernier relativement à la recevabilité d'une question de privilège.

"Selon la doctrine parlementaire, lorsque est signalée une violation de droit ou de privilège, il n'appartient pas au président de déterminer s'il y a eu effectivement atteinte aux droits ou aux privilèges de la Chambre. Le président doit plutôt décider si les faits invoqués au soutien de la question de privilège lui permettent de croire qu'il s'agit, *prima facie*, d'une question de privilège. C'est ce que confirme Joseph Maingot, à la page 188 de son traité consacré à l'étude des privilèges parlementaires du Canada et intitulé "Parliamentary Privileges in Canada", et je cite: "The role of the Speaker is to determine whether a *prima facie* case of privilege has been made out... the member who rises on a question of privilege should, in relatively short order, bring forth facts that, in the opinion of the Speaker, amount to a *prima facie* case requiring precedence in debate."

Quant à l'interprétation à donner à l'expression "*prima facie*", j'indiquais, le 11 mars dernier, que lorsque le président se prononce sur une violation de droit ou de privilège, il répond à la question suivante: Est-ce que l'acte reproché lui semble à prime abord constituer une violation de droit ou de privilège? Dans le cas qui nous préoccupe, la question à laquelle je dois répondre, afin de déterminer s'il y a *prima facie* violation de droit ou de privilège, est celle-ci: Est-ce que le fait pour un ministre - et je cite - "d'induire la Chambre en erreur en rendant un témoignage faux et incomplet" lorsqu'il répond à une question lors de la période de questions me semble à prime abord constituer une violation de droit ou de privilège?

Avant de répondre à cette question, j'entends préciser, et ce pour l'information des membres de l'Assemblée, ce qu'est une question de privilège. De plus, j'entends indiquer quelle est la procédure prévue au règlement de l'Assemblée nationale lorsque l'acte reproché constitue à prime abord une violation de droit ou de privilège.

D'abord, je rappellerai certains propos que je tenais le 11 mars dernier sur la notion de "privilège parlementaire". Je précisais alors aux membres de cette Assemblée:

"En droit parlementaire, les grands auteurs distinguent deux catégories d'outrage au Parlement. D'une part, il y a des bris de privilèges qui constituent des atteintes aux grands privilèges parlementaires conférés à cette Assemblée et à ses membres par la tradition parlementaire et par la loi et nécessaires au libre exercice de la fonction législative. Il s'agit notamment du privilège de la liberté de parole qui protège les

députés contre toute poursuite, arrestation ou emprisonnement en raison de paroles prononcées, d'un document déposé ou d'un acte parlementaire accompli dans l'exercice de leurs fonctions à l'Assemblée ou en commission.

"D'autre part, il y a les outrages aux droits de l'Assemblée communément appelés "contempts" et qui, sans constituer des bris de privilège, atteignent néanmoins à l'autorité et à la dignité de l'Assemblée."

Le 29 novembre 1983, mon prédécesseur avait également jugé bon de préciser à la Chambre ce qu'est une question de privilège. Il déclarait alors:

"Le premier de ces droits et privilèges de la Chambre est la liberté de parole... Ce droit à la liberté d'expression inclut la juridiction exclusive qu'a l'Assemblée sur ses travaux, son droit d'initiative et celui de régler sa propre procédure. Il comporte également le droit qu'a l'Assemblée d'imposer une sanction à un de ses membres et de se soustraire à la juridiction des tribunaux.

"...ces droits et privilèges sont énoncés au chapitre III de la Loi de l'Assemblée nationale qui énonce, à l'article 42: "L'Assemblée a le pouvoir de protéger ses travaux contre toute ingérence..." L'article 43 affirme de son côté: "Le député jouit d'une entière indépendance dans l'exercice de ses fonctions." Et pour bien marquer le point, l'article 44 proclame l'un des privilèges les plus connus de l'Assemblée et de ses membres, celui de l'immunité qui est une conséquence du droit à la liberté d'expression. L'immunité parlementaire qui fait qu'un député ne peut être poursuivi, arrêté, ni emprisonné en raison de paroles prononcées à l'Assemblée ou en commission est tellement exorbitante des droits habituels en la matière qu'elle mérite pleinement l'appellation de privilège, c'est-à-dire d'un droit hors du commun exclusif à l'Assemblée et à ses membres, parce que essentiel pour pouvoir permettre à la Chambre de fonctionner librement et à chaque député de jouir sans entraves de la liberté d'expression.

"Le deuxième grand privilège de l'Assemblée et de ses membres est l'immunité contre toute arrestation dans le cadre d'un litige de nature civile durant la période où l'Assemblée est en séance... Un député ne peut donc être arrêté lorsque l'Assemblée, une commission ou une sous-commission est en séance ou dans les jours précédents ou suivants, afin de ne pas entraver sa capacité de se rendre au Parlement ou d'en revenir. Ce privilège, car il en est un, inclut celui de l'article 46 de la Loi de l'Assemblée nationale et, bien sûr, l'immunité contre toute molestation." Fin de la citation de mon prédécesseur, le président Guay.

Quant à la procédure à suivre lorsque

le président décide qu'une question de privilège constitue *prima facie* une violation de droit ou de privilège, s'agissant d'une procédure peu fréquente, je crois opportun pour l'avenir d'en préciser les étapes.

1. Au moment des interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel, aux affaires courantes, le député doit signaler la violation de droit ou de privilège en cause (les articles 67 et 68 de nos règlements) et annoncer, s'il y a lieu, son intention de présenter une motion mettant en cause la conduite d'un membre du Parlement (l'article 317). J'insiste quand je dis: "et annoncer, s'il y a lieu". On peut soulever une question de privilège et pas nécessairement une motion après.

2. Dans un deuxième temps, dans le cas où une motion s'ensuit, cette motion doit être inscrite en préavis au feuillet.

3. La motion est proposée aux affaires du jour le lendemain de son inscription au feuillet.

4. La motion doit conclure à ce que l'Assemblée statue sur la faute reprochée en se prononçant sur le rapport de la commission de l'Assemblée nationale (l'article 318 de nos règlements).

5. L'auteur de la motion et le mis en cause peuvent s'exprimer pendant 20 minutes sur la motion.

6. Le président convoque alors la commission de l'Assemblée nationale pour faire enquête sur la question.

7. L'Assemblée statue sur le rapport de la commission dans les quinze jours suivant son dépôt.

8. Si le reproche est fondé, l'Assemblée décide alors de la sanction (l'article 321 du règlement de l'Assemblée nationale).

Tout le processus que je viens de décrire ne peut s'enclencher que si la question de privilège est recevable.

J'entends maintenant me pencher plus précisément sur la recevabilité de la question de privilège soumise à mon attention hier.

Dans son avis, le leader de l'Opposition prétend que le député de Hull et ministre délégué aux Services et Approvisionnements a induit la Chambre en erreur en rendant un témoignage faux et incomplet lors de la période de questions du 15 mai dernier. Il précise qu'à la suite d'une question qu'il lui formulait, le ministre délégué aux Services et Approvisionnements affirmait que la firme Roger Pominville n'avait jamais préparé de discours pour l'Opposition officielle. Le leader de l'Opposition, au surplus, dispose de relevés d'honoraires démontrant que cette firme a, contrairement à ce qu'affirme le ministre, préparé et dactylographié les discours des députés de l'Opposition. Il ajoute que l'exercice, par le pouvoir législatif, de son pouvoir de contrôle et de surveillance de l'exécutif sous-entend que l'Assemblée nationale est en droit d'obtenir toutes les informations

pertinentes au plein exercice de ses fonctions. (12 h 40)

Lors de son intervention en Chambre sur la recevabilité de cette question de privilège, le leader de l'Opposition invoquait au soutien de ses prétentions le paragraphe 2° de l'article 55 de la Loi sur l'Assemblée nationale:

"55. ...constitue notamment une atteinte aux droits de l'Assemblée le fait de... - deuxième sous-paragraphe - ...rendre un témoignage faux et incomplet devant l'Assemblée, une commission et une sous-commission."

Le leader de l'Opposition soutient que les parlementaires ne disposent d'aucun autre recours pour s'assurer du respect de la loi, que l'acte reproché a été proposé en Chambre et qu'il y a des documents qui prouvent que le ministre a dit des faussetés lors de la période de questions.

Quant au leader du gouvernement, ce dernier faisait valoir que les faits en cause ne donnaient pas ouverture à une question de privilège puisque l'article 35 (6°) du règlement de l'Assemblée nationale interdit d'imputer des motifs indignes à un député ou de refuser d'accepter sa parole.

De plus, le leader du gouvernement attirait mon attention sur certaines annotations sous les articles 285 et 686 du règlement Geoffrion et sur une décision de mon prédécesseur, le président Guay, rendue le 7 juin 1983 à la suite d'une question de privilège soulevée relativement aux réponses du premier ministre au sujet du règlement hors cour du saccage du chantier LG 2.

J'entends donc décider de la recevabilité de cette question de privilège à la lumière de ces arguments, de nos règles de procédure, de la doctrine et de certains précédents.

À prime abord, il me faut préciser que, lorsqu'un ministre répond à des questions en Chambre, il ne témoigne pas. Le paragraphe 2° de l'article 55 de la Loi sur l'Assemblée nationale ne trouve application que lorsqu'une personne rend un témoignage faux ou incomplet devant l'Assemblée ou une commission alors qu'elle a été assignée ou contrainte à y comparaître conformément à l'article 51 précité et dans la même Loi sur l'Assemblée nationale.

Permettez-moi de vous lire un court extrait tiré de la version française du traité de 1909 de Sir Erskine May. Ainsi, à la page 49 de son traité, volume 2, l'auteur explique dans quelles circonstances un témoignage est rendu devant la Chambre des communes de Londres. Le titre: "Témoin convoqué par les Communes". J'ouvre les guillemets: "Quand la comparution d'un témoin est désirée, afin qu'il soit interrogé à la barre par la Chambre des communes, ou par un comité de la Chambre entière, ce témoin reçoit seulement l'ordre d'être présent à un moment

donné; l'ordre, signé du "Clerk" de la Chambre, lui est remis en personne, s'il est à Londres ou près de Londres, et, s'il en est éloigné, expédié par le sergent d'armes, par la poste, ou, dans ces cas spéciaux, par un messenger. Si l'ordre de comparution adressé à témoin n'est pas obéi, l'ordre d'emprisonner le témoin peut être donné au sergent d'armes, et au Speaker celui de lancer un "warrant" en conséquence; ou bien encore le témoin peut être déclaré coupable de violation de privilège et être, par ordre, mis en la geôle du sergent."

Pour amener une personne à témoigner devant la Chambre, cette dernière doit nécessairement adopter une motion à cet effet. Selon l'article 186 de notre règlement, toute motion adoptée devient alors soit un ordre, soit une résolution de l'Assemblée. Il s'agit plus précisément d'un ordre lorsque l'Assemblée enjoint un député ou toute autre personne de faire quelque chose, notamment de comparaître devant la Chambre afin d'être interrogé à la barre des témoins.

Cette pratique de faire comparaître les témoins à la barre de l'Assemblée n'est plus en usage depuis fort longtemps. En effet, l'Assemblée laisse maintenant à ses commissions le soin de recevoir les témoignages des personnes convoquées. Toutefois, l'Assemblée dispose toujours de ce pouvoir, au même titre que ses commissions même si elle n'en use point.

Par conséquent, pour qu'une personne témoigne devant l'Assemblée, elle doit avoir reçu un ordre de l'Assemblée à cet effet. Ceci est d'ailleurs confirmé à la page 56 du traité précité de Sir Erskine May:

"En même temps que la Chambre punit avec sévérité ces mauvaises actions, elle protège avec soin les témoins contre les conséquences de leurs témoignages fournis - et j'insiste - par ordre de la Chambre".

Au surplus, il m'apparaît tout à fait inconciliable avec l'esprit et la lettre de notre règlement de prétendre que le paragraphe 2 de l'article 55 de la Loi sur l'Assemblée nationale s'applique à la période de questions et qu'à cette occasion un ministre peut rendre un témoignage faux ou incomplet devant l'Assemblée.

L'article 79 de notre règlement stipule: "La réponse à une question doit être brève, se limiter au point qu'elle touche et ne contenir ni expression d'opinion ni argumentation."

Si l'on doit assimiler les réponses d'un ministre à un témoignage, alors qu'en est-il lorsque ce dernier respecte l'article 79 de nos règlements et répond brièvement à une question? Ne pourrait-il pas se voir reprocher, conformément à l'article 55 de la loi précitée, de rendre un témoignage incomplet? Qu'en est-il du ministre qui répond à une question à l'issue de la période des questions ou au cours d'une séance

subséquente et ce conformément à l'article 80 de notre règlement? Est-ce qu'il rend un témoignage incomplet? Qu'en est-il du ministre qui refuse tout simplement de répondre à une question et ce conformément à l'article 82 de notre règlement? Peut-on lui reprocher de rendre un témoignage incomplet? Non, et ce pour la simple raison qu'un ministre qui répond à une question ne témoigne pas plus qu'un député faisant un discours dans le cadre d'un débat ici même, à l'Assemblée nationale.

Ceci n'exclut pas qu'un député puisse être convié comme témoin conformément à nos règles de procédure. Comme tout témoin, on pourrait éventuellement demander au député de prêter serment ou de faire la déclaration solennelle apparaissant à l'annexe 2 de la Loi sur l'Assemblée nationale, serment et déclaration solennelle prévus pour les témoins qui diffèrent du serment et de la déclaration solennelle d'office prévus à l'annexe 1 de la même loi, c'est-à-dire la Loi sur l'Assemblée nationale.

Deuxièmement, quant à l'argumentation du leader de l'Opposition à savoir que les parlementaires ne disposent d'aucun moyen pour faire respecter la loi, j'attire votre attention sur le fait qu'en vertu de notre règlement, les parlementaires de cette Assemblée disposent d'autres recours pour faire valoir leurs différends et faire ressortir diverses facettes d'une question.

Outre la période de questions, les députés de l'Opposition peuvent inscrire une motion au feuillet conforme à l'article 97 de nos règlements, présenter une motion de censure, ou lorsque insatisfaits d'une réponse, ils peuvent demander un débat de fin de séance, conformément à l'article 308 de nos règlements. Ils peuvent également interpellier un ministre sur toute question d'intérêt général relevant de sa compétence, conformément aux articles 295 et suivants de nos règlements.

Dans son avis, le leader de l'Opposition prétend - et je cite: "L'exercice par le pouvoir législatif de son pouvoir de contrôle et de surveillance de l'exécutif sous-entend que l'Assemblée nationale est en droit d'obtenir toutes les informations pertinentes au plein exercice de ses fonctions." Fin de votre argumentation, M. le leader de l'Opposition.

Je vous fais observer respectueusement, M. le leader de l'Opposition, qu'il n'y a aucune relation entre la question de privilège soulevée hier en cette Chambre et le pouvoir de contrôle et de surveillance du législatif sur l'exécutif. Les privilèges parlementaires ont pour but de protéger cette Assemblée et ses membres contre toute entrave et de permettre à ceux-ci de s'acquitter de leurs fonctions à l'abri de toute ingérence indue et non d'exercer un contrôle sur le pouvoir exécutif.

Troisièmement, je réitère qu'une réponse qui pourrait être jugée insatisfaisante, incomplète, inexacte ou fautive lors de la période de questions ne peut être l'objet d'une question de privilège ou d'un rappel au règlement. Je vous renvoie à cet égard aux annotations sous l'article 285 du paragraphe 20 du règlement Geoffrion où il est spécifié qu'il est irrégulier et non parlementaire de dire qu'un député ment ou que sa déclaration est fautive. Notre règlement est on ne peut plus clair à ce sujet. On doit toujours accepter la parole d'un député en cette Chambre. En effet, selon l'article 35, paragraphe 6^o de notre règlement, le député qui a la parole ne peut imputer des motifs indignes à un député ou refuser d'accepter sa parole.

Dans une décision qu'il rendait le 7 juin 1983 mon prédécesseur, le président Guay, déclarait ce qui suit et je cite: "J'en déduis donc qu'en aucune circonstance on n'a à mettre en doute la parole d'un député. Le faire constitue un motif justifiant une question de règlement."
(12 h 50)

Il poursuivait à la page suivante et je cite ses propos qui me paraissent fort importants. J'ouvre la parenthèse et c'est le président Guay qui parle: "Nulle part ai-je pu trouver un cas où la commission de l'Assemblée nationale ou l'ancien Comité des privilèges et élections se serait réuni pour se pencher uniquement sur une accusation de mensonge non reliée à un acte en contravention avec les privilèges de l'Assemblée. Les précédents manquent donc pour appuyer une telle démarche. Au contraire, les règlements annotés indiquent bien que c'est le fait même de refuser d'accepter la parole d'un député qui est une entorse au règlement.

"Dans le vif du débat politique, ce qui paraît incomplet à l'un paraît souvent complet à l'autre; ce qui semble exact à l'un est perçu comme inexact par l'autre. La notion même d'induire la Chambre en erreur est à tout le moins aussi subjective qu'objective et c'est peut-être là la raison pour laquelle je ne retrace pas le moindre rapport entre cette notion et celle des droits, privilèges et immunité de l'Assemblée ou de ses membres."

Je continue la citation du président Guay: "Nous sommes dans une Assemblée délibérante où les divergences d'opinions sont non seulement courantes mais normales. La façon régulière de vider un différend ou de telles divergences ou d'obtenir des informations supplémentaires consiste, selon nos règles, à en débattre lors des périodes prévues à cette fin par notre règlement. Dès lors, les parlementaires, comme le public, puisqu'on a invoqué, hier, le droit du public à l'information, sont à même de tirer leurs propres conclusions. La règle voulant qu'on

doive accepter la parole d'un député ne veut pas dire que tout ce que le député a dit nécessairement est à tous égards exhaustif, complet, d'une exactitude absolue et irréprochable. D'abord, parce qu'un député peut choisir lors d'une intervention de mettre l'accent sur un aspect donné d'une question au détriment d'autres aspects. Cela fait partie des règles du débat. Il appartient à d'autres députés d'intervenir sur ces aspects, s'ils le jugent à propos, afin que l'Assemblée ait une vision plus complète de la réalité. De plus, un député peut affirmer quelque chose qui n'est pas exact. L'erreur est, après tout, humaine. D'autres intervenants peuvent corriger les choses, s'ils le jugent à propos.

"Bref, les règles de l'Assemblée - c'est toujours le président Guay qui prononce une décision - que ce soit par la période quotidienne des questions, par les débats généraux, par les motions du mercredi, par les débats sur les projets de loi, par les débats de fin de séance prévus à l'article 174, par la question avec débat, par les motions de blâme, donnent aux membres de l'Assemblée l'occasion de confronter leur perception de la réalité.

"Si on estime qu'un député s'est trompé, on peut corriger le tout en le confondant avec une autre version des faits. Mais tous les députés de l'Assemblée nationale, mandatés à de graves responsabilités par le suffrage du peuple, sont des personnes honorables, siégeant ici en vertu d'un serment d'office. Les citoyens ont le droit de s'attendre que leurs représentants, lorsqu'ils s'expriment, le fassent avec sincérité et exactitude. Si les élus y manquent, c'est aux citoyens qu'il revient de l'apprécier. S'il doit y avoir sanction pour un tel geste, elle est politique et appartient, en définitive, au peuple." Fin de la citation du président Guay.

Par conséquent, puisqu'on doit accepter la parole d'un député en cette Chambre et étant donné qu'un ministre ne témoigne pas lorsqu'il répond à une question lors de la période de questions, le reproche formulé à l'endroit du ministre délégué aux Services et Approvisionnements d'avoir - et je cite - "induit la Chambre en erreur en rendant un témoignage faux et incomplet le 15 mai dernier, lors de la période des questions", ne constitue pas *prima facie* une violation de droits et de privilèges.

J'aimerais conclure sur ces mots. Je dois cependant ajouter que la non-recevabilité d'une question de privilège ne vient aucunement disposer du même coup de la véracité des faits allégués au soutien de la question de privilège. Il s'agit là d'une toute autre question. Ceux-ci pourraient se révéler exacts que la recevabilité de la question n'en serait pas pour autant affectée. Je vous remercie de votre attention.

M. Chevette: M. le Président, je ne veux pas contester votre décision, je veux purement et simplement avoir deux clarifications. S'il arrivait un événement majeur en juin...

Le Président: Ah! oui, en passant, la décision sera distribuée en dix copies de chaque côté. J'ai également demandé qu'une trentaine de copies soient acheminées à la Tribune de la presse dans les minutes qui vont suivre, le tout n'étant pas prêt pour la photocopie.

M. le chef de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, en mai et en juin, s'il arrivait des événements majeurs qui mettraient en doute la conduite d'un ministre ou d'un député de cette Chambre, je vous ferai remarquer, M. le Président, que l'article que vous avez cité sur le débat du mercredi ne s'applique pas à compter de juin. L'interpellation du vendredi est annulée à compter de juin. Le seul moyen qui reste, c'est la motion de censure et le poids de la majorité... Comment peut-on juger de la motion de censure...

M. Gratton: Question de règlement.

Le Président: Vous avez terminé votre question de règlement, M. le leader de l'Opposition?

M. le leader du gouvernement, sur la question de règlement de l'Opposition.

M. Gratton: M. le Président, la question de règlement que soulève le leader de l'Opposition est une violation du règlement. L'article 41 du règlement est clair. Il dit que le président se prononce sur les rappels au règlement au moment où il le juge opportun en indiquant le motif de sa décision. Il peut aussi choisir de soumettre la question à l'Assemblée. La décision du président ou de l'Assemblée ne peut être discutée. Et de poser des questions, des demandes de clarification à partir de l'hypothèse que, s'il survenait quelque chose au mois de juin... On verra s'il survient quelque chose au mois de juin, les gestes que devra poser l'Opposition, M. le Président.

En attendant, la question est irrecevable en vertu de notre règlement et, compte tenu de l'heure je vous proposerais l'ajournement de nos travaux à cet après-midi 15 heures.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, sur une question de règlement.

M. Johnson (Anjou): Oui, M. le Président. Évidemment, nous ne mettons absolument pas en cause votre décision, M. le Président. Vous l'avez prise, vous y avez sans doute travaillé très fort depuis hier. Je

vois un texte de douze pages fort bien documenté et dont la cohérence, je crois, obéit à une logique évidente. Je n'ai pas à m'opposer à votre décision. Le règlement dit que nous l'acceptons, et nous l'acceptons.

Cependant, vous avez...

M. Gratton: Question de règlement.

Le Président: Sur une question de règlement.

M. Gratton: Le chef de l'Opposition... Est-ce que je peux continuer?

Le Président: Oui, mais je pense qu'il présentait sa question de règlement.

M. Gratton: Le chef de l'Opposition violait le règlement...

Le Président: Non.

M. Gratton: ...en commentant la décision que vous avez prise.

Le Président: Je m'excuse, M. le leader du gouvernement. J'ai bien compris. C'était un avis que me donnait le chef de l'Opposition en me disant qu'il soulevait une question de règlement. Il n'était pas de son intention de contester en quoi que ce soit la décision. J'espère que j'ai bien saisi votre introduction, M. le chef de l'Opposition.

À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Johnson (Anjou): Absolument, M. le Président. Je sais que le leader du gouvernement est très prompt à réagir chaque fois que nous nous levons après une de vos décisions. J'entendais effectivement vous démontrer que je n'ai pas l'intention de commenter ou de mettre en cause votre décision. Absolument pas!

Cependant, vous avez jugé bon d'attirer notre attention sur les moyens que nous avons en vertu du règlement comme Opposition avec 23 députés contre 99 au gouvernement pour faire valoir notre point de vue sur quelque chose qui nous apparaît important. Vous nous avez indiqué dans cette décision, trois avenues, et je vous demanderais s'il y en a d'autres à vos yeux ou si vous seriez consentant à trouver d'autres voies pour nous permettre de faire appliquer le règlement.

Vous avez indiqué les articles 97, 308 et 295. Ces articles, on le sait, M. le Président, prévoient qu'à compter de la semaine prochaine, deux de ces articles, nous ne pourrions y avoir recours à cause du règlement lui-même. Je vous demande donc si vous pouvez nous indiquer comment l'Opposition peut faire valoir un point de vue. Je sais que ce n'est pas votre avis et que l'article 35, paragraphe 6 est de droit strict et qu'il indiquerait que l'Opposition

doit rester la bouche, les yeux et les oreilles fermés devant quelque chose qui lui apparaît aberrant. Je ne pense pas que l'objet du règlement soit de rendre aberrant le processus démocratique.

Je vous demande donc, M. le Président, de nous indiquer, si vous croyez qu'il y a d'autres avenues, compte tenu des effets combinés des articles qui s'appliquent en fin de session et de votre décision, qui sont ouvertes pour nous pour faire valoir notre point de vue autour de ce qui a fait l'objet de la demande de mon collègue, le leader.

M. Gratton: Sur la question de règlement, M. le Président.

Le Président: Sur la question de règlement, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: J'aurais le goût de vous suggérer de relire le Journal des débats le 7 juin 1983 où, immédiatement après que votre prédécesseur, M. Richard Guay, eût rendu la décision dont vous avez cité certains extraits tantôt, nous avons posé exactement la même question que posent le chef de l'Opposition et le leader de l'Opposition. Et vous pourriez lire la réponse de votre prédécesseur parce que vous avez à statuer aujourd'hui sur la question de privilège qui a été posée. Celle-là, c'est un fait, ce n'est pas une position hypothétique. Il y a eu une question de privilège soulevée par le leader de l'Opposition hier que vous avez déclarée irrecevable aujourd'hui.

Quant à la façon de traiter de ce genre de choses éventuellement, il s'agit là d'une question purement hypothétique qu'il ne vous appartient pas, à titre de président, et avec tout le respect que j'ai pour la présidence, de trancher en dehors du concret à ce moment-ci.

Si votre prédécesseur, M. Guay, a déclaré dans sa décision que vous citiez tantôt n'avoir retrouvé aucun exemple depuis 119 ans où la méthode utilisée hier par le leader de l'Opposition avait été agréée par l'Assemblée, donc qu'il n'y avait aucun précédent depuis 119 ans, bien cela n'a rien à voir avec la distribution des sièges. Qu'on ait 99 députés et 23 de l'autre côté, et s'il y en avait 122 d'un côté et aucun de l'autre, cela ne changerait rien. Cela ne s'est pas produit depuis 119 ans. Est-ce que c'est parce que maintenant cette pauvre Opposition, et ça, je conviens qu'elle n'est pas très forte... Ce n'est pas parce que c'est la pauvre Opposition actuelle qui est devant nous que les règles changent. À ce moment-ci, je vous prierais simplement de mettre fin à ces commentaires parce que quand le chef de l'Opposition dit qu'un compliment ce n'est pas un commentaire, il a beau vous faire passer pour un compliment les remarques qu'il faisait sur votre décision, il s'agissait

de commentaires.

De toute façon, il est 13 heures, je vous prie d'ajourner nos travaux jusqu'à...

M. Chevette: Sur la question de règlement.

Le **Président:** Sur la question de règlement, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Sur la question de règlement. Le leader du gouvernement pourrait invoquer la force ou l'absence de force de ce côté-ci de la Chambre, il y a une affaire qui est certaine: quelles que soient les décisions en cette Chambre pour celui qui se permet de mentir en cette Chambre on va prendre les moyens de le faire...

Le **Président:** M. le leader de l'Opposition, je pense qu'avec votre très grande expérience comme parlementaire, vous avez vécu ici beaucoup d'expériences peut-être beaucoup plus difficiles que celle-ci antérieurement. Vous avez prouvé que vous avez toujours respecté la présidence, mes prédécesseurs et moi-même depuis le 2 décembre. Je comprends très bien que c'est parfois très difficile, mais je me dois d'interpréter le droit tel qu'il est. Je ne peux en aucun moment aller à l'encontre du droit parlementaire pour satisfaire qui que ce soit de part et d'autre de cette Chambre. Pour répondre à la demande du chef de l'Opposition, je lui ai permis d'intervenir. Je vous en remercie, M. le chef de l'Opposition. J'ai cru bon, dans ma décision ce matin, de soulever quelques moyens qui étaient permis à l'Opposition dans un cas semblable étant donné que cela avait été soulevé hier en argumentation.

Je me devais de répondre. Je n'ai pas mentionné dans ma décision que c'étaient les seuls et peut-être uniques moyens, mais il y a aussi un principe qui a toujours été reconnu par tous mes prédécesseurs et je ne voudrais pas briser cette règle-là. Je ne suis le conseiller ni d'un côté ni de l'autre de cette Chambre et je n'ai pas à donner, à expliquer des cas hypothétiques ou expliquer à quelque conseiller que ce soit la méthode ou le droit pour pouvoir présenter soit une motion, soit une règle ou quoique ce soit demain après-midi. Là-dessus, M. le chef de l'Opposition, je dois admettre, par exemple, et c'est en toute humilité, que je dois vivre, et parfois ce n'est pas facile, avec le règlement tel qu'il est. Je le prends tel qu'il est.

Je trouve très pertinents le fait que nous allons entamer juin bientôt et votre remarque, M. le chef de l'Opposition.

Je suspends maintenant les travaux jusqu'à 15 heures.

(Suspension de la séance à 13 h 2)

(Reprise à 15 h 5)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez vous asseoir.

Aux affaires courantes, cet après-midi, il n'y aura aucune déclaration ministérielle.

Présentation de projets de loi.

Projet de loi 55

M. le ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor présente le projet de loi 55, Loi sur le régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

M. le président du Conseil du trésor.

M. Paul Gobeil

M. Gobeil: M. le Président, ce projet de loi a pour objet de donner suite au protocole d'entente intervenu le 20 novembre 1985 entre, d'une part, le gouvernement du Québec et, d'autre part, la Centrale de l'enseignement du Québec et le Comité provincial pour la défense des enseignants sécularisés après 1965, dans le but de revaloriser les bénéfices accordés par la Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants, adoptée en 1978.

Ce projet de loi a aussi pour objet de modifier diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Ce projet permet notamment aux employés du secteur des affaires sociales qui sont sur liste de rappel d'être assujettis, à compter du 1er janvier 1987, au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, au régime de retraite des enseignants ou au régime de retraite des fonctionnaires.

De plus, il permet aux employés visés par l'un ou l'autre de ces régimes de retraite de racheter séparément chacune des périodes d'un congé sans traitement à temps plein ou à temps partiel.

Par ailleurs, ce projet vise à permettre au régime de retraite des enseignants et au régime de retraite des fonctionnaires le rachat des congés sans traitement qui se sont terminés avant le 1er juillet 1976.

Enfin, ce projet comporte d'autres modifications qui sont principalement de nature technique ou de concordance ou qui ont pour but de faciliter l'administration des régimes de retraite.

Des **voix:** Bravo!

Le **Président:** L'Assemblée accepte-t-elle de se saisir de ce projet de loi?

M. Chevette: Consentement, M. le

Président.

Le Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: J'allais justement vous demander d'appeler l'article a du feuillet.

À ce moment-ci, avec le consentement de l'Assemblée nationale, j'aimerais qu'une entente intervenue entre le gouvernement et l'Opposition devienne un ordre de l'Assemblée, c'est-à-dire qu'on considère que ce projet de loi a été déposé comme s'il l'avait été en respectant l'article 22 du règlement.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement pour en faire un ordre de l'Assemblée?

M. Chevette: M. le Président, je voudrais certifier que l'Opposition, étant donné d'ailleurs que ce dossier a été en majeure partie réglé sous l'ancien gouvernement, donne son consentement.

Le Président: Pour répondre à la motion du leader du gouvernement - à l'ordre, s'il vous plaît! - l'Assemblée en fait un ordre.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Le lieutenant-gouverneur se demandait pourquoi on n'avait pas consacré les crédits nécessaires pour le régler une fois pour toutes sous l'ancien gouvernement.

Le Président: Il ne s'agit pas d'une question de règlement. M. le leader de l'Opposition. Cela va, M. le leader de l'Opposition? Cela va.

Si vous me le permettez, nous allons continuer les affaires courantes. Cet après-midi, il n'y aura aucun dépôt de rapports de commissions.

Au dépôt de pétitions, Mme la députée de Deux-Montagnes.

Demande d'amélioration au centre hospitalier de Saint-Eustache

Mme Legault: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée par 33 000 pétitionnaires usagers du centre hospitalier de Saint-Eustache et invoquant les faits suivants:

"Le centre hospitalier Saint-Eustache ne répond plus adéquatement à leurs besoins de santé.

"Et concluant à ce qu'ils aient accès en tout temps à leur centre hospitalier; que le centre hospitalier soit agrandi de façon à

corriger immédiatement la situation déplorable actuelle du manque de lits et d'espace; que les services hospitaliers dispensés soient similaires à ceux de Saint-Jérôme et de Laval."

Je certifie que l'extrait de la pétition est conforme à l'original et aux règlements.

Le Président: Pétition déposée.
M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, le leader avait posé une question au préalable. Est-ce qu'il me permettrait de lui en poser une courte? J'avais déjà fait accepter par le précédent gouvernement un montant de 6 400 000 \$. Comment se fait-il qu'il n'ait pas été dépensé?
(15 h 10)

Le Président: Non, non, non. Je pense que vous aurez tous l'occasion de répondre à différentes questions lors des débats. On va ramener le tout à l'ordre.

Si vous me le permettez, la pétition de Mme la députée de Deux-Montagnes est déposée.

J'aimerais revenir, avec le consentement des deux côtés de cette Chambre, au dépôt de documents et appeler le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et ministre du Travail pour le dépôt d'un document.

Code d'éthique des agents socio-économiques pour les visites à domicile

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Oui, M. le Président. Je dépose le code d'éthique des agents socio-économiques de l'aide sociale.

Le Président: Document déposé.

M. le leader du gouvernement quant au document déposé.

M. Charbonneau: M. le Président, sur le dépôt du document.

Le Président: M. le député de Verchères.

M. Charbonneau: Est-ce je pourrais demander au ministre si le document qu'il dépose...

Le Président: Non, non, non. À l'ordre! À l'ordre! Nous en sommes au dépôt de documents. Si vous avez une question à poser à M. le ministre délégué aux Forêts ou au ministre du Travail, vous pourrez le faire tout à l'heure, lors de la période de questions. Nous en sommes au dépôt de documents. À l'ordre, s'il vous plaît! Cela se fait sans questions et sans commentaires.

M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, c'est probablement que le député de Verchères veut suivre l'exemple de son leader. M. le Président, je vous prierais d'appeler l'article 2 de la partie 4 du feuillet, questions écrites.

Le Président: Cet après-midi, il n'y aura aucune intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel. Est-ce que vous m'avez interpellé? M. le ministre délégué aux Forêts.

Réponse à une question écrite

M. Côté (Rivière-du-Loup): Je dépose la réponse à une question inscrite au feuillet par le député de Duplessis.

Le Président: Réponse déposée. Je répète que cet après-midi, il n'y a aucune intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel.

Avant de procéder à la période des questions orales, j'informe immédiatement tous les membres de cette Assemblée qu'immédiatement après la période de questions, nous devons procéder, tel qu'il appert au feuillet, à deux votes qui ont été reportés hier après-midi sur deux motions.

Période de questions orales.
M. le député de Joliette.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

Le mandat de la firme Roger Pominville

M. Chevette: Le ministre délégué aux Services et Approvisionnements a admis avoir choisi la firme Roger Pominville sans présélection. Le ministre s'engage-t-il à déposer le mandat de ladite firme en cette Chambre?

Le Président: M. le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.

M. Rocheleau: Merci, M. le Président, je trouve la question du leader de l'Opposition très appropriée. Je n'ai aucune objection à déposer en cette Chambre le mandat que j'ai donné, à même ma masse salariale, à M. Roger Pominville.

Des voix: Ah!

M. Rocheleau: Je tiens à préciser que si on avait voulu avoir plus de détails avant, il y aurait eu lieu de m'en informer, M. le Président. Il me fera plaisir de faire le dépôt de ce document à l'Assemblée nationale.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, en additionnelle, j'aimerais savoir quel est le montant prévu pour ledit mandat et combien a-t-on dépensé à ce jour?

Le Président: M. le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.

M. Rocheleau: Le mandat qui a été confié à M. Roger Pominville est de 20 000 \$. Il doit procéder à des analyses du dossier particulier du fichier central afin de nous faire des recommandations sur le besoin d'études plus avancées, plus poussées, afin de nous recommander quel genre de mandat nous pourrions confier à des firmes spécialisées dans le but d'améliorer l'efficacité, de diminuer la lourdeur administrative du fichier central et de diminuer les quelque 400 pages de règlements que nous avons actuellement.

Le mandat se terminera dans les prochaines semaines. Quand je l'aurai, si certaines indications me permettent de faire des recommandations et d'indiquer à cette Chambre certaines des recommandations, il me fera plaisir de le faire, M. le Président.

M. Chevette: M. le Président...

Le Président: En additionnelle, M. le leader de l'Opposition? En additionnelle.

M. Chevette: En additionnelle. Comment le ministre concilie-t-il qu'aujourd'hui la firme Pominville ait été engagée pour préparer un mandat alors qu'en commission parlementaire, lors de l'étude des crédits, c'était pour étudier carrément le fichier et qu'elle devait faire des recommandations sur des amendements au fichier? Comment change-t-il d'opinion aujourd'hui pour dire que, durant la période des crédits, c'était pour faire des recommandations de changements et qu'aujourd'hui c'est pour préparer un mandat?

Le Président: M. le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.

M. Rocheleau: M. le Président, je trouve très curieuses les questions posées par le leader de l'Opposition tenant compte du fait que lors de l'étude des crédits nous avons justement parlé de cette étude en cours actuellement par la firme Roger Pominville, entre autres. Je voudrais replacer le tout dans le contexte, à savoir que le leader de l'Opposition a mentionné hier que je voulais tout simplement défaire le fichier central, défaire Rosalie. J'ai dit en commission parlementaire sur les crédits que le fichier central avait été bon, qu'il était

intéressant à examiner, qu'il avait bien servi mais qu'il comportait aujourd'hui des problèmes particuliers à cause de la lourdeur administrative, à cause de règlements très nombreux et que nous voulions en faire une étude particulière afin de rendre ledit fichier central plus efficace, plus équitable pour tout le monde, pour toutes les firmes et l'ensemble des entrepreneurs et consultants. Même le leader de l'Opposition semblait avoir très bien compris les explications que j'avais données à ce moment-là, beaucoup mieux compris que ce que j'ai lu dans les journaux d'hier.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: En additionnelle, premièrement, les 20 000 \$ constituent une enveloppe pour combien de semaines de travail? Deuxièmement, je voudrais savoir également si le mandat qui a été confié par écrit l'a été en fonction de la préparation d'un mandat, je me répète, contrairement à ce qui a été dit en commission parlementaire à savoir que c'était pour la préparation d'amendements au fichier central lui-même.

Le Président: M. le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.

M. Rocheleau: M. le Président, tantôt j'ai mentionné au leader de l'Opposition que je m'étais engagé à déposer le mandat que j'avais confié à l'intérieur de la masse salariale de mon ministère, ce que je ferai dans les prochains jours. À ce moment-là, le leader pourra prendre tous les renseignements pertinents. Mais je tiens à ajouter une chose pour l'information de cette Chambre et de mes collègues. C'est que je n'ai pas prisé, M. le Président, les accusations qu'on a portées à mon égard. Et quand on touche à mon intégrité...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre! À l'ordre!

M. Chevette: On va s'en parler tantôt.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Chevette: Oui, on va s'en parler pour voir.

Le Président: M. le ministre, vous devez, à cette période-ci... M. le député, s'il vous plaît!

Une voix: ...des nouvelles pour vous.

Le Président: M. le député. Nous sommes à la période de questions et, M. le ministre, vous devez répondre seulement à la question et aux points qui vous ont été

demandés. Il y a d'autres moyens, il y a d'autres moments, et le règlement les prévoit, mais pour le moment vous êtes à la période de questions. Alors, limitez-vous à la réponse demandée par M. le leader de l'Opposition.

M. Rocheleau: En conclusion, M. le Président, tel que je l'ai mentionné tantôt à la première question que posait le leader de l'Opposition, j'ai accepté de déposer et je déposerai le mandat tel qu'il a été confié à Roger Pominville à l'intérieur de la masse salariale de mon ministère, tel que cela a été fait dans le passé par l'ancien gouvernement, M. le Président...

Des voix: ...

M. Rocheleau: ...alors que le premier ministre du temps, René Lévesque...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Rocheleau: ...confiait un mandat à Claude Charron qui avait quitté cette Chambre.

Des voix: Ah!

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

Une voix: Il a volé un "coat".

Une voix: Il le paie à même...

Le Président: M. le député.

Une voix: On cherche le rapport.

Une voix: Voyons! Voyons!

Une voix: Encore, encore.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

M. Gendron: Le ministre délégué aux Services et Approvisionnements ne trouve-t-il pas imprudent d'utiliser son budget de conseiller politique partisan pour remettre en cause un instrument d'objectivité dans l'octroi des contrats aux fournisseurs du Québec?

Le Président: M. le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.

M. Rocheleau: M. le Président, je voudrais indiquer à cette Chambre, plus particulièrement au député d'Abitibi-Ouest, que j'ai très confiance en la firme Roger

Pominville, en son intégrité, en ses compétences, et que les indications qu'elle pourrait me soumettre de recommander certains autres mandats qui pourront être confiés...

Et je tiens à souligner à cette Chambre, M. le Président, qu'il y a déjà, aujourd'hui, des études qui se font sur le Service des achats du gouvernement du Québec qui ont été commandées l'automne dernier sous le gouvernement que nous avions à ce moment-là. Ces mêmes études seront déposées aussi dans les prochaines semaines et on pourra, à ce moment-là, prendre le meilleur de l'ensemble des études pour améliorer le fichier central afin qu'il serve beaucoup mieux qu'il ne l'a fait dans le passé.

(15 h 20)

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, question additionnelle.

M. Gendron: Le ministre des Services et Approvisionnements ne croit-il pas que la révision d'un fichier central, quand on connaît l'utilisation qu'il a eue, n'est pas davantage...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre! S'il vous plaît! M. le leader du gouvernement, s'il vous plaît! S'il vous plaît! M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Je reprends ma question. Le ministre ne croit-il pas que la révision d'un fichier concernant l'attribution des contrats d'un État est une commande ou une responsabilité d'ordre administratif beaucoup plus que d'ordre politique? En ce sens, pourquoi n'a-t-il pas fait appel à une firme inscrite au fichier pour faire...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gendron: ...la révision administrative de la gestion du fichier plutôt que de la confier à la firme Pominville dont on aura l'occasion de se reparler?

Le Président: M. le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.

M. Rocheleau: M. le Président, je pense avoir indiqué... Je comprends mal que le député d'Abitibi-Ouest qui a fait partie du gouvernement avant le 2 décembre 1985, et qui était très près à ce moment du pouvoir, j'imagine, ne comprenne pas aujourd'hui qu'il faille réviser et qu'à même la masse salariale de mon ministère, j'ai retenu un consultant pour m'indiquer, à la suite de certaines analyses et de la programmation existante, certaines études plus poussées que nous pourrions faire, tel que je l'ai déjà indiqué en commission parlementaire lors de l'étude des crédits. De plus, je tiens à

souligner, M. le Président...

Le Président: En conclusion, s'il vous plaît!

M. Rocheleau: ...que l'ensemble du fichier central commande des changements particuliers. J'aurai l'occasion dans les prochains jours, sinon les prochaines semaines, d'indiquer à cette Chambre certaines anomalies qui auraient pu se produire au sujet de l'octroi ou non de certains contrats. À ce moment, la balle retournera dans votre camp.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, question additionnelle.

M. Gendron: Est-ce que le ministre a utilisé des sommes, contrairement à ce qu'il vient d'affirmer, provenant de son cabinet politique ou de son ministère?

Le Président: M. le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.

M. Rocheleau: Le député d'Abitibi-Ouest devait savoir que je n'ai pas encore de ministère. Mon projet de loi vient d'être déposé. Cela provient de mon cabinet politique à l'intérieur de ma masse salariale. Seigneur que vous prenez du temps à comprendre!

Le Président: M. le leader de l'Opposition, sur une question de règlement.

M. Chevette: Peut-être que le ministre avait fait un lapsus, mais il avait dit "son ministère".

Le Président: Je n'ai pas saisi. Je n'ai pas entendu. M. le leader du gouvernement. M. le leader du gouvernement. A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le leader du gouvernement, si vous voulez répéter votre question de règlement. Je comprends qu'on ne respecte pas toujours en cette Chambre le droit de parole, mais je suis prêt à vous entendre sur votre question de règlement. Je ne l'ai pas entendue. C'est ce que je vous demandais, un point c'est tout.

M. le leader de l'Opposition, si vous voulez adresser votre question de règlement, je vais vous entendre. Bon, alors, M. le député d'Abitibi-Ouest, question additionnelle,

M. Gendron: Question additionnelle. Est-ce que le ministre délégué aux Services et Approvisionnements pourrait expliquer à cette Chambre en quoi la firme Roger Pominville Ltée est, pour reprendre votre propre terme, compatible - parce que vous avez employé cette expression - pour répondre aux questions du ministre sur le fonctionnement

du fichier central des fournisseurs? En quoi cette firme a-t-elle un caractère de compatibilité avec votre objectif de révision du fichier?

Le Président: M. le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.

M. Rocheleau: J'ai retenu les services de M. Roger Pominville, encore une fois, je le répète, à l'intérieur de la masse salariale de mon cabinet politique, et, actuellement, M. Pominville fait une évaluation complète qui me permettra de recommander éventuellement de retenir certaines firmes qui auront des compétences particulières dans certains domaines particuliers. C'est ce que j'ai mentionné antérieurement à aujourd'hui, c'est ce que je mentionne aujourd'hui, et c'est ce que je mentionnerai encore demain. Je tiens, en terminant, à souligner une autre fois que quand on attaque l'intégrité de quelqu'un, c'est qu'il y a quelqu'un qui va payer pour.

Une voix: Des menaces.

Le Président: Pour une deuxième fois, M. le ministre, je vous rappelle à l'ordre sur ce point de règlement. Je vous ai expliqué très clairement tout à l'heure que ce n'est pas le moment, à la période de questions, pour débattre de quoi que ce soit.

M. le leader de l'Opposition, une dernière question additionnelle. Nous en sommes à la onzième.

M. Chevette: M. le Président, le chantage ne nous empêchera pas de poser nos questions.

Une voix: Question!

M. Chevette: Cela dit, le ministre lui-même vient d'affirmer: "J'ai pleine confiance en la firme Pominville"...

Des voix: Question!

M. Chevette: Le ministre peut-il nous expliquer comment il peut obtenir une évaluation complète sur le fichier central des fournisseurs alors qu'il ne prend même pas les mesures au départ pour s'assurer les services des firmes compétentes en la matière pour lui donner une évaluation complète? J'aimerais que le ministre nous fasse un bref exposé pour nous dire comment il peut faire confiance à une firme qui n'est même pas spécialisée dans le fichier central pour aller interroger les firmes qui sont spécialisées en ce domaine?

Le Président: M. le ministre délégué aux Services et Approvisionnements. C'était une dernière question additionnelle.

M. Rocheleau: M. le Président, je trouve encore très curieuse la question que me pose le leader de l'Opposition. Quand l'ex-premier ministre, M. René Lévesque, a retenu les services de M. Jean-Roch Boivin pour aller négocier à contrat, est-ce que vous avez retenu ses services par l'entremise du fichier central, à ce moment-là? Est-ce que vous avez fait une analyse ou une étude particulière?

J'ai mentionné, au début de la réponse que j'ai donnée au leader de l'Opposition, que j'avais donné un contrat de 20 000 \$ pour faire une analyse particulière et me donner des indications sur le genre d'études plus approfondies que nous aurions à faire. Il ne faudrait pas prétendre qu'avec un contrat de cet ordre on puisse faire une réévaluation complète de l'ensemble des problèmes que nous pouvons découvrir à l'intérieur d'une machine qui a fonctionné au cours des sept dernières années...

Le Président: M. le ministre...

M. Rocheleau: ...et qui a accumulé depuis ce temps un nombre de règlements très imposant.

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Rocheleau: Il y a environ 400 pages de règlements. Quand je recevrai le rapport de M. Pominville, pour la bonne gouverne de l'Opposition et celle du leader de l'Opposition, je lui ferai parvenir une copie intégrale dudit rapport.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, une dernière question additionnelle.

M. Chevette: À deux volets, M. le Président.

Le Président: Ah! Peu importe.

M. Chevette: Le ministre reconnaît-il que c'est là une évaluation partisane et politique puisqu'il compare lui-même l'embauche de cette firme à l'embauche de certains individus qui ont eu des mandats politiques?

Ma deuxième question est celle-ci: Comment le ministre peut-il parler de l'engagement d'une firme compatible alors qu'il affirme lui-même en dehors de cette Chambre, qu'il lui préparait des notes qui n'étaient même pas suffisantes pour qu'il les utilise à l'époque où il était dans l'Opposition?

Le Président: M. le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.

M. Rocheleau: M. le Président, franche-

menti Le leader de l'Opposition semble revenir aux notes relatives à Baie-Comeau—Hauterive. Qu'est-ce que vous avez fait avec Lucien Lessard quand il a quitté cette Chambre? Vous l'avez nommé président du CLSC à Forestville.

Des voix: Ho! Ho!

Des voix: Une "belle job"!

Le Président: À l'ordre! Je vais reconnaître une autre question principale. M. le député de Lévis. À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Lévis, sur une question principale.

Les effets de la taxe sur l'essence

M. Garon: M. le Président, après avoir entendu le fin causeur de Hull, je vais changer d'interlocuteur. Vous vous souvenez sûrement, M. le Président, qu'à de nombreuses reprises le Parti libéral s'était opposé à la taxe de 30 % sur l'essence au cours des dernières années. À Montréal, le prix de l'essence ordinaire au plomb est maintenant de 0,471 \$ le litre, et la taxe représente maintenant 41 % du prix.
(15 h 30)

Une voix: Non, non!

M. Garon: Cette hausse du taux de taxation de 30 % tel qu'il était selon la loi antérieure, à l'époque du Parti québécois, à 41 %, représente annuellement une taxe supplémentaire de 294 000 000 \$.

Une voix: Contre les consommateurs.

M. Garon: L'ascenseur libéral, qui était bloqué au plafond à l'époque du Parti québécois, a maintenant défoncé le plafond et monte tranquillement dans le ciel.

Le Président: Votre question, M. le député.

M. Garon: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Est-ce qu'il est conscient que cette surtaxe...

Le Président: Votre question, M. le député de Lévis.

M. Garon: M. le Président, est-ce que je dois recommencer ma question?

Le Président: Non.

M. Levesque: Oui.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: M. le député de Lévis, votre préambule a été très bien entendu,

mais votre question, vous pouvez la reprendre.

M. Garon: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Est-ce qu'il est conscient que cette surtaxe de 294 000 000 \$ sur le dos des consommateurs québécois, équivalant à 0,036 \$ le litre, diminue la capacité concurrentielle de l'économie québécoise, augmente les coûts de transport de nos marchandises et diminue la croissance des emplois? Ce qui explique peut-être que le taux de 3,2 % en 1985 est diminué à 2,2 % en 1986. Est-ce que le ministre compte ramener la taxe à son niveau de 30 % dans un avenir assez rapproché?

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Levesque: M. le Président, je suis heureux de cette question, mais je suis assez étonné qu'elle vienne du député de Lévis, ancien membre d'un gouvernement qui a imposé la surtaxe. À ce moment-là, c'était une taxe de 40 %. Non seulement c'était une taxe de 40 %, mais en mars 1983 le taux véritable était de 47,5 %. Ce sont ces mêmes gens qui s'indignent aujourd'hui et qui posent des questions.

Je répondrai tout simplement au député de Lévis qu'un des premiers gestes que nous avons posés en entrant dans cette Chambre, quelques jours à peine après notre assermentation, a été justement d'abolir la surtaxe pour une grande partie du Québec.

Des voix: Bravo!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Levesque: Je lui rappellerai également, au cas où sa mémoire lui ferait défaut, que le 1er mai dernier, nous avons continué dans cette voie et nous avons, encore une fois, aboli la surtaxe sur l'essence dans d'autres régions du Québec. Et nous n'avons pas fini.

Le Président: M. le député de Lévis, en additionnelle.

M. Garon: M. le Président, est-ce que le ministre des Finances, depuis l'augmentation de la taxe par son ministre du Revenu, alors qu'il n'en avait pas complètement conscience, augmentation publiée à la Gazette officielle du 5 février dernier, a fait faire des études d'impact de cette taxe sur le pétrole sur l'économie du Québec? Si oui, s'il a fait faire des études, a-t-il l'intention de les rendre publiques?

Le Président: M. le ministre des

Finances.

M. Levesque: M. le Président, avant de faire de nouvelles études, j'ai l'intention de trouver les études qui ont été faites par l'ancien gouvernement au moment où il a imposé la taxe.

Le Président M. le député de Lévis, en additionnelle.

M. Garon: Le ministre nous fait savoir que le taux d'inflation de 3 % qu'il a prévu dans son budget était dû à la diminution du prix du pétrole. Est-il conscient qu'actuellement, alors que le taux d'inflation diminue partout au Canada, le taux d'inflation le plus élevé est à Montréal et à Québec? Selon ses propres études, ce taux était établi à 5,1 % au mois d'avril, alors que son budget prévoit 3 %. Est-ce qu'il est conscient que c'est justement à cause de sa politique sur le pétrole? Nous sommes d'accord que le prix du pétrole contribue à faire baisser le taux d'inflation...

Le Président: Vous est-il possible de résumer votre question à quatre ou cinq mots? Cela fait déjà plus de 35 secondes que vous êtes en additionnelle.

M. Garon: À 294 000 000 \$ par année, cela fait cher la seconde, vous savez.

Le Président: M. le député de Lévis, en additionnelle.

M. Garon: Je voudrais demander au ministre s'il est conscient que c'est sa politique actuellement qui fait en sorte que le taux d'inflation est de 5 % au Québec, à Montréal et à Québec, alors qu'il est beaucoup plus bas dans le reste du Canada, parce que les taxes sur le pétrole sont moins élevées à cause de sa politique et alors que les prix sont plus élevés au Québec qu'en Ontario?

Le Président: M. le député de Lévis, vous admettez qu'elle était très spéciale. M. le ministre des Finances, en réponse.

M. Levesque: M. le Président, je suis fort conscient que les problèmes que nous avons aujourd'hui à diminuer plus rapidement le taux de cette surtaxe, sont justement dus à la mauvaise gestion du gouvernement précédent qui nous a menés à une situation d'endettement qui cause le paiement des intérêts. Lorsque nous avons quitté le gouvernement, ils étaient d'environ 300 000 000 \$ et, aujourd'hui, ils sont de l'ordre de 3 500 000 000 \$. Il faut d'abord payer ces intérêts qui ont été provoqués par la gestion du gouvernement précédent.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Lévis, en additionnelle.

M. Garon: Est-ce que le ministre est conscient que, si la taxe était au niveau de...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît; Je m'adresse aux deux côtés de cette Chambre pour permettre au député de Lévis de pouvoir poser sa question additionnelle. M. le député de Lévis.

M. Garon: M. le Président, je ne peux pas demander au député de Saguenay s'il est en état de siéger, mais je vais demander au ministre des Finances, par exemple, s'il est conscient...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Garon: ...que, si la taxe était de 30 %, soit de 0,1005 \$ le litre au lieu de 0,1365 \$, le prix de l'essence serait au Québec de 0,4305 \$ le litre, plus près du prix de Toronto qui est actuellement à 0,38 \$ et à 0,39 \$ le litre en comparaison avec le Québec où on paie actuellement 0,48 \$ le litre depuis quelques jours seulement?

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Levesque: M. le Président, je suis conscient que le député de Lévis a fait une certaine énumération de certains prix devant cette Chambre. Quant à nous, nous avons l'intention de continuer à soulager les contribuables le plus rapidement possible, en tenant compte, évidemment, du fardeau qui nous été laissé par l'ancien gouvernement.

Le Président: M. le député de Duplessis, en principale.

M. Perron: Merci, M. le Président.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Duplessis.

Lieu et durée de la production de plants par des compagnies forestières

M. Perron: Dans un communiqué de presse extrêmement ambigu, rendu public en date du 15 mai dernier, le ministre délégué aux Forêts a annoncé la signature des deux premiers contrats de production de plants par des compagnies forestières, soit 25 000 000 de plants par la Consolidated Bathurst et 47 500 000 plants par la CIP. Le ministre peut-il indiquer à cette Chambre sur combien d'années s'échelonnait la production et où seront situés les centres de production de plants de la Consolidated Bathurst et de

la CIP?

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Côté (Rivière-du-Loup): M. le Président, je prends avis de la question.

Des voix: Hal Hal

Le Président: M. le député de Duplessis, en additionnelle.

À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Duplessis, en additionnelle.

M. Perron: M. le Président.

Le Président: M. le député de Duplessis, en additionnelle.

M. Perron: Est-ce que je peux demander au ministre si la question est trop complexe pour lui?

Des voix: Oh! Oh!

Le Président: Posez votre question additionnelle.

M. Perron: Est-ce que le ministre est conscient que, dans le cas de la CIP, le centre de production sera situé dans l'Outaouais, alors que 5 000 000 des 9 500 000 plants produits annuellement, soit la majorité, seront plantés dans la Mauricie? (15 h 40)

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts, vous avez la parole.

M. Côté (Rivière-du-Loup): Le député de Duplessis sait fort bien que la CIP détient des usines dans plusieurs régions. Pour cette raison, il y aura des transferts de plants d'une région à l'autre.

Le Président: M. le député de Duplessis, en additionnelle.

M. Perron: Est-ce que j'ai bien compris de la réponse du ministre que le ministère de l'Énergie et des Ressources a changé sa politique antérieure à savoir que les centres de production de plants devaient être situés dans les régions où devait se faire la production?

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Côté (Rivière-du-Loup): Le ministère de l'Énergie et des Ressources n'a pas changé sa politique en ce qui concerne la localisation des centres de production de plants. Je répète qu'en raison du mandat qu'on s'était donné ou de la programmation

qu'on s'était donnée, 100 000 000 de plants devaient être produits par l'industrie forestière. Certaines industries ont des usines dans plusieurs régions et chacune de ces industries ne peut avoir des productions de plants dans chacune de leur région.

Le Président: M. le député de Duplessis.

M. Perron: Dernière question additionnelle, en ce qui me concerne, M. le Président.

Le Président: En additionnelle.

M. Perron: Le ministre délégué aux Forêts peut-il indiquer pourquoi son communiqué est muet sur le Centre de production de plants qu'il a promis aux gens de Forestville en date du 4 avril dernier?

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Côté (Rivière-du-Loup): Encore une fois, c'est un centre de production de plants qui va relever de la programmation dévolue à l'industrie forestière. Le Centre de production de plants de Forestville est actuellement en négociation. Lorsque les négociations seront complétées, j'émettrai de nouveau un communiqué de presse.

Le Président: M. le député de Roberval, en additionnelle.

M. Gauthier: Le ministre délégué aux Forêts pourrait-il me dire pour quelles raisons les négociations entre son ministère et les compagnies CIP, CIL, Donohue et Domtar, sont stoppées depuis sa déclaration malheureuse du 4 avril dernier concernant l'établissement d'un centre de plants de 14 000 000 de plants à Péribonka, dans le comté de Roberval?

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Côté (Rivière-du-Loup): Les négociations entre CIL et une compagnie suédoise de production de plants dans le Lac-Saint-Jean ne sont pas stoppées, elles sont encore en cours, sauf que l'on discute sur les prix, évidemment. C'est encore en cours, ce n'est pas stoppé.

Le Président: M. le député de Laviolette, en additionnelle.

M. Jolivet: Ma question additionnelle comporte deux volets. Le premier: Pourquoi le ministre délégué aux Forêts n'a-t-il pas fait les pressions qui s'imposaient pour que la CIP produise une bonne partie sinon la

totalité de ses plants à La Tuque, dans la Haute-Mauricie? Deuxièmement...

Des voix: Ah! Ah! Ah!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Jolivet: Je peux y aller, M. le Président?

Le Président: Oui.

M. Jolivet: Deuxièmement, le ministre peut-il me renseigner sur le contrat qui était accordé, qui était sur le point d'être signé au moment de mon départ, à La Tuque, toujours...

Des voix: Ah! Ah! Ah!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Jolivet: M. le Président, je vais attendre, je ne suis pas pressé. Toujours au sujet de La Tuque...

Le Président: S'il voua plaît! Cela va.

M. Jolivet: Il me semble, M. le Président, que je pose des questions sensées.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

Le Président: Vous avez la parole, M. le député. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Jolivet: J'aimerais savoir de la part du ministre délégué aux Forêts ce qui est arrivé avec le contrat dans le secteur privé qui était justement accordé à La Tuque et qui concernait 22 500 000 plants sur les cinq prochaines années.

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Côté (Rivière-du-Loup): Je dirai au député de Laviolette, encore une fois, que la CIP n'est pas intéressée à produire des plants dans toutes les régions du Québec alors qu'elle a des usines dans plusieurs régions. Quant à sa deuxième question, le contrat dont il est question est actuellement en discussion et l'adjudicataire nous pose des problèmes, il nous reproche le retard dans la signature du contrat. Il fait une réclamation supplémentaire.

Le Président: M. le député de Mercier, en principale.

Le rôle du Québec dans le choix de 7000 immigrants

M. Godin: M. le Président, ma question s'adresse à Mme la ministre de

l'Immigration. J'espère qu'elle m'entendra, cette fois-ci. Le fédéral a une politique qui amènera au Québec 7000 immigrants, futurs citoyens du Québec, dans les douze mois qui viennent. Quel rôle le Québec entend-il jouer pour s'assurer que son choix s'exerce sur ces personnes en vertu de l'entente Couture-Cullen?

Le Président: Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Mme Robic: Je présume que le député de Mercier parle des revendicateurs du statut de réfugié. Oui, M. le Président, depuis ma nomination au ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, ce dossier a été prioritaire pour moi dès le début de mon mandat. Il y en a eu 11 000 au Québec plutôt que 7000. Je suis heureuse que nous ayons pu, comme je l'ai mentionné la semaine dernière, remettre en marche le comité mixte qui s'est penché sur ce problème. Je suis également très heureuse de voir que le gouvernement fédéral a enfin décidé de prendre des mesures pour reconnaître ces personnes.

Nous allons certainement avoir un rôle important à jouer dans ce domaine et nous avons justement fait la demande au ministre McLean afin d'être impliqués dès le commencement des démarches concernant ce dossier.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): En additionnelle, M. le Président. Comment la ministre explique-t-elle sa satisfaction devant les mesures annoncées par le ministre McLean alors que l'ensemble des groupes concernés, au-delà de la reconnaissance qu'il y a dans les mesures McLean du droit d'être entendu, exprime de façon générale une insatisfaction profonde à l'égard de ces mesures?

Le Président: Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Mme Robic: Toute solution n'est pas parfaite, M. le Président. Cependant, il était important que le gouvernement fédéral arrive avec des mesures concrètes afin de résoudre ce problème qui existe depuis quatre ou cinq ans.

Le gouvernement fédéral, par les mesures qu'il vient de mettre en place, permettra à environ 70 % ou 80 % de ces personnes d'être reconnues comme résidents permanents. C'est à ce niveau que nous voulons être impliqués.

Quant aux autres 15 % ou 20 %, nous ne sommes pas sûrs. Par contre, au Québec, nous sommes certains de nos chiffres. Pour le reste du Canada ce n'est peut-être pas

aussi exact. Ces personnes auront droit de recours. Elles pourront suivre le processus normal et demander à la cour de légiférer dans ce domaine.

Une voix: Très bien!

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): Une autre question additionnelle, M. le Président. Est-ce que la ministre considère que l'entente Couture-Cullen doit être perfectionnée au chapitre des réfugiés et est-ce qu'elle considère que la constitutionnalisation de cette entente est une priorité pour le gouvernement?

Le Président: Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Mme Robic: Oui, M. le Président, je considère que ces négociations sont importantes. Dès cette semaine, après avoir pris connaissance des mesures établies par le gouvernement fédéral, nous avons demandé de participer aux premières rencontres avec les revendicateurs du statut de réfugié.

Le Président: M. le député de Lotbinière, en principale.

La survie de l'École d'agriculture de Sainte-Croix

M. Camden: M. le Président, en principale. Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et au ministre de l'Éducation. Dans un article paru dans l'hebdomadaire La Terre de chez nous il a été fait mention de certaines inquiétudes du corps enseignant, des employés de soutien, des étudiants et étudiantes quant à la survie de l'École d'agriculture de Sainte-Croix, dans ma circonscription électorale de Lotbinière.

Ma question est la suivante: Est-ce que les ministres de l'Agriculture et de l'Éducation peuvent me donner l'assurance que l'on maintiendra cette institution qui a rendu de grands services au monde agricole depuis 1934 et que l'on y poursuivra la formation des étudiants en agriculture?

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Pagé: Je voudrais répondre à l'honorable député de Lotbinière que notre gouvernement entend déployer des efforts tangibles et concrets en regard de cet objectif qui nous anime de faire en sorte qu'il y ait plus de jeunes productrices et producteurs qui poursuivent de la formation en milieu scolaire avant d'adhérer à cette

noble profession.

(15 h 50)

À cet égard, je dois reconnaître et je peux reconnaître aujourd'hui la contribution de l'École d'agriculture de Sainte-Croix de Lotbinière qui a contribué à former plusieurs centaines pour ne pas dire quelques milliers de jeunes producteurs et productrices. L'école dispense un cours régulier et intensif de niveau secondaire, entre autres dans les productions animales et végétales, en génie rural, en gestion et même en micro-informatique. J'ai été sensibilisé au problème particulier de l'école actuellement. Celle-ci fait face à la même problématique que d'autres institutions en termes de diminution de clientèle. Notre objectif - et l'assurance que je veux donner au député aujourd'hui - est de maintenir cette école ouverte. Je peux lui donner l'assurance qu'on a été très réceptif aux propos, aux commentaires et aux demandes des gens du milieu et du député. Le tout a été porté à l'attention du ministre de l'Éducation. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le ministre de l'Éducation sont en contact sur cette question et je demanderais à l'honorable ministre de l'Éducation de fournir un complément de réponse qui, j'en suis persuadé, satisfera le député.

Une voix: Il n'y a pas de document?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, s'il y a lieu.

Une voix: S'il n'y a pas de document...

Le Président: Très brièvement, M. le ministre de l'Éducation.

M. Ryan: Je crois comprendre, M. le Président, que c'est une excellente école, qui a l'entier appui du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et l'entier financement du ministre de l'Éducation.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Ryan: Ce n'est aucunement l'intention de notre ministre de cesser d'appuyer cette école. Elle a un statut un peu particulier, parce que, au lieu d'être incorporée dans le système d'enseignement comme les autres, elle est dirigée par un conseil d'administration qui en fait une institution un peu à part dans l'ensemble de nos institutions d'enseignement; mais elle reçoit le traitement qui est accordé aux établissements publics d'enseignement et nous entendons, encore une fois, la maintenir, en étroite collaboration avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Je causais, ce matin même, avec mon sous-ministre de l'Éducation. Il me

disait qu'il aurait une rencontre avec le sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation - c'était aujourd'hui ou demain - et c'est l'un des sujets qu'ils devaient aborder ensemble, étant donné les rumeurs qui ont circulé et auxquelles je voudrais que le député n'accorde aucun crédit.

Le Président: M. le député de Lévis, en additionnelle?

M. Garon: Oui. J'aimerais demander à l'un des deux ministres ou aux deux, qui ont lancé beaucoup de paroles pour constater l'existence de l'école depuis de nombreuses années... Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a dit qu'il voulait faire des efforts tangibles et concrets-

Une voix: C'est long.

Une voix: En principale?

M. Garon: J'aimerais savoir quels sont ces efforts concrets et tangibles que vont faire le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ou le ministre de l'Éducation pour aider l'école de Sainte-Croix, au-delà des paroles verbales qu'ils ont prononcées cet après-midi pour constater son existence.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre.

M. Pagé: M. le Président, je répondrai à l'honorable député de Lévis qu'à ma connaissance, les paroles sont régulièrement verbales, dans un premier temps. Dans un deuxième temps, il ne faudrait pas que le député exige de notre part qu'on corrige en 160 jours des devoirs qui, dans certains cas, n'ont pas été complétés au cours des neuf années précédentes.

M. le Président, il apparaît, et les statistiques le démontrent clairement, que la jeune productrice ou le jeune producteur qui s'est convenue à un exercice de formation en agriculture avant d'adhérer à la profession d'agriculteur, traverse de façon plus adéquate plus facilement les coups difficiles ou les coups délicats; en fait, il réussit mieux en agriculture. On assiste - les statistiques sont là pour le démontrer clairement - à une diminution des clientèles au chapitre de la formation agricole. Cela nous apparaît inquiétant et on entend développer des programmes et des moyens incitatifs pour

s'assurer d'une présence plus active de nos jeunes hommes et de nos jeunes filles à une telle formation. Attendez, ça va venir. Nous sommes à corriger vos devoirs.

Le Président: M. le député de Lévis, en additionnelle.

M. Garon: La question que je pose au ministre est très simple: c'est lui-même qui a affirmé qu'il ferait des efforts tangibles et concrets...

Une voix: Lesquels?

M. Garon: ...je voudrais savoir quels sont ces efforts tangibles et concrets et de quelle façon s'évaluent ces efforts en termes pécuniaires.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, vous avez la parole.

M. Pagé: Tout vient à point à qui sait attendre. Ça viendra bientôt. Vous en serez informés et cela débouchera évidemment sur des imputations budgétaires.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en principale.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président.

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! J'ai reconnu Mme la députée de Chicoutimi en principale.

Les frais de matériel imposés par les universités

Mme Blackburn: M. le Président...

Une voix: ...

Le Président: M. le député, s'il vous plaît!

Mme Blackburn: ...en réponse à une question que je lui adressais il y a deux semaines, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science me disait ne pas être informé de l'intention de d'autres universités, en dehors de l'Université McGill et de l'Université de Montréal, d'imposer de nouveaux frais aux étudiants. Nous savons maintenant que le mouvement se généralise. L'Université Concordia et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue ont, en effet, annoncé leur intention d'y aller de hausses déguisées de frais de scolarité en somme pour l'an prochain. Dans le cas de Concordia, il s'agit d'une hausse de 150 \$ par année et, dans le cas de l'Université du

Québec en Abitibi-Témiscamingue, c'est 20 \$ par cours, soit 200 \$ par année. Cela constitue une augmentation de l'ordre de 30 % à 40 %.

Devant l'ampleur du mouvement et l'augmentation importante des coûts pour les étudiants, le ministre peut-il nous dire s'il a l'intention d'acquiescer à la demande que lui ont adressée les associations étudiantes universitaires afin de faire respecter le gel des frais de scolarité et d'intervenir en ce sens auprès des universités?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: Ainsi que je l'ai déjà dit en cette Chambre, il y a trois catégories de frais qu'on doit distinguer: les frais de scolarité, les frais d'inscription et les frais de matériel. Les deux premières catégories tombent sous les règles budgétaires, et les revenus additionnels qu'une université irait puiser à même ces deux catégories de frais seraient déductibles aux fins du calcul de la subvention à laquelle cette université a droit. En vertu des règles budgétaires actuelles, la troisième catégorie ne tombe pas là-dessous.

J'ai dit que, si des universités vont chercher des revenus qui équivalent de manière raisonnable aux dépenses qu'on peut présumer qu'elles font à ce chapitre, nous ne les ennuierons pas. Mais, si je voyais que cela va trop loin, ainsi que je l'ai dit l'autre jour, nous examinerons la situation et nous verrons, au besoin, à réviser les règles budgétaires. Dans le cas que vous me mentionnez, je n'en ai pas été saisi encore. J'ai entendu parler de ces deux cas de manière générale et indirecte. Si j'en suis saisi de manière précise, nous étudierons la situation et nous tirerons les conclusions appropriées.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, une dernière question.

Mme Blackburn: Question additionnelle.

Le Président: Une dernière question additionnelle très brève, Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Blackburn: Je me demande si le ministre réalise que les frais afférents sont demandés pour des frais de matériel didactique et de photocopies. On sait que les étudiants paient déjà les photocopies et que ces frais sont imposés uniformément, indépendamment de la discipline. Est-ce que le ministre considère que ce sont effectivement des frais afférents ou des frais de scolarité?

Le Président: M. le ministre de

l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: J'ai déjà déclaré en cette Chambre qu'à propos des deux cas dont j'ai été saisi je conclusais que c'était admissible comme frais de matériel. Mais, dans les deux nouveaux cas dont la députée a parlé aujourd'hui, je ferai une enquête et je ferai part de mes conclusions à cette Chambre le plus tôt possible.

Le Président: Alors, fin de la période de questions.

Tel que mentionné au tout début des affaires courantes cet après-midi, nous allons maintenant procéder aux votes qui ont été reportés hier. Est-ce que les membres de cette Assemblée sont prêts à procéder au vote sur la première motion? Nous allons attendre quelques secondes et nous allons procéder au vote sur la première motion présentée par M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Que tous et chacun veuillent bien regagner leur siège, s'il vous plaît.

Mise aux voix de la motion sans préavis pour féliciter les Canadiens de Montréal

Alors, nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de la motion présentée sans préavis par M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Je vais vous la lire: "Que cette Assemblée félicite le club de hockey Canadien de Montréal pour la conquête de la coupe Stanley." Que ceux et celles qui sont pour ladite motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Bourassa (Saint-Laurent), Gratton (Gatineau), Saintonge (Laprairie), Marx (D'Arcy McGee), Pagé (Portneuf), Levesque (Bonaventure), Mme Bacon (Chomedey), MM. Ryan (Argenteuil), Bourbeau (Laporte), Paradis (Brome-Missisquoi), Latulippe (Chambly), Côté (Rivière-du-Loup), Dutil (Beauce-Sud), Mmes Gagnon-Tremblay (Saint-François), Robic (Bourassa), MM. Savoie (Abitibi-Est), Vallerand (Crémazie), Lincoln (Nelligan), French (Westmount), Côté (Charlesbourg), Ciaccia (Mont-Royal), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Vallières (Richmond), Picotte (Maskinongé), Fortier (Outremont), Rocheleau (Hull), Gobeil (Verdun), Mme Bégin (Bellechasse), MM. Cusano (Viau), Vaillancourt (Orford), Dauphin (Marquette), Maltais (Saguenay), Philibert (Trois-Rivières), Mme Dougherty (Jacques-Cartier), MM. Lefebvre (Frontenac), Scowen (Notre-Dame-de-Grâce), Sirros (Laurier), Maciocia (Viger), Middlemiss (Pontiac), Beaudin (Gaspé), Cannon (La Peltre), Chagnon (Saint-Louis), Lemire (Saint-Maurice), Paradis (Matapédia), Mme Pelchat (Vachon), MM. Rivard (Rosemont), Polak (Sainte-Anne), Audet

(Beauce-Nord), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Bélanger (Laval-des-Rapides), Bélisle (Mille-Îles), Mme Hovington (Matane), M. Séguin (Montmorency), Mmes Trépanier (Dorion), Bélanger (Mégantic-Compton), MM. Fortin (Marguerite-Bourgeoys), Parent (Sauvé), Trudel (Bourget), Mme Bleau (Groulx), MM. Bradet (Charlevoix), Brouillette (Champlain), Camden (Lotbinière), Mme Cardinal (Châteauguay), M. Després (Limoilou), Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata), MM. Farrah (Îles-de-la-Madeleine), Gardner (Arthabaska), Gauvin (Montmagny-L'Islet), Gobé (Lafontaine), Hamel (Sherbrooke), Laporte (Sainte-Marie), Dubois (Huntingdon), Bissonnet (Jeanne-Mance), Hains (Saint-Henri), Houde (Berthier), Kehoe (Chapleau), Mme Legault (Deux-Montagnes), MM. Leclerc (Taschereau), Hétu (Labelle), Khelfa (Richelieu), Lemieux (Vanier), Marcil (Beauharnois), Messier (Saint-Hyacinthe), Poulin (Chauveau), Richard (Nicolet)... (16 heures)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Tremblay (Iberville), Thérien (Rousseau), Saint-Roch (Drummond), Johnson (Anjou), Chevette (Joliette), Perron (Duplessis), Mme Blackburn (Chicoutimi), MM. Jolivet (Laviolette), Garon (Lévis), Rochefort (Gouin), Charbonneau (Verchères), Mme Juneau (Johnson), MM. Gendron (Abitibi-Ouest), Brassard (Lac-Saint-Jean), Fillion (Taillon), Gauthier (Roberval), Godin (Mercier), Mme Vermette (Marie-Victorin), MM. Paré (Shefford), Boulerice (Saint-Jacques), Blais (Terrebonne), Dufour (Jonquière), Parent (Bertrand), Mme Harel (Maisonnette), M. Desbiens (Dubuc).

Le Secrétaire:	Pour:	110
	Contre:	0
	Abstentions:	0

Le Président: La motion est adoptée.

Mise aux voix de la motion proposant l'adoption du principe du projet de loi 61

Nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de la deuxième motion qui a été reportée à cet après-midi, dont je vais immédiatement faire lecture à cette Assemblée. Mise aux voix de la motion du ministre des Communications proposant que le principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radiotélévision du Québec, soit maintenant adopté.

Que ceux et celles qui sont pour cette motion veuillent bien se lever.

M. Chevette: Est-ce que je peux suggérer au leader, étant donné qu'il y a deux motions, qu'on dise sur division?

Le Président: Adopté sur division. Cela va.

Est-ce qu'il y a motion pour déférer... M. le leader du gouvernement.

Renvoi à la commission de la culture

M. Gratton: M. le Président, je fais motion pour que le projet de loi 61 soit déféré à la commission de la culture pour qu'elle procède à son étude détaillée.

Le Président: Adopté.

Motions sans préavis. M. le ministre délégué aux Forêts.

Si vous me permettez, M. le ministre délégué aux Forêts, avant de procéder à votre motion sans préavis, que ceux et celles qui veulent quitter l'Assemblée le fassent immédiatement, et en silence, s'il vous plaît.

Mesdames et messieurs les députés, si vous voulez discuter, faites-le à l'extérieur de la Chambre, s'il vous plaît.

À l'ordre, s'il vous plaît! Je reconnais maintenant M. le ministre délégué aux Forêts. M. le ministre délégué aux Forêts, vous avez la parole.

M. Côté (Rivière-du-Loup): M. le Président, je sollicite le consentement unanime de cette Chambre pour présenter une motion soulignant la Semaine de l'arbre et de la forêt.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de débattre ladite motion? M. le leader de l'Opposition, est-ce que l'Assemblée accepte de débattre ladite motion?

M. le ministre délégué aux Forêts, vous avez la parole.

Souligner la Semaine de l'arbre et de la forêt

M. Albert Côté

M. Côté (Rivière-du-Loup): M. le Président, la Semaine de l'arbre et de la forêt constitue un moment privilégié de l'année pour permettre à chacune et à chacun de nous de prendre connaissance de l'importance et de la valeur des arbres et de la forêt. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les gens du Québec manifestent leur attachement à cette ressource vitale et précieuse. La première Journée de l'arbre au Québec date de 1882, soit il y a 106 ans. J'attire votre attention sur le fait que la Semaine de l'arbre et de la forêt telle que nous la connaissons aujourd'hui est inscrite dans la Loi sur les terres et forêts depuis 1977.

Je tiens à souligner plus particulièrement le travail réalisé par des personnes au sein de divers organismes, notamment l'Association forestière

québécoise, les Clubs 4-H, Aménagement Jeunesse, le Service canadien des forêts, le ministère de l'Énergie et des Ressources, pour que cette Semaine de l'arbre et de la forêt produise les effets recherchés au sein de la population.

Permettez-moi de vous rappeler que la forêt soutient le développement social et économique de tout le territoire québécois, et en particulier de plus de 114 municipalités. Elle fournit directement et indirectement du travail à plus de 10 % de la main-d'oeuvre du Québec, soit au-delà de 250 000 emplois. Elle fournit en outre un lieu exceptionnel de récréation et de détente pour tous, un décor unique, une faune riche et variée, un équilibre écologique indispensable. Nous savions peut-être cela déjà, mais nous le rappeler de temps à autre ne peut que nous faire apprécier davantage notre veine.

La forêt, tous en conviennent, transcende notre environnement. Notre histoire et notre culture en sont imprégnées. Elle fait en quelque sorte partie de nous-mêmes, de ce que nous sommes comme individus et comme peuple. Elle est et sera toujours essentielle à la qualité de la vie. La forêt constitue un patrimoine collectif d'une valeur inestimable qu'il faudra aménager de mieux en mieux. Nous sommes chanceux de vivre dans un pays forestier jeune et dynamique. Il faut se le dire, s'en féliciter et remercier le bon Dieu. Il faut surtout faire en sorte qu'il le demeure afin que l'avenir forestier du Québec garantisse le nôtre et celui de nos descendants.

Il faut prendre soin de la forêt, il faut la cultiver en intensifiant son aménagement, entre autres, en l'aidant à se régénérer, à croître sainement et abondamment par des travaux sylvicoles appropriés, respectueux de l'ensemble des ressources du milieu forestier. Le ministère de l'Énergie et des Ressources y travaille sérieusement et cela, avec la collaboration des autres ministères et des autres intervenants forestiers.

Mais, d'abord, il faut la protéger, la protéger contre les feux - je suis heureux de constater que nous avons le meilleur service de protection contre les feux au monde - la protéger contre les insectes - et j'espère que les recherches feront en sorte que nous aurons bientôt le meilleur système de protection - la protéger contre les maladies et contre nous-mêmes. C'est là que la contribution de chacun et de chacune devient capitale. La forêt nous appartient, nous en sommes les fiduciaires et les gardiens, individuellement et collectivement. Nous devons nous en servir sagement.

Le gouvernement, plus spécifiquement mon ministère est mandaté par la population pour assurer la santé et le renouvellement perpétuel de la forêt québécoise. Il a besoin de la collaboration de chaque Québécoise et

de chaque Québécois. Celle-ci sera plus fructueuse et plus bénéfique si elle procède de la connaissance et de l'amour de la forêt.

La Semaine de l'arbre et de la forêt favorise cette prise de conscience collective et j'espère qu'elle suscitera les sentiments de respect et d'amour nécessaires à la sauvegarde de ce patrimoine que nous avons tous l'obligation de transmettre en bonne condition aux générations futures. C'est pourquoi je propose, M. le Président, que l'Assemblée nationale souligne la Semaine de l'arbre et de la forêt, qui se déroule du 25 au 31 mai, en rendant hommage à tous ceux et à toutes celles qui, au sein de divers organismes, oeuvrent pour assurer le franc succès que connaîtra cette semaine cette manifestation annuelle. Merci, M. le Président.
(16 h 10)

Le Président: Merci, M. le ministre. M. le député de Duplessis. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Est-ce que vous me permettez de donner immédiatement les avis, de sorte qu'on puisse libérer les députés qui attendent...

M. Chevette: M. le Président, j'espère qu'on le fera immédiatement après. C'est la dernière intervention sur la motion de la Semaine de l'arbre. On le fera immédiatement après.

Le Président: J'aimerais qu'on complète cette motion et, immédiatement après cette motion, avant d'entreprendre la deuxième motion, on procèdera aux avis. M. le député de Duplessis.

M. Denis Perron

M. Perron: Merci, M. le Président. C'est avec beaucoup de plaisir que je m'associe au nom des membres de l'Opposition à la motion du ministre délégué aux Forêts à l'occasion de la Semaine de l'arbre et de la forêt, soit du 25 au 31 mai. À cette occasion, il est coutume de souligner l'importance économique de la forêt, soit 10 % du total des emplois du Québec et, en même temps, de sensibiliser les Québécois et les Québécoises à l'importance de l'arbre tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

Cependant, et après avoir entendu le ministre délégué aux Forêts, c'est bien beau de voter des motions à l'Assemblée nationale, de faire de beaux discours, mais ce que le monde forestier attend, c'est vraiment de l'action, et ce, pour l'avenir forestier du Québec. Six mois après avoir été nommé ministre délégué aux Forêts, le député de Rivière-du-Loup n'a pas encore déposé le projet de loi nécessaire à l'application du livre blanc sur la politique

forestière, "Bâtir une forêt pour l'avenir", rendu public d'ailleurs par mon collègue de Lavoie le 11 juin 1985.

Lors de la sortie du livre blanc l'an dernier, le Parti libéral nous reprochait, et ce fut alors son seul commentaire à ce moment, de prévoir un délai d'un an avant sa mise en application prévue pour septembre 1986. Et voilà qu'aujourd'hui, tout est remis en question et l'Opposition attend avec beaucoup d'impatience le dépôt de l'avant-projet de loi. Le ministre délégué aux Forêts a lui-même reconnu le 30 avril dernier, en commission parlementaire, que le livre blanc comprend des points très intéressants, qu'il y a eu des efforts très louables, formidables et valables. Si le ministre délégué aux Forêts reconnaît facilement et avec plaisir les efforts de son prédécesseur dans le livre blanc, il pourrait peut-être expliquer aux Québécois et aux Québécoises pourquoi lui, ou des membres de son personnel politique, seraient intervenus, il y a environ un mois, auprès de l'administration du ministère de l'Énergie et des Ressources pour demander qu'un moratoire soit décrété sur la distribution du livre blanc "Bâtir une forêt pour l'avenir".

Il est évident que ce qui pressait pour l'Opposition du temps ne presse plus une fois que cette dernière est devenue le gouvernement. Le 15 avril dernier, le ministre délégué aux Forêts m'a répondu à l'Assemblée nationale que le monde forestier devra se contenter d'ici à quelques semaines du dépôt, non pas d'une loi ferme, mais bien d'un avant-projet de loi, ce qui permettra sûrement au nouveau gouvernement libéral d'abandonner certains grands principes du livre blanc, en particulier si ces choix sont mal reçus par l'industrie forestière par les producteurs de bois privés ou encore par les coopératives forestières du Québec.

Pour nous, membres de l'Opposition à l'Assemblée nationale, il s'agirait de tout un recul pour le secteur de la forêt et pour la collectivité québécoise en son entier. Comme dans beaucoup d'autres domaines, dont la taxe ascenseur sur l'essence et l'universalité des services sociaux, les Québécois et les Québécoises sont actuellement en mesure de constater que le gouvernement du Parti libéral a deux discours. Il avait un discours, au cours de la campagne électorale, qui induisait la population du Québec en erreur, et, une fois élu au gouvernement, il continue d'induire la population du Québec en erreur. Malgré notre insistance après six mois de pouvoir du Parti libéral, les intervenants du milieu forestier ne savent toujours pas ce que compte faire le gouvernement libéral avec les propositions du livre blanc sur la politique forestière.

Je m'en voudrais, cependant, de ne pas terminer cette courte allocution sans féliciter tous les organismes qui tiennent des

activités spéciales de reboisement et de sensibilisation à l'utilité de l'arbre à l'occasion de la Semaine de l'arbre et de la forêt. Je pense ici principalement aux Clubs 4-H du Québec, à l'Association forestière québécoise, à l'Ordre des ingénieurs forestiers et, bien sûr, à l'Association des techniciens forestiers du Québec qui a offert lundi dernier - écoutez bien! - un cèdre rouge à l'Institut Armand-Frappier en reconnaissance de son travail dans le domaine de la recherche forestière.

Je voudrais spécifier ici avant de vous remercier qu'il est nécessaire aujourd'hui d'inviter toute la population du Québec, les hommes et les femmes du Québec, à s'embarquer dans un avenir extrêmement rapproché pour que notre forêt au Québec ait une valeur réelle d'ici à quelques années, bien entendu en souhaitant ardemment que le gouvernement prenne une décision favorable envers cette forêt face au livre blanc qui a été déposé l'an dernier. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président: Merci, M. le député de Duplessis.

Est-ce que la motion est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. le chef de l'Opposition.

Appui aux mouvements voués à la défense des droits de la personne

M. Pierre Marc Johnson

M. Johnson (Anjou): Oui, M. le Président. Je requiers le consentement de l'Assemblée pour que la motion suivante soit débattue et adoptée: "Qu'à l'occasion du 25e anniversaire d'Amnistie internationale, l'Assemblée nationale appuie les mouvements voués à la défense des droits de la personne et invite toutes les Québécoises et tous les Québécois à se préoccuper activement de la liberté d'opinion partout dans le monde."

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement pour débattre la motion du chef de l'Opposition?

M. le chef de l'Opposition, vous avez la parole.

M. Johnson (Anjou): Il y a exactement 25 ans aujourd'hui un homme lançait un appel pour l'amnistie des prisonniers politiques détenus un peu partout dans le monde. Cet homme, l'avocat britannique Peter Benenson, venait de jeter les bases d'une organisation internationale vouée à la défense des droits de la personne, Amnistie internationale. Il aura démontré, par son engagement, son courage, sa vision des

choses, que la foi peut déplacer des montagnes car seule la foi qu'il pouvait avoir dans la nature humaine aura su mobiliser des milliers de personnes à partir d'un simple article qu'il devait publier dans le quotidien *The Observer*, en Angleterre.

Amnistie internationale, c'est aujourd'hui 500 000 membres dans 130 pays, ce sont des dizaines de missions dans différents pays qui enquêtent, qui s'enquêtent de l'état d'un certain nombre de personnes qui sont des prisonniers d'opinion ou qui subissent la torture et c'est évidemment un rapport annuel qui ne saurait laisser indifférents les gens préoccupés de liberté, de droits de la personne et de liberté d'expression.

Amnistie internationale au Québec, c'est la majorité des 18 000 membres de la section dite canadienne francophone de cet organisme qui, depuis sa fondation en 1978, a mené un certain nombre de campagnes de sensibilisation de l'opinion publique, notamment à l'égard de la torture en 1983-1984 et plus récemment une campagne à l'égard de l'égalité des droits contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Amnistie internationale, dans cette section où sont regroupés des Québécois, a aussi obtenu par son travail, cette sensibilisation des personnes ici mais aussi des gouvernements où sont détenus des prisonniers d'opinion, la libération de 17 prisonniers politiques ou d'opinion.

Quant à la torture, cette organisation fait ici cause commune avec la Commission des droits de la personne pour obtenir que le gouvernement canadien ratifie l'accord international survenu sur la torture en août 1985.

À l'égard de l'Afrique du Sud, nous aurons d'ailleurs au Québec très bientôt l'occasion remarquable, qui j'espère sera remarquée, d'avoir la présence chez nous d'un prix Nobel tout récent qu'est Mgr Desmond Tutu qui viendra nous entretenir des problèmes de ce pays où la liberté d'opinion, la recherche de l'égalité ont malheureusement mené ici à l'emprisonnement ou à la répression.

Mgr Tutu, prix Nobel, n'a jusqu'à maintenant pas prôné la violence pour obtenir l'égalité entre Noirs et Blancs en Afrique du Sud et il sera en mesure d'en entretenir longuement ses auditoires montréalais et québécois bientôt.
(16 h 20)

Le lendemain, le 3 juin, c'est le fondateur d'Amnistie internationale, Peter Benenson, qui sera à Québec en compagnie, cette fois, du premier président de la section canadienne d'Amnistie, John Peters Humphrey, juriste de grande réputation internationale qui, on le sait, aux Nations Unies, a été un des conseillers principaux en matière de droits et libertés. Je souhaite

qu'à l'occasion de ces visites et qu'à l'occasion du 25^e anniversaire, nous puissions considérer que c'est le moment d'entendre cet appel en faveur des droits de la personne, de la liberté d'opinion, des droits civils et politiques, tels qu'ils sont définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies.

Je sais, M. le Président, que de nombreux députés en cette Assemblée sont préoccupés par ces questions, certains même sont membres d'Amnistie internationale. Je pense à mon collègue, le député de Verchères, et je pense à l'intérêt qu'y porte ma collègue, la députée de Maisonneuve. Je sais aussi que le député de Laurier, à toutes fins utiles, peut être considéré comme s'associant à cette motion, compte tenu de l'intérêt qu'il porte à cette question. Je souhaiterais que des efforts conjugués de part et d'autre de l'Assemblée puissent permettre à l'Assemblée nationale du Québec de mettre sur pied éventuellement un groupe de travail composé de parlementaires qui seraient préoccupés par ces questions de la liberté d'opinion et de la liberté des gens dans le monde pour que nous fassions notre part, fût-elle modeste, dans cette recherche d'égalité et de solidarité humaine. Merci, M. le Président.

Le Président: Merci, M. le chef de l'Opposition.

M. le ministre de la Justice, vous avez maintenant la parole.

M. Herbert Marx

M. Marx: Merci, M. le Président. J'appuie le chef de l'Opposition à la présentation de sa motion pour souligner le 25^e anniversaire d'Amnistie internationale. En effet, je suis très heureux que le chef de l'Opposition ait présenté cette motion. De toute façon, je voulais la présenter moi-même, mais il m'a précédé.

L'établissement d'Amnistie internationale démontre qu'une personne peut faire la différence, qu'une personne peut changer le monde. Comme le chef de l'Opposition l'a souligné, c'est Peter Benenson qui a vraiment fait la différence, qui a vraiment changé le monde. Peter Benenson et Amnistie internationale ont fait 25 années de travail au profit des prisonniers d'opinions, des prisonniers politiques, des prisonniers qui n'ont commis aucun acte de violence. Je pense que c'est important de mentionner qu'Amnistie internationale travaille pour la libération des prisonniers politiques qui n'ont commis aucun acte de violence, des gens qui sont en prison à cause de leurs opinions politiques, de leurs opinions religieuses. Comme vous le savez, M. le Président, au Québec, la charte québécoise prévoit, à l'article 10, qu'on ne peut pas

faire de la discrimination contre quelqu'un à cause de ses convictions politiques, à cause de ses convictions religieuses, et ainsi de suite.

J'ai déjà eu l'occasion d'intervenir dans certains dossiers d'Amnistie internationale, section Québec. J'ai étudié des cas précis et je connais bien l'effort souvent déployé par Amnistie internationale, soit par la section de Québec, soit par d'autres sections dans le monde, pour faire en sorte que des prisonniers politiques soient libérés. Le slogan d'Amnistie internationale de cette année est: "25 ans déjà, mais il n'y a pas de quoi fêter". Il faut se réjouir pour ces 28 000 prisonniers politiques qui sont libérés, qui ont été libérés, devrais-je dire, à cause des efforts déployés par Amnistie internationale. Il faut se réjouir pour leur époux, leur épouse, leurs enfants et leurs parents, c'est-à-dire que cela fait des dizaines de milliers de personnes qui ont bénéficié directement des actions d'Amnistie internationale.

En terminant, j'aimerais souligner qu'au Québec, nous avons peut-être tendance à ne pas être souvent sensibles à ces questions des prisonniers d'opinion parce qu'au Québec nous habitons un pays exceptionnel, nous habitons un pays de liberté et de paix. Ce ne sont pas tous les pays au monde qui sont comme le Québec. Merci, M. le Président.

Le Président: Merci, M. le ministre de la Justice. M. le député de Verchères, sur la même motion.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: Merci, M. le Président. Je suis heureux de m'associer à mon chef et au ministre de la Justice et, je présume, à l'ensemble de nos collègues, d'abord à titre de membre d'Amnistie internationale.

M. le Président, j'ai l'impression qu'on sous-estime souvent l'importance des organismes comme Amnistie internationale, de la même façon qu'on sous-estime aussi beaucoup, je crois, l'importance de nos appuis personnels et individuels à des causes et à des organismes comme Amnistie internationale.

Quand on regarde comment se fait le travail d'Amnistie internationale, on se rend compte que chacun de nos appuis, si minimes soient-ils, sont les rouages qui permettent à Amnistie internationale, depuis 25 ans maintenant, de réussir à faire libérer un grand nombre de prisonniers d'opinion dans le monde, de réussir aussi à sortir de l'anonymat ces gens qui, finalement, sont des prisonniers.

En ouvrant le journal ce matin, je regardais la caricature de Girerd dans la Presse. J'invite tous ceux qui nous écoutent aujourd'hui à regarder cette caricature alors

qu'on souligne les 25 ans... C'est un cadre blanc, il n'y a rien, puis il y a un petit point dans le milieu en disant: "Psst! Rappelez-vous que je suis en prison pour mes opinions". Finalement, c'est là le travail d'Amnistie internationale. C'est de faire le "Psst!", le signal à nous tous et nous toutes qui sommes dans des sociétés libres et démocratiques et qui souvent avons tendance à oublier que des milliers de personnes, des dizaines de milliers de personnes et des millions de personnes dans le monde pourrissent dans des cellules, dans des prisons et manquent de cette liberté qui, pour nous maintenant, est une banalité.

Quand on regarde le type de travail que fait Amnistie internationale on se dit que c'est extraordinaire de voir comment ce travail d'enquête, de cueillette d'information réussit à aboutir, malgré les obstacles considérables que les gens rencontrent. Imaginez-vous que les gens qui font de la torture ou qui emprisonnent des personnes pour leurs idées politiques ne vont pas s'en vanter et ne vont pas collaborer avec les enquêteurs et les bénévoles d'Amnistie internationale pour donner de l'information sur les personnes qui sont emprisonnées. Il faut beaucoup d'astuce, beaucoup de capacité et beaucoup de doigté aussi pour ne pas se mêler des conflits politiques afin de réussir à aller chercher de l'information et à alerter l'opinion publique sur des situations et des cas individuels qui doivent être mis à jour.

M. le Président, je pense qu'on doit s'associer à cette motion, qu'on doit, comme députés à l'Assemblée nationale du Québec, dans une société démocratique, dans un État démocratique, inviter l'ensemble de nos concitoyens et de nos concitoyennes à se demander si eux aussi ne pourraient pas être membres d'Amnistie internationale, ne pourraient pas faire un petit quelque chose pour faire en sorte que la démocratie, on puisse nous aussi contribuer à faire en sorte qu'elle s'épanouisse un peu plus dans le monde.

Quand on regarde la réalité moderne, la réalité contemporaine, on peut se demander si la démocratie est majoritaire sur la planète. Peut-être que, dans le fond, on se rendrait compte - M. le Président, je vais conclure sur cela - que la démocratie est minoritaire et qu'il y a peu d'endroits dans le monde qui peuvent jouir de la liberté dont nous pouvons jouir ici au Québec. Dans ce sens, on doit tous être solidaires des causes qui méritent qu'on s'y attarde de plus près.

Je trouve intéressante l'idée du chef de l'Opposition. J'espère que, au-delà de cette idée, l'ensemble des 122 députés de l'Assemblée nationale trouveront le temps, dans les jours qui viennent, à l'occasion du 25e anniversaire d'Amnistie internationale, d'adhérer à cet organisme et de devenir membres d'Amnistie internationale. Merci, M.

le Président.

Le Vice-Président: M. le député de Laurier.

M. Christos Sirros

M. Sirros: Merci, M. le Président. Il serait très difficile, dans le cadre des deux ou trois minutes qui nous sont allouées, de dire beaucoup de nouveau sans être redondant compte tenu de tous les souhaits qui ont été exprimés jusqu'à maintenant. Il est vrai que souvent ici, au Canada et au Québec, on a tendance à tenir pour acquise la liberté dont on jouit. Il est vrai également que si tout le monde disait: "moi je ne peux rien changer", il n'y a rien qui changerait. (16 h 30)

L'idée sur laquelle j'aimerais m'attarder c'est peut-être le rôle plus particulier des parlementaires. Je sais, pour avoir discuté un peu avec la députée de Maisonneuve de l'idée de former un comité de parlementaires sur la question, idée qui a été présentée ici par le chef de l'Opposition... Je le remercie avant et après les motions non annoncées, et pour qu'on puisse finalement trouver qu'il y a au moins certaines choses qui touchent la condition humaine qui méritent d'être traitées avec un respect qui va de soi, disons, dans leur essence même.

J'aimerais peut-être simplement souligner le souhait qu'un comité de parlementaires qui pourrait se prononcer sur des choses qui touchent les droits humains dans le monde, des situations comme on en connaît aujourd'hui en Afrique du Sud, l'apartheid, situation aberrante qui ne devrait pas exister dans le monde, et d'autres situations comme celle-là. J'aimerais peut-être même dire que je prendrai l'engagement, et si la collègue députée de Maisonneuve ou une autre de l'Opposition voulait collaborer avec moi, de convoquer l'ensemble des députés, qui sont intéressés à discuter de cette question, à une réunion où on pourrait, en adultes, former un comité ou un groupe de travail de parlementaires qui pourraient se pencher sur des questions qui devraient toutes nous toucher. Merci.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion du chef de l'Opposition soulignant le 25e anniversaire d'Amnistie internationale est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté.

Aux avis touchant les travaux des commissions, M. le leader adjoint du gouvernement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre: J'avise cette Assemblée qu'à la salle du Conseil législatif, la commission de la culture tiendra des auditions publiques afin d'étudier le statut économique de l'artiste et du créateur, et ce, aujourd'hui après les affaires courantes, jusqu'à 18 heures, et de 20 heures à 22 heures. Ladite commission terminera ses travaux demain, le jeudi 29 mai, au même endroit, de 10 heures à 13 heures, le tout à la suite d'une entente avec l'Opposition. Je donne également avis qu'à la salle Louis-Joseph-Papineau, aujourd'hui, après les affaires courantes, et ce, pour une période d'environ une heure, la commission des institutions poursuivra l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé entreprise ce matin. Je vous rappelle que demain, le jeudi 29 mai, de 10 heures à 12 h 30, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission de l'aménagement et des équipements procédera à une consultation particulière et à l'étude détaillée du projet de loi 190, Loi concernant la ville de La Salle. À la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine, la commission du budget et de l'administration entendra les intéressés et procédera à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: projet de loi 204, Loi sur les placements Normand Inc., projet de loi 240, Loi modifiant la Loi constituant en corporation Casa d'Italia - Maison d'Italie. Merci.

Le Vice-Président: Y a-t-il des questions sur les renseignements pour les travaux de l'Assemblée?

Motion proposant que le gouvernement précise sa politique à l'égard des communautés culturelles et de soutenir la convergence de celles-ci vers la majorité francophone

Nous allons maintenant passer à la période des affaires du jour. Puisque nous sommes mercredi, nous en sommes aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition et nous allons débattre la motion suivante inscrite par le député de Mercier: "Que cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de préciser officiellement sa politique à l'égard des communautés culturelles, d'accélérer la réalisation des mesures mises de l'avant par le gouvernement précédent dans l'énoncé de politique "Autant de façons d'être Québécois" et d'en préserver les acquis, de favoriser la reconnaissance par l'ensemble des Québécois de l'apport des diverses communautés à la

richesse et à la diversité culturelles du Québec et de soutenir la convergence de celles-ci vers la majorité francophone du Québec." Je cède la parole... Un instant...

M. Chevette; M. le Président, est-ce que vous pourriez faire part à cette Chambre, avant même que le chef de l'Opposition prenne la parole, du partage du temps qui a été convenu entre les deux leaders?

Le **Vice-Président:** Très bien. Le partage du temps, finalement, si je regarde l'horloge devant moi, il nous reste 1 h 26 de travaux. Tel qu'il a été entendu, nous réservons dix minutes pour la réplique qui sera faite par le chef de l'Opposition. Il reste 1 h 16, exactement, pour la discussion qui sera partagée, à ce moment, également entre les deux formations politiques. Donc, 38 minutes pour chacune des deux formations politiques. D'accord. Je reconnais M. le chef de l'Opposition.

M. Pierre Marc Johnson

M. Johnson (Anjou): Permettez-moi d'abord de remercier le député de Mercier, mon collègue, l'ancien ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles et des Affaires culturelles, de prendre la parole au début de cette séance. Je sais qu'il aura lui l'occasion à la fois de prendre la parole et de répliquer en mon nom à la fin de nos travaux autour de cette motion.

Le député de Mercier a déposé une motion ainsi libellée: "Que cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de préciser officiellement sa politique à l'égard des communautés culturelles, d'accélérer la réalisation des mesures mises de l'avant par le gouvernement précédent dans l'énoncé de politique "Autant de façons d'être Québécois" et d'en préserver les acquis, de favoriser la reconnaissance par l'ensemble des Québécois de l'apport des diverses communautés à la richesse et à la diversité culturelles du Québec et de soutenir la convergence de celles-ci vers la majorité francophone du Québec."

Essentiellement, M. le Président, l'objet de cette motion est d'attirer l'attention de la ministre et de ses collègues sur l'importance pour le gouvernement du Québec d'établir relativement clairement, dans la mesure où il peut être clair sur cette question, une politique autour de l'intégration et de l'interaction, dirais-je, entre les communautés culturelles au Québec.

Il faut se souvenir que, pour l'essentiel, sur le plan historique, à l'exception de nos compatriotes autochtones, nous sommes tous issus de différentes vagues d'immigration: d'une première, à l'époque de la colonie

française, d'une seconde, après la conquête britannique, et il aura fallu attendre à la fin du XIXe siècle pour voir chez nous déferler successivement des vagues d'immigration provenant tantôt de Juifs d'Europe de l'Est, d'Italiens, de Grecs, de Portugais, d'Espagnols, d'Haïtiens, de Chinois, plus récemment de "boat people" nous venant du Sud-Est asiatique et, de plus en plus maintenant, d'Amérique latine.

Alors qu'en 1901, elles formaient à peine 2 % de la population non-francophone, ces non-Français ou ces non-anglophones, non Britanniques, ces communautés représentent maintenant près de 10 % de la population du Québec. C'est un fait objectif, c'est aussi un fait historique extrêmement important. Cette immigration est essentielle et a été essentielle dans le passé, et elle sera essentielle pour notre avenir car le Québec sera multiculturel ou ne le sera pas. Il doit cependant se faire dans le creuset de l'affirmation de l'existence de cette majorité française qui doit avoir un pouvoir d'attraction de ces communautés culturelles envers elle.

L'immigration nous est essentielle notamment sur le plan économique. Que l'on pense au fait que dans les seules années 1983 et 1984, 870 immigrants investisseurs sont arrivés ici chez nous, au Québec, et ont contribué à une augmentation des liquidités traduites parfois sous forme d'investissements de plus d'un tiers de milliard. Deuxièmement, beaucoup de ces immigrants qui arrivent chez nous sont des gens qui sont prêts à occuper immédiatement une fonction sur le marché du travail, sans compter les milliers d'entre eux et d'entre elles qui sont des travailleurs autonomes dans le commerce, notamment.

Il faut se rappeler aussi que nous avons reçu récemment, sur une base annuelle, environ 17 000 ou 18 000 immigrants par année et que dans la région de Montréal, ces personnes qui nous viennent des quatre coins du monde représentent tout près de 20 % de la population de la grande région montréalaise. Mais l'immigration est aussi une source de diversité sur le plan culturel. Elle permettra au Québec non seulement de s'ouvrir, mais de s'enrichir. Cette immigration est et doit être vue comme l'occasion d'une ouverture du Québec sur le monde, comme l'occasion de l'expression de la solidarité humaine entre des gens différents et comme l'occasion de la recherche de la solidarité dans la diversité. (16 h 40)

L'apport démographique de l'immigration sera pour nous un apport extrêmement important. Lorsque nous constatons que la dénatalité qui affecte notre société ne saurait être renversée ni par quelques discours rapides ni même, semble-t-il, dans un certain nombre de

sociétés, par des politiques même massives sur le plan de la natalité, il faut considérer que l'immigration sera un des apports essentiels à la croissance démographique du territoire québécois. D'où la nécessité d'ouverture à l'égard de ces communautés en même temps cependant que de l'affirmation très claire, très fière aussi et très digne du fait que nous voulons que celles et ceux qui forment la majorité au Québec demeurent une majorité et que le pouvoir d'attraction de cette majorité s'exerce à l'égard des nouveaux arrivants.

Le gouvernement a donc à cet égard des responsabilités considérables. Lorsqu'on pense à ce qui a été fait dans un passé assez récent encore, lorsque nous étions au gouvernement, rappelons-nous que nous avons lancé à l'intention des communautés culturelles un plan d'action pour favoriser non seulement leur développement mais également la meilleure intégration possible, la meilleure coexistence dans un certain nombre d'objectifs communs avec les communautés culturelles. Aménagement et construction de 18 centres communautaires; des budgets qui ont été quintuplés en l'espace de trois ans et qui sont de l'ordre de 2 500 000 \$ maintenant pour l'aide aux organismes; des programmes d'action positive visant à favoriser l'embauche des Néo-Québécois dans la fonction publique qui, on le sait, ont connu des succès extrêmement mitigés d'autant plus qu'ils sont survenus au moment des grandes périodes de compressions budgétaires et de diminution de l'embauche dans la fonction publique; un accès élargi aux services sociaux et aux ressources d'entraide communautaire; des cours de langue d'origine à 17 000 enfants dans des écoles québécoises ou qui sont dispensés par des groupes communautaires aidés par l'État; l'élimination, dans la mesure du possible, des stéréotypes de discrimination culturelle dans nos manuels scolaires et combien d'autres choses que contenait ce plan d'action.

Il faut continuer ces efforts mais il faut avoir une vision d'un Québec diversifié, multiculturel, ouvert sur le monde, riche en solidarité et en échanges entre les groupes mais résolument aussi tourné vers l'affirmation de la majorité française qui, comme seul territoire où elle peut s'exprimer majoritairement, possède le Québec. Lorsqu'on constate, dans certaines études récentes, qu'au-delà de 80 000 Néo-Québécois ont choisi l'anglais comme langue d'usage plutôt que le français alors que quelque 30 000 choisissaient le français, on se rend compte que le pouvoir d'attraction de la majorité sur le territoire québécois ne produit pas les effets qu'il produit habituellement dans d'autres sociétés. Il y a donc encore beaucoup d'efforts à faire.

Le gouvernement libéral pour sa part n'a pas, lui, de véritable politique jusqu'à

maintenant et, à ma connaissance, les engagements qu'il a pris - timides - étaient la continuité de certaines des mesures prises par le précédent gouvernement. Je pense, notamment, à l'idée de faciliter l'accès des services sociaux et de santé alors que déjà onze CLSC desservent ces communautés et donnent déjà en partie des services à des communautés culturelles dans la langue de ces communautés, à la réinstauration des classes d'accueil et de préparation linguistique, à l'encouragement financier et technique des écoles communautaires - il y en avait déjà 27 au moment où nous avons quitté le pouvoir - et, finalement, à la recherche dans la fonction publique d'une représentation significative des communautés culturelles pour ce qui est des emplois. Nous sommes conscients que les décisions de gel d'embauche ne faciliteront pas la tâche. Nous croyons aussi que le gouvernement, dans ses hésitations autour de la loi 101, a envoyé un certain nombre de messages ambigus aux communautés culturelles, lesquels risquent d'être des occasions de tension inutile.

Il faut résolument le dire en toute liberté, en toute volonté aussi et fermement: nous croyons que ce seul territoire en Amérique du Nord où les francophones forment une majorité doit rester français, doit se développer sous le signe de ce caractère distinct du territoire québécois en Amérique du Nord qu'est le français.

Mais le gouvernement, lui, a envoyé des signaux qui ont semé la confusion: autour de l'affichage, autour même de l'action quotidienne de la ministre responsable des Communautés culturelles, qui en a surpris plusieurs. On me l'a dit dans certaines de ces communautés culturelles, plusieurs ont été étonnés de voir la ministre venir leur tenir un discours en anglais dans certaines de leurs réunions, alors que ces communautés, dans de nombreux cas, font des efforts extraordinaires depuis dix ans, vont dans des classes d'immersion totale en français, envoient leurs enfants à l'école française. Dans certains cas, ils ont choisi de le faire alors que la loi ne les y obligeait pas puisque eux-mêmes étaient de deuxième génération et avaient fait leur école primaire en anglais. Ils sont étonnés et surpris de voir que le gouvernement ne semble pas tenir le cap sur ce caractère d'affirmation du territoire québécois qui est un territoire francophone, ce qui n'empêche pas l'ouverture, bien au contraire, mais ce qui balise le terrain des relations entre les communautés.

Le gouvernement doit être clair autour de cette question. Si le Québec doit se faire, comme je crois qu'il doit se faire de façon multiculturelle, si notre population, pour croître, devra compter aussi très largement sur l'immigration, si nous croyons que nous

pouvons développer des valeurs universelles et de définition de progrès collectif sur ce territoire, il faut évidemment le faire dans un climat d'ouverture, d'échange, d'intégration, de ressources que nous mettons à la disposition des communautés culturelles.

Mais nous devons, en même temps, affirmer très clairement que nous considérons que le Québec majoritairement français doit le demeurer et que le fait, d'ailleurs, d'un territoire différent en Amérique du Nord qui soit le Québec multiculturel au creuset d'une culture française plutôt qu'américaine soit en lui-même, dans cette approche très différente du "melting pot" américain ou canadien des autres provinces, soit en lui-même, en Amérique du Nord et dans le monde - pourquoi pas - une contribution à l'idée même de la diversité et de la différence. Encore faut-il, quand on a de tels objectifs, pouvoir les énoncer clairement et agir en conséquence.

Quand je vois le gouvernement qui force la ministre à se battre contre ses collègues pour conserver l'émission Arrimage à Radio-Québec, quand je vois certaines des coupures dans la fonction publique, quand je vois les retards que met le ministre de la Justice à mettre en application la réglementation sur les programmes d'accès, quand je vois les coupures dans le budget des transferts du ministère qui passe de 3 128 000 \$ à 2 600 000 \$, quand je vois le retard à soutenir financièrement les médias ethniques ou interculturels du Québec, qui sont souvent dans des situations fragiles, je me dis que ce gouvernement a besoin de préciser une véritable politique à l'égard des communautés culturelles, de réaliser les mesures contenues dans "Autant de façons d'être Québécois", de soutenir la majorité francophone du Québec, et c'est ce qui fait l'objet de la motion de mon collègue de Mercier, M. le Président, que je souhaite voir adoptée par cette Assemblée. (16 h 50)

Le Vice-Président: Je vais reconnaître, suivant le principe de l'alternance, Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Mme Louise Robic

Mme Robic: Merci, M. le Président. Depuis quelque temps et surtout lors de discussions concernant la langue française, les membres de l'Opposition, et plus particulièrement le député de Mercier, véhiculent une certaine vision de la société québécoise.

Je suis heureuse de profiter de l'occasion qui nous est offerte par la présentation de la motion du député de Mercier pour analyser et commenter cette vision et profiter de la circonstance pour dire publiquement devant cette Chambre

quelle est la vision de notre parti et de notre gouvernement dans la question des communautés culturelles.

Pendant les neuf années où le Parti québécois a été au pouvoir - et je vois que son passage dans l'Opposition ne lui a pas servi à réviser ses positions - il a constamment analysé la société québécoise à partir d'une vision dualiste des choses. Selon le Parti québécois, la réalité peut se diviser en deux parties: d'un côté, vous avez le bien et, de l'autre, le mal. D'un côté, vous avez le Québec et de l'autre, le Canada. D'un côté, vous avez les francophones et, de l'autre, les anglophones. D'un côté, vous avez les bonnes communautés culturelles qui apprennent le français et de l'autre, celles qui apprennent l'anglais.

Avec une pareille vision des choses, il ne faut pas se surprendre que nous ayons assisté, pendant les neuf années de pouvoir du Parti québécois, à un exode massif de Québécois vers les autres provinces. Et parce qu'il s'agissait très majoritairement de Québécois anglophones, le gouvernement qui nous a précédés n'a rien fait pour les retenir. D'ailleurs, ils n'étaient pas rares, parmi les membres de ce parti, ceux qui applaudissaient à ces départs, aveuglés qu'ils étaient par leur vision manichéenne des choses. Ils ne se rendaient pas compte que c'était son propre sang, sa propre vie que le Québec perdait. Pour moi, M. le Président, un Québécois anglophone est tout aussi Québécois qu'un Québécois francophone. Ce Québécois anglophone de langue maternelle ou d'acculturation, il est mon frère, elle est ma soeur, et je ne peux le voir nous quitter en me disant: En voilà un autre de moins. Je considère quant à moi que chaque Québécoise, que chaque Québécois qui nous quitte représente une perte pour le Québec, et l'importance de cette perte ne diminue pas selon la langue maternelle de celui ou de celle qui s'en va.

Ce qui différencie la conception que nous avons au sein de ce gouvernement libéral de celle qui présidait à l'élaboration des politiques au Parti québécois tient dans le fait que nous sommes tournés vers l'avenir alors qu'il rêve au passé.

Il faut cesser de poursuivre le rêve chimérique d'un Québec monolithique français, catholique et blanc. Le Québec de demain, et c'est d'ailleurs déjà en partie le Québec d'aujourd'hui, sera le rassemblement sur cette terre québécoise de gens différents par leur langue, leur couleur, leur religion et leurs coutumes, mais unis dans un vouloir-vivre collectif et prêts à travailler ensemble à l'établissement et au développement d'une société majoritairement francophone au milieu d'un continent très majoritairement anglophone.

Bien sûr, nous avons le devoir, comme gouvernement, de mettre en oeuvre tous les

moyens pour assurer la pérennité de cette société distincte et francophone dans un univers géopolitique complètement dominé par la culture et la langue anglaises. Cette tâche n'est pas aisée, nous en convenons. Mais ce qui nous différencie de nos prédécesseurs, c'est que nous croyons qu'elle est possible dans un tout qui s'appelle le Canada. Alors que le gouvernement qui nous a précédés rêvait de faire un Québec séparé, indépendant, vivant seul en autarcie, croyant se protéger dans sa solitude, nous du Parti libéral, nous croyons que la meilleure façon d'assurer cette pérennité à la société québécoise francophone, c'est qu'elle demeure au sein de la Confédération canadienne. Nous croyons que notre participation à la Confédération canadienne nous protège comme société francophone en Amérique du Nord et que le Canada nous sert de bouclier face à la proximité envahissante de la vie et de la culture américaines. Cette conviction ne nous enlève pas par ailleurs notre vigilance face au gouvernement fédéral. Nous croyons qu'il faut cesser de voir, de regarder nos frères et nos soeurs québécois anglophones comme des ennemis potentiels rêvant de la disparition totale de la langue française sur le continent américain.

Voilà plus de 200 ans que la communauté anglophone est établie au Québec. Cela ne serait-il pas suffisant pour en faire une partie intégrante, indissociable et j'allais dire indispensable à la société québécoise? Il faut cesser de voir la présence anglophone au Québec comme une erreur historique, un malheureux accident de l'histoire. La présence anglophone au Québec est une donnée de société, un fait historique, une réalité enrichissante.

De tout temps, les minorités ethniques et culturelles ont toujours craint pour leur identité. Elles se sont toujours senties menacées dans leur survivance. Au Québec, la situation se complique du fait que le groupe francophone est minoritaire en Amérique du Nord et majoritaire au Québec alors que le groupe anglophone est minoritaire au Québec et majoritaire en Amérique. Il faut éviter, M. le Président, que nos craintes et nos angoisses de société minoritaire en Amérique du Nord ne viennent nous dicter, en tant que société majoritaire au Québec, des gestes irréflectifs. Il est, en effet, bien peu de domaines où l'angoisse et la peur se soient montrées de bonnes conseillères.

Les périodes électorales aidant, le Parti québécois s'est senti soudain emporté d'un amour tout aussi total que subit envers les communautés culturelles. Il faut, en effet, se souvenir que c'est à la veille des élections de 1981 que fut rédigé très rapidement, si mes renseignements sont exacts, le plan d'action du gouvernement du Québec à l'intention des communautés culturelles. Je

trouve pour le moins étrange que le député de Mercier nous demande aujourd'hui d'accélérer la réalisation des mesures mises de l'avant par cet énoncé alors que le gouvernement auquel il appartenait a eu plus de quatre ans à sa disposition pour réaliser ces mesures. Faut-il comprendre que le député de Mercier nous demande de réussir là où son gouvernement a échoué? Eh bien, je peux le rassurer. Nous avons l'intention de réaliser nos objectifs pour et avec les communautés culturelles.

D'ailleurs, il n'y a qu'à jeter un coup d'oeil rapide sur les membres de cette Assemblée pour savoir à quel parti les communautés culturelles ont fait confiance lors des dernières élections. Ce choix qu'elles ont fait du Parti libéral ne m'étonne pas. En effet, les communautés culturelles ont très bien senti que la philosophie de notre gouvernement et de notre parti en était une d'ouverture, d'accueil, d'égalité, d'enrichissement dans la diversité et de respect. Pour nous, un Québécois, ce n'est pas uniquement un francophone blanc catholique, mais tout individu, quelle que soit son origine, quelle que soit sa couleur, quelle que soit sa race, quelle que soit sa religion, qui a décidé de faire du Québec son espace de vie, le temps de son présent et l'avenir de ses enfants. À ces nouveaux arrivants, à ces communautés culturelles qui se développent chez nous, nous leur disons notre joie de les accueillir et de les aider à s'intégrer avec harmonie et dignité au sein de la majorité francophone. Nous voulons que cette intégration respecte le choix historique fondamental de la société québécoise de demeurer francophone tout en protégeant et en s'enrichissant de la diversité des cultures nouvelles.

Il n'est pas possible dans un débat sur les communautés culturelles de ne pas parler d'immigration. On réalise en effet que le Québec est composé de communautés culturelles et que chaque membre de ces communautés culturelles a commencé par être un immigré. Nous sommes tous des immigrés. Nous sommes tous des descendants d'immigrés. Cette réalité présente et passée risque de devenir encore plus importante dans le contexte démographique que connaît présentement le Québec.

(17 heures)

Les experts en effet s'entendent pour prédire que la population du Québec va commencer à diminuer au début du siècle prochain. D'une période de surfécondité, le Québec est passé à une période de sous-fécondité. Le taux moyen de fécondité actuelle de 1,4 est largement insuffisant pour assurer le remplacement des générations. À moins donc de rêver d'une nouvelle revanche des berceaux, il nous faudra, dans l'avenir, compter encore davantage sur l'immigration si nous visons à une stabilisation démographique.

J'aurai d'ailleurs à présenter au cours des semaines qui viennent des propositions au Conseil des ministres pour fixer les nouveaux niveaux d'immigration du Québec pour les années à venir. Mais, d'ores et déjà, il m'est possible de vous dire qu'un gouvernement du Parti libéral misera sur l'avenir et fera confiance à la capacité du Québec d'intégrer un plus grand nombre de nouveaux citoyens.

Pourtant, ces nouveaux citoyens, l'expérience des récentes années nous le prouve, seront majoritairement non francophones et une part de plus en plus importante d'entre eux appartiendra à ce que nous appelons les minorités visibles. Il nous appartiendra de ménager à ces nouveaux Québécois un accueil qui les convainque qu'ils sont les bienvenus chez nous.

Comment, M. le Président, pourrions-nous convaincre ces personnes qu'elles sont bienvenues chez nous si elles doivent découvrir que nous ne traitons pas avec dignité, justice et égalité nos frères québécois anglophones et allophones? Je crois que la meilleure façon de convaincre les communautés culturelles de l'intérêt sincère que leur porte le gouvernement québécois, leur gouvernement, c'est d'établir une politique fondée sur la fraternité et non sur la différence, la confrontation.

Il nous faut cesser de considérer les non francophones comme des étrangers. Il nous faut cesser de considérer tous les étrangers comme des dangers. Le Québec de demain, soyons-en certains, sera multi-ethnique, multiracial. Il nous appartient à nous, le gouvernement, de voir à ce que cette richesse ne s'éparpille pas, mais qu'au contraire elle contribue à façonner un tissu culturel, social qui soit homogène dans la diversité et harmonieux dans le pluralisme.

Nous ne voulons pas d'une société cloisonnée où chaque groupe vit en parallèle avec son voisin. Nous souhaitons, et nous allons y travailler, l'édification d'une société ouverte dont le centre de gravité sera, bien sûr, la majorité francophone mais où pourront également vivre et se développer sur tous les plans: économique, social et culturel, des individus venant de tous les horizons géographiques, culturels et linguistiques. Il ne s'agit pas là de rêves utopiques. Notre société a, en effet, montré dans un passé encore très récent qu'elle savait accueillir des gens qui venaient d'autres pays et d'autres continents, qu'elle savait leur faire une place, qu'elle savait les intégrer tout en les respectant dans leur diversité ethnoculturelle.

Ce qu'il nous faut, c'est travailler d'arrache-pied pour que la société québécoise, dans son ensemble, accepte comme un enrichissement l'apport des communautés culturelles. Ce qu'il nous faut, c'est travailler à ce que ces communautés s'intègrent le plus harmonieusement possible

au sein de la société québécoise et, plus particulièrement, de la majorité francophone. Ce qu'il nous faut, c'est travailler à valoriser les communautés culturelles en les aidant à s'intégrer aux secteurs d'activité où elles sont actuellement sous-représentées. Ces objectifs, qui sont ceux de mon parti, sont également ceux qui ont guidé les actions que, en quelques mois, nous avons eu le temps d'entreprendre.

Au-delà des grandes questions que je viens d'aborder et qui toutes sollicitent la maturité démocratique de la société québécoise, je crois qu'il convient de dresser un bilan sommaire des mesures et des actions déjà entreprises par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration pour les membres des communautés culturelles. Vous constaterez que ce bilan est axé sur des mesures, réalisations ou projets très concrets. Il n'y a pas d'intégration possible sans une intégration harmonieuse au marché du travail. Des membres des communautés culturelles investissent et créent des emplois. D'autres, toutefois, rencontrent des problèmes particuliers dus au fait qu'ils sont membres de communautés culturelles et qu'à ce titre, un certain nombre d'emplois leur sont soit refusés, soit beaucoup moins accessibles.

Nous reconnaissons que nous venons de vivre des années difficiles et que les circonstances ne nous ont sans doute pas permis d'ouvrir réellement les portes de la fonction publique aux communautés culturelles. Il serait d'ailleurs irréaliste de se donner pour objectif à court terme la représentation proportionnelle au sein de la fonction publique, comme l'a fait d'ailleurs le dernier gouvernement. Les attentes, on s'en souvient, ont été grandes et les déceptions à la mesure de ces attentes. Notre objectif à nous est d'atteindre une représentation significative, c'est-à-dire que nous voulons nous assurer de la présence de représentants des communautés culturelles à des postes clés et en nombre suffisant au sein de la fonction publique et du parapublic. Un premier pas d'ailleurs a été franchi au moment de la formation du cabinet et par la nomination de membres des communautés culturelles à divers conseils d'administration. On peut en citer quelques-uns; je peux citer la Société immobilière du Québec, la Société du stade olympique, la Société québécoise d'assainissement des eaux et plusieurs autres. Mon ministère, en collaboration avec nos collègues responsables à divers titres des programmes d'égalité en emploi, entend consacrer toutes les énergies nécessaires à l'atteinte de l'objectif contenu dans le programme de notre parti.

Encore récemment, mon ministère a participé avec celui de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science, à

d'importantes rencontres portant sur la formation professionnelle. On sait combien il est indispensable que le Québec, s'il veut intégrer harmonieusement ses nouveaux citoyens au marché du travail, leur permette de se recycler d'un point de vue professionnel. Ces rencontres avec des gens du milieu, avec des représentants des communautés culturelles permettront, j'en suis certaine, de mettre au point dans un avenir très prochain un train de mesures qui ira dans le sens des objectifs poursuivis.

Récemment, le secrétaire du Conseil du trésor a transmis au ministère le rapport d'évaluation de la politique d'accès à l'égalité en emploi dans la fonction publique pour les membres des communautés culturelles. Je transmettrai, d'ici la fin de juin, mes recommandations dans ce dossier au Conseil du trésor. Sur le contenu de ces recommandations, je suis déjà en mesure d'apporter les précisions suivantes: J'entends d'abord convaincre mes collègues, sans difficulté, j'en suis sûre, qu'il importe de hausser l'objectif de représentation dans la fonction publique des membres des communautés culturelles en fixant notamment des objectifs réalistes, tant quantitatifs que qualitatifs à chaque ministère et organisme. J'entends veiller, même à un moment où les actions du gouvernement précédent nous obligent à administrer un large programme de redressement budgétaire, à ce que les fonds requis soient rendus disponibles pour la mise en oeuvre du programme d'accès à l'égalité en emploi dans la fonction publique.

J'entends aussi, à cause de la concentration géographique des membres des communautés culturelles dans la région de Montréal, favoriser prioritairement l'implantation du programme dans cette région. On sait que 88 % des membres des communautés culturelles sont établis à Montréal, alors qu'une bonne part des dirigeants et des effectifs de la fonction publique sont établis à Québec. Le ministère apporte donc son appui aux récents énoncés de politique adoptés par le Conseil du trésor dans ce domaine. Selon ces énoncés, les ministères et organismes doivent veiller à ce que leurs orientations en matière de développement de ressources humaines contribuent notamment à accroître la mobilité des personnes faisant partie des communautés culturelles et à favoriser l'évolution de l'ensemble du personnel de la fonction publique à l'égard de ces personnes. (17 h 10)

C'est pourquoi j'ai demandé à mes fonctionnaires chargés de ces dossiers de jouer un rôle de catalyseur auprès des organismes centraux comme le Conseil du trésor et l'Office des ressources humaines. Ces organismes souhaitent recourir à l'expertise du ministère pour répondre à des besoins de sensibilisation et de formation de

personnes ainsi qu'à des besoins de liaison avec les organismes des communautés culturelles. Ces organismes désirent aussi - et nous nous engageons à le faire - que le ministère participe à la diffusion de la politique d'accès à l'égalité en emploi dans le réseau des COFI et des organismes des communautés culturelles.

Quant aux autres programmes d'accès à l'égalité prévus par la Charte des droits et libertés de la personne et qui ne sont pas relatifs à l'emploi, j'entends, à partir d'un plan d'action actuellement en préparation au sein du ministère, promouvoir ces programmes dans les réseaux d'établissements et d'organismes du gouvernement du Québec, notamment afin d'inclure les communautés culturelles dans les groupes cibles visés.

Fidèle à la politique de mon parti concernant les communautés culturelles, je me suis donné comme objectif prioritaire pour l'année en cours de promouvoir au maximum les programmes visant à combattre le racisme et d'aider les femmes immigrées et les minorités visibles. J'ai fait réviser les différents programmes de subventions pour m'assurer qu'ils traduisent dans les faits ces priorités. Des séances intensives de travail sont en cours actuellement avec tout le personnel de la Direction des communautés culturelles pour que chacun apporte sa contribution personnelle à cette révision. Je crois en effet que nous avons tout avantage à profiter au maximum de l'expérience et des connaissances acquises au fil des ans par notre personnel.

Il est impérieux que nous nous assurions que nos divers programmes permettent réellement d'atteindre les buts que nous nous sommes fixés. Parmi les priorités d'action que je me suis fixées, il y en a une qui, je crois, recevra l'approbation unanime de tous les membres de cette Assemblée, c'est celle de combattre le racisme. La Commission des droits de la personne a une responsabilité particulière dans la lutte contre le racisme. Mon ministère est étroitement lié aux programmes et aux activités de cet organisme. Des relations sont établies entre nos personnels respectifs et notre expertise est mise à profit.

De plus, mon ministère encourage et offre son soutien technique et financier à des initiatives engagées par le milieu et ces organismes: il tient des colloques, des rencontres, des manifestations. Dans le cadre de cette activité, des projets communs sont en cours avec la Commission des écoles catholiques de Montréal: production du calendrier des communautés culturelles, publication de contes et légendes des communautés culturelles à titre d'instrument pédagogique.

J'ai également augmenté les subventions aux communautés culturelles qui risquent le plus d'être objet de racisme. Il faut prendre

les devants dans la lutte contre le racisme pour éviter que ne se développent ici des attitudes discriminatoires envers les minorités visibles. Depuis mon entrée en fonction, j'ai tenu à assister personnellement à différentes rencontres et colloques ayant pour thème le racisme. Notre vigilance et notre appui aux organismes combattant le racisme l'empêcheront, nous l'espérons de tout coeur, de se développer ici.

On comprendra que j'attache une importance particulière aux conditions de vie des femmes immigrées. Il convient de rappeler que 270 000 Québécoises, soit 8 % de la population féminine, sont nées à l'étranger. Des difficultés spécifiques contribuent à ralentir l'intégration de ces femmes à la communauté québécoise: méconnaissance de la langue, formation professionnelle insuffisante, analphabétisme et, dans certains cas, sentiment d'isolement. C'est à la solution de ces problèmes que s'attaquera l'action de mon ministère au cours de cette année. Dans ce dossier des femmes immigrées, notre gouvernement entend aussi agir par des mesures concrètes qui seront annoncées dès demain au cours d'une conférence de presse où sera présenté le plan d'action gouvernemental en matière de condition féminine.

Je voudrais retenir encore quelques instants l'attention de cette Chambre pour insister sur nos programmes de francisation des immigrés. Mon ministère consacre près de la moitié de son budget à l'apprentissage du français. Nos COFI par des cours à temps plein rejoignent plus de 2000 personnes par année. De plus, nous avons mis au point différentes formules de cours à temps partiel qui se distinguent par leur souplesse quant aux endroits où ces cours peuvent être donnés, locaux des différents groupes ethniques, CLSC et le reste, et par le contenu pédagogique qui tient essentiellement compte des besoins exprimés par la clientèle. L'ensemble de ces cours à temps partiel nous permet de compter plus de 10 000 inscriptions par année. Alors que mon ministère consacre près de la moitié de ses ressources humaines et matérielles à la francisation de nos nouveaux citoyens, on voudrait faire croire que je ne respecte pas le fait français au Québec. Je sais que la population n'est pas dupe et qu'elle apprécie les efforts accomplis par mon ministère en ce domaine.

Motion d'amendement

Voilà les quelques points sur lesquels je voulais attirer l'attention de cette Assemblée. Ils résument la politique de notre gouvernement et de notre parti et correspondent exactement à mon approche personnelle. Afin que la motion déposée soit également le reflet de cette vision, je

souhaite y apporter l'amendement suivant: "Que la motion en discussion soit amendée: 1- en remplaçant dans la deuxième ligne les mots "préciser officiellement" par les mots "poursuivre la mise en oeuvre de"; 2- en retranchant dans la troisième ligne les mots "d'accélérer" de même que les quatrième, cinquième, sixième et septième lignes jusqu'au mot "acquis" inclusivement; 3- en remplaçant dans les deux dernières lignes les mots "la convergence de celles-ci vers" par les mots "leur intégration harmonieuse au sein de la société québécoise et plus particulièrement de".

La motion amendée se lirait comme suit: "Que cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de poursuivre la mise en oeuvre de sa politique à l'égard des communautés culturelles, de favoriser la reconnaissance par l'ensemble des Québécois de l'apport des diverses communautés à la richesse et à la diversité culturelles du Québec et de soutenir leur intégration harmonieuse au sein de la société québécoise et plus particulièrement de la majorité francophone du Québec." Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Merci, Mme la ministre. Nous avons votre proposition d'amendement. Je suggère de prendre en considération cet amendement proposé par Mme la ministre. Au lieu d'ajourner le débat, je proposerais au député qui doit prendre la parole s'il veut procéder à son intervention pendant que nous examinerons cette motion d'amendement. J'en donnerai également copie à l'Opposition pour qu'elle puisse l'examiner. S'il y a quelque représentation à faire sur la recevabilité de la motion, peut-être qu'après votre intervention, nous pourrions y procéder avant que je puisse me prononcer sur la recevabilité ou non de la motion.

Est-ce qu'on convient de procéder de cette façon? Très bien. Dans ces conditions, je reconnais maintenant le droit de parole du député de Mercier. Je vous précise qu'il reste exactement 22 minutes à votre formation politique, outre le droit de réplique qui s'ajoute à ces 22 minutes. M. le député de Mercier.

M. Gérald Godin

M. Godin: M. le Président, je pense qu'il faut remonter un peu dans le temps pour se mettre dans le climat d'une époque où il y avait sur la mer ce qu'on appelait des "boat people", des réfugiés de la mer, et rappeler aussi que le Québec a été le premier État au monde à aller chercher un bateau de réfugiés, le Hai Hong et à amener au Québec des centaines de réfugiés et à demander par l'entremise des Églises du Québec, par l'entremise d'un tas de réseaux existants sociaux, religieux et autres

d'accueillir ces réfugiés dans les diverses régions du Québec avec le résultat que 1000 organismes sociaux, paroissiaux et autres se sont organisés pour servir de parrains à ces réfugiés et ainsi s'assurer que le Québec serait pour eux une terre d'accueil, une terre dans laquelle ils se sentiraient chez eux et se développeraient normalement.

Cette réalité québécoise d'hospitalité, d'accueil et de générosité contredit parfaitement les caricatures grossières de Mme la ministre de l'Immigration comme si cela n'avait pas existé et comme si elle n'avait pas vu cette époque du Québec, époque d'ailleurs qui a donné au Québec dans le monde entier... Si j'en juge par la réaction des gens du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies qui siège à Genève, chaque fois que le Québec prenait la parole, le Haut-Commissariat écoutait attentivement, parce que le Québec avait la réputation d'être le plus généreux des États qui avaient aidé les réfugiés de la mer, les "boat people". Donc, cette image a contribué à faire savoir que même si, dans plusieurs pays du monde, il y avait des catastrophes naturelles ou des troubles politiques quelconques, il y avait pour les damnés de la terre un peu de lumière au bout du tunnel, un peu d'espoir. Le Québec a été fidèle et conforme à cette image depuis cette époque des "boat people".

(17 h 20)

C'est ainsi que chaque mois, encore maintenant, le Québec reçoit des réfugiés par centaines qui ont choisi le Québec parce que le Québec leur semblait une terre où ils pourraient refaire des racines, refaire une famille, se développer économiquement, socialement, personnellement et culturellement.

Mieux encore, il faut souligner ce que le Québec a fait lui-même de son côté pour que les cultures de ces groupes soient préservées ainsi que leur langue, leur réalité culturelle, historique et autres. Il intervient donc au Québec simultanément des changements de mentalité, une meilleure connaissance des autres. Et qui dit connaissance dit respect. Ce qui suit le respect, c'est la fierté chez ceux qui sont respectés. Ils choisissaient le Québec parce qu'ils y étaient bien.

On peut se demander si cet élan du coeur, que l'on voyait à l'époque, se manifeste encore au Québec. On se souviendra aussi que M. Jacques Couture, à l'époque, avait lancé une souscription pour venir en aide au Cambodge. Il avait récolté 100 000 \$ au Québec, qui venaient de la poche des Québécois et des Québécoises, illustrant une nouvelle fois la générosité des Québécois et leur désir de tendre la main aux damnés de la terre, ce qui est loin, je le répète, des caricatures grossières de la ministre de l'Immigration qui vient d'évoquer

une époque, celle d'il y a vingt ans, comme si, depuis vingt ans, rien au Québec n'avait changé.

De plus, le gouvernement du Québec était devenu le porte-parole des démunis. Le ministère de l'Immigration parcourait le globe pour identifier, dans les camps de réfugiés, ceux qui étaient refusés partout: des handicapés, des malades, des mal pris ou des personnes que le bloc de l'Ouest soupçonnait d'être d'éventuels espions, des dangers sociaux éventuels pour les pays qui les accepteraient. Or, le Québec avait ouvert la marche pour accueillir ces personnes ici. Jusqu'à ce jour, on n'a jamais eu vent d'aucun cas de ces personnes qui soi-disant auraient été des sources de difficultés sociales. Au contraire chacune de ces personnes est devenue un acquis pour le Québec et a contribué à réimplanter ici sa communauté elle-même, d'une part, et, d'autre part, à rapprocher les Québécois et les Québécoises de vieille souche de ces nouveaux citoyens en leur ouvrant les yeux sur la réalité d'autres pays, d'autres sociétés, d'autres communautés.

Il y avait donc là un Québec nouveau. Ce qu'on voit aujourd'hui, c'est que l'élan du coeur semble terminé. La ministre a mis un terme à l'existence du poste de secrétaire général aux réfugiés qui parcourait le monde et fréquentait les groupes où ces problèmes se discutaient afin que le Québec soit, demeure et reste une terre d'accueil, comme je l'ai dit, une lumière au bout du tunnel pour les pays et les citoyens mal pris dans le monde. Ce que nous visions ici même, au Québec, c'était de prendre les moyens, grâce au plan d'action pour les Québécois, pour assurer à ces nouveaux citoyens non seulement l'égalité, mais une chance de parvenir à des emplois de fonctionnaires ou autres au Québec.

J'aimerais, Mme la Présidente, que la ministre nous dépose des chiffres concrets sur le nombre de postes créés par le gouvernement depuis le 2 décembre et nous dise combien de ces postes, ont été donnés à des membres des communautés culturelles du Québec. On a eu des évocations vagues. J'aimerais plus de précision, Mme la Présidente, des chiffres concrets. Combien de postes ont été créés par le gouvernement, combien de nominations ont été faites et, de ces postes et nominations, combien ont été faits en faveur des communautés culturelles?

La ministre nous dit qu'elle a reçu le rapport du Trésor qui fait état de la situation présente par rapport à l'entrée des communautés culturelles dans la fonction publique. Nous aimerions qu'elle dépose ce document devant cette Assemblée afin que nous puissions voir de près, chiffres en main, si des progrès ont réellement été faits ou s'il s'agit encore là de paroles ou de promesses en l'air.

Je conserverai mon temps de réplique pour tout à l'heure, Mme la Présidente, je passe la parole à ma collègue. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Mercier.

M. le député de Viger.

M. Cosmo Maciocia

M. Maciocia: Merci, Mme la Présidente. Étant moi-même d'origine italienne je sais pertinemment que tout émigrant qui choisit le Québec espère y trouver une terre d'adoption, s'y intégrer rapidement et participer à la société québécoise à part entière. Ils sont nombreux ceux qui, comme moi ont choisi le Québec comme terre d'adoption, et en ce sens notre gouvernement est conscient que sa politique en matière de communautés culturelles doit s'inspirer d'une idée maîtresse, soit la nécessité de faire une meilleure place aux citoyens québécois membres des communautés culturelles: non seulement par souci de justice à leur égard, mais aussi...

Mme Juneau: Je m'excuse auprès de mon collègue...

La Vice-Présidente: Je m'excuse, M. le député de Viger, sur une question de règlement.

Mme Juneau: On n'a même pas quorum en Chambre. J'aimerais bien que d'autres personnes viennent écouter le député de Viger.

La Vice-Présidente: Est-ce qu'on pourrait faire le compte? Est-ce que vous pourriez prendre les présences?

Une voix: Quorum.

Mme Juneau: Quorum! On n'a pas quorum, il faut douze personnes au moins.

La Vice-Présidente: Est-ce que vous pourriez compter, M. le secrétaire, s'il y a effectivement quorum?

Qu'on appelle les députés!

Le quorum étant atteint, nous allons poursuivre avec l'intervention du député de Viger.

M. Maciocia: Merci, Mme la Présidente. Comme je le disais, ils sont nombreux ceux qui, comme moi, ont choisi le Québec comme terre d'adoption, et en ce sens notre gouvernement est conscient que sa politique en matière de communautés culturelles doit s'inspirer d'une idée maîtresse, soit la nécessité de faire une meilleure place aux citoyens québécois membres des communautés

culturelles: non seulement par souci de justice à leur égard, mais aussi parce que l'apport culturel de ces citoyens à la vie économique, sociale, culturelle et politique est largement au-dessus de son énorme potentiel. Aussi, notre gouvernement entend-il mettre de l'avant, dans le cadre de ce premier mandat, un grand nombre de mesures qui ont comme point commun d'être très réalistes et de ne créer aucune attente irréalisable chez nos concitoyens membres des communautés culturelles.

À ce propos on se souviendra que l'ancien gouvernement a adopté en 1981, justement quand le député de Mercier était ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, un plan d'action qui a créé beaucoup d'attentes et engendré beaucoup de déceptions. On se rappelle que le défunt CIPACC a d'ailleurs évalué seulement à 10 % le taux de réalisations des mesures promises par ce gouvernement. Seulement 10 % des mesures promises par ce gouvernement et par le député de Mercier, qui était alors ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, ont été réalisées.

Nous avons donc comme principale préoccupation de prendre des mesures très concrètes qui auront pour effet de s'attaquer aux véritables problèmes vécus quotidiennement par chacun de ces concitoyens membres des communautés culturelles.

Nous entendons donc prendre des mesures touchant les diverses communautés culturelles pour atteindre trois objectifs: l'acceptation, l'intégration et la valorisation.

En observant la conjoncture démographique actuelle on peut concevoir aisément un Québec de plus en plus composé de personnes venant d'autres pays et véhiculant d'autres cultures. Pour cette raison il est de notre devoir non seulement de leur réserver un accueil chaleureux mais également de promouvoir les moyens d'assurer à tous ces nouveaux Québécois un sentiment d'appartenance à la société québécoise.

Notre gouvernement préconise donc une société pluraliste, enrichie par les attributs de ses diverses composantes culturelles, ethniques et linguistiques. Notre conception de cette société est celle-ci: Une mosaïque à l'intérieur de laquelle la créativité et le dynamisme des diverses communautés culturelles renforce le caractère distinct de notre société dans l'ensemble canadien. (17 h 30)

Le 2 décembre 1985 le Québec s'est donné une nouvelle direction. Les Québécois veulent une société prospère et ouverte basée sur les principes de la justice sociale. Notre gouvernement entend mettre en oeuvre des mesures qui assureront à tous les Québécois, de quelque origine qu'ils soient, de pouvoir se sentir chez eux au Québec.

Comme le disait la ministre des

Communautés culturelles et de l'Immigration, la société québécoise de demain doit être riche dans sa diversité, ouverte dans son esprit et intègre dans son approche. La ministre m'a chargé en tant qu'adjoint parlementaire de suivre les travaux du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration. Ce conseil, comme vous le savez sans doute, Mme la Présidente, a pour fonction de conseiller la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration dans la planification, la coordination et la mise en oeuvre des politiques gouvernementales dans ce domaine. Par ailleurs, le dossier des femmes immigrées étant un dossier prioritaire pour la ministre, il serait intéressant de noter la création au sein de ce conseil d'un sous-comité traitant de ce dossier. Mme la Présidente, l'un des moyens de reconnaître l'apport énorme des communautés culturelles à notre société est de s'assurer qu'elles trouvent la place qui leur revient.

Je soulignerai qu'une des façons de promouvoir l'intégration à part entière des communautés culturelles à la société québécoise est d'encourager les médias à véhiculer une image fidèle de notre société, société que nous reconnaissons tous comme étant multiethnique et multiraciale. L'une des préoccupations des communautés culturelles, essentielle à leur intégration, à mon avis, est d'obtenir l'accessibilité à tous les services sociaux et de santé. Notre gouvernement s'engage dans une voie plus définie que celle qui a été adoptée par l'ancien gouvernement. Nous ne voulons pas nous limiter à un programme qui vise quelques communautés culturelles et quelques CLSC. Nous visons à ce qu'un décloisonnement se produise dans les CLSC et autres établissements du réseau afin de leur permettre d'offrir leurs services là où la concentration des citoyens et celle des communautés l'exigent. À cette fin, la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration a entrepris des discussions avec sa collègue du ministère de la Santé et des Services sociaux. Elles ont accepté la création d'un groupe de travail composé de représentants des communautés culturelles, du Conseil régional de la santé et des services sociaux de Montréal, de CLSC, d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux. Ce groupe s'est réuni lundi dernier sous la présidence de M. Christos Sirros, adjoint parlementaire de Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Cette équipe a comme mandat de s'assurer que l'accessibilité aux services sociaux et de santé par les membres des communautés culturelles leur sera rendue possible dans leur langue.

Il est bien entendu que je ne fais qu'un survol rapide des politiques de notre gouvernement en matière de communautés

culturelles. Tout le monde sait que le Parti libéral a un esprit très ouvert envers les communautés culturelles, et on a vu encore à la dernière élection que les communautés culturelles ont été un atout pour le Parti libéral parce que ces communautés culturelles, j'en suis convaincu, ont voté en grande majorité pour le Parti libéral à cause justement de sa politique vis-à-vis des communautés culturelles et aussi de sa vision du Québec et de sa vision du Canada.

Mme la Présidente, en tant qu'adjoint parlementaire de la ministre des Communautés culturelles et de l'immigration, je conclurai en vous disant que la priorité du ministère réside dans l'intégration, l'acceptation et la valorisation des membres des communautés culturelles dans notre société. Ce n'est que lorsque nous aurons atteint ces objectifs que nous pourrons avoir le sentiment du devoir accompli. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Viger.

M. le leader de l'Opposition.

M. Chevrete: Mme la Présidente, je viens d'être mis au courant de l'amendement qui a été présenté à la motion présentée par le chef de l'Opposition, et je sais qu'il a été pris en délibéré, Mme la Présidente, mais, à ce stade-ci, est-ce que le président... Je voudrais m'entendre sur sa recevabilité parce que je vous avoue très honnêtement que je viens de le lire et que c'est complètement dénaturé.

La Vice-Présidente: M. le leader de l'Opposition, le vice-président est ici présent et comme il a reçu l'amendement, je vais lui permettre de reprendre son siège.

Le Vice-Président: Alors, M. le leader de l'Opposition, vous vouliez plaider sur la recevabilité, c'est cela et donner vos commentaires.

M. Chevrete: Oui. S'il vous plaît.

Le Vice-Président: Si vous n'avez pas objection, est-ce que le leader adjoint du gouvernement a quelques prétentions à me soumettre à ce moment-ci?

M. Lefebvre: M. le Président, j'ai déjà eu l'occasion d'interpréter l'article 198 de nos règlements. Mon interprétation était dans le sens suivant: La présidence n'est pas tenue d'entendre les parties sur la recevabilité. La présidence peut décider de le faire si elle le veut bien. C'est évident que je soutiens, de mon côté, que la motion est recevable. Si vous jugez bon d'entendre les deux parties, vous me permettrez d'intervenir après que le leader de l'Opposi-

tion l'aura fait.

Le Vice-Président: M. le leader adjoint du gouvernement, simplement, je peux vous dire à ce moment-ci que je serais prêt à vous entendre, vous, sans entendre nécessairement le leader de l'Opposition. Si vous avez quelques commentaires ou quelques éléments à me soumettre, je suis prêt à vous entendre là-dessus.

M. Lefebvre: M. le Président, je viens de mentionner que, quant à moi, la motion d'amendement présentée par le gouvernement, Mme la ministre, est, semble-t-il, recevable parce que la motion respecte l'esprit de l'article 197 de nos règlements, à savoir que cette motion, en aucune façon, ne va à l'encontre du principe de la motion principale. Le principe semble, quant à moi, être le suivant: à savoir souhaiter l'amélioration du sort des communautés culturelles du Québec et également reconnaître de façon claire l'apport à la société québécoise de nos communautés culturelles.

J'oserais dire que la motion en est une qui vise essentiellement à clarifier le but recherché par la motion principale. Je pense que la motion telle qu'amendée se lit mieux, est écrite dans un meilleur français et respecte essentiellement, comme je viens de le mentionner, le principe recherché par la motion principale. Comme l'indique l'article 197, on ne fait qu'ajouter ou remplacer des mots à la motion principale mais en aucune façon, quant à moi, on ne modifie le principe recherché par la motion principale. Alors, je vous suggère respectueusement, M. le Président, que cette motion est recevable.

Le Vice-Président: Très bien. M. le leader de l'Opposition, je pense que je peux me dispenser de vous entendre là-dessus. Je peux toujours vous entendre mais je... D'accord, je vais vous entendre. Simplement, je peux me juger suffisamment informé en vous disant simplement, à ce stade-ci... Bon d'accord. Je vais vous entendre, M. le leader de l'Opposition. Je voulais tenter de sauver du temps. Je vais vous entendre.

M. Chevette: Mais, M. le Président, c'est moi qui pose la question de règlement.

Le Vice-Président: Oui.

M. Chevette: Vous entendez le leader du gouvernement puis vous dites que vous ne voulez pas m'entendre.

Le Vice-Président: Non.

M. Chevette: Il y a quelque chose que je ne comprends pas.

Le Vice-Président: Un instant. Vous ne comprenez pas. C'est très simple. Je peux vous entendre mais vos paroles seront peut-être futiles parce que la présidence peut décider, sans nécessairement entendre les parties. Je suis prêt à rendre ma décision dans le sens que j'ai entendu... Simplement, c'est que ma décision actuelle sera que je vais rejeter la demande d'amendement de la motion. À ce moment, si je vous entends, je vous entendrai pour rien.

M. Chevette: Je suis d'accord, M. le Président. Mais ce que je veux dire, sans savoir votre décision, vous comprendrez que je trouvais drôle que vous entendiez une partie et que vous n'entendiez pas l'autre. C'est ce que je voulais savoir.

Décision sur la motion d'amendement

Le Vice-Président: Très bien. Je comprenais qu'implicitement, de mes propos, M. le leader de l'Opposition, puisque vous soulevez une question de règlement pour plaider sur la recevabilité, en disant au leader adjoint du gouvernement que je voulais l'entendre, lui, là-dessus c'est qu'implicitement le fondement de la motion ne paraissait pas se conformer à nos règlements.

Quant à la motion d'amendement présentée, je dis qu'elle viendrait modifier certains aspects du principe que sous-tend la motion principale et qu'à ce moment, par l'amendement proposé, certains aspects de la motion principale disparaîtraient, ce qui équivaldrait à ce moment-ci aller à l'encontre de nos règlements. Là-dessus, je me fie entre autres à une décision précédente rendue le 3 décembre 1975 par le président d'alors, M. Jean-Noël Lavoie.

En conséquence, puisque la motion d'amendement touche à certains aspects du principe fondamental de la motion principale et viendrait modifier fondamentalement cette motion, je dois donc rejeter l'amendement proposé par Mme la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles. En conséquence, nous allons poursuivre le débat sur la motion principale et je reconnais Mme la députée de Maisonneuve.
(17 h 40)

Reprise du débat

Mme Louise Harel

Mme Harel: Je vous assure que j'ai évidemment suivi avec passion le débat. Je remercie mon collègue de Mercier d'avoir volontairement réduit son temps de parole pour me permettre d'intervenir sur cette question dont tous mes collègues savent qu'elle me passionne. D'abord, quelques mots

pour dire mon étonnement quant aux propos de la ministre et du député de Viger à la fois blâmant l'Opposition pour une vision dualiste. On nous a dit que nous avions une vision de dualité de la société et, pourtant, les propos que j'ai entendus et de la ministre et du député de Viger étaient une vision dualiste de cette Chambre, de cette Assemblée puisqu'ils prétendent que les communautés culturelles n'auraient fait leur choix qu'en leur faveur. N'est-ce pas là une vision complètement dualiste de la société québécoise? À ce titre comment expliquer l'élection du député de Mercier qui compte un fort important contingent de membres de communautés culturelles dans son comté?

Rapidement, puisque le temps presse, j'ai été fort surpris également d'entendre que le solde migratoire négatif, c'est-à-dire les départs de Québécois vers d'autres provinces, aurait été dû à l'absence d'esprit d'accueil du Parti québécois qui pendant neuf ans a été à la tête de ce gouvernement quand on sait que c'est depuis 1966 que les migrations interprovinciales deviennent fortement négatives. C'est en 1985, au moment de la dernière année du mandat du Parti québécois, que le solde s'est rétabli positivement par une rétention plus grande ici au Québec.

Ce solde migratoire négatif est inquiétant pour tout le monde. Il est indiqué, pour l'ensemble de l'est de l'Amérique du Nord, que des déplacements et transferts de l'activité économique ont eu lieu vers l'Ouest, et cela s'est passé pour nos voisins du Sud comme cela s'est passé pour nous et comme cela s'est passé pour les provinces maritimes. Ce qu'il faut également dire rapidement sur les propos que la ministre nous a tenus, c'est espérer que demain, lors de l'annonce des engagements en matière de condition féminine qu'elle entend prendre avec sa collègue à la Condition féminine à l'égard des femmes immigrantes, elle donne suite aux demandes prioritaires des groupes de femmes immigrantes, du collectif des femmes immigrantes et de l'ensemble des associations de femmes immigrantes, à savoir de les rendre admissibles aux cours de français dispensés par le ministère ou encore dispensés dans les COFI. On sait que les femmes immigrantes ont fait leur principale priorité de cette admissibilité pour celles d'entre elles qui sont en attente d'un statut de réfugié ou qui sont parrainées par un conjoint ou par un autre membre de leur famille et qui ne sont pas maintenant admissibles au programme.

Le Québec est une terre d'accueil. Il faut simplement constater que plus de la moitié des requérants au statut de réfugié au Canada sont en attente de statut au Québec, malgré que le Québec ne compte que le quart de la population canadienne parce que nos programmes d'accueil sont connus comme

étant beaucoup plus généreux que ceux de nos voisins des autres provinces. Il en va ainsi pour les 150 000 personnes dans le monde qui, chaque année, font des demandes d'immigration pour venir rejoindre les Québécois.

M. le Président, je ne veux pas rappeler - je pense qu'il faudrait pourtant le faire, mais le temps est trop restreint - l'ensemble des mesures qui ont été mises en place par les ministres péquistes des Communautés culturelles et de l'Immigration: le député de Mercier et le député de Saint-Henri qui l'avait précédé, mais particulièrement le député de Mercier. On connaît le plan d'action "Autant de façons d'être Québécois" et on connaît l'ensemble des mesures mises en place pour assurer l'épanouissement des communautés culturelles et pour accélérer leur entière participation à la vie québécoise. Et cela, notamment au sein d'un nouveau ministère, puisque c'est le député de Mercier qui a fait adopter un projet de loi en 1981 modifiant le ministère de l'Immigration pour en faire le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. Modestement, pour y avoir été très peu de temps, j'ai pu constater les progrès remarquables et le dialogue constructif qui s'étaient établis entre la majorité francophone et les membres des Communautés culturelles, notamment lors d'un colloque intitulé "Les communautés culturelles, perspectives et priorités", qui s'est tenu à Montréal le 29 septembre 1984 à l'initiative des membres des communautés culturelles et du ministère de l'Immigration.

Cette préoccupation que nous avons, de ce côté de la Chambre, n'est pas récente. Car nous sommes conscients que nous avons assisté, depuis quelques décennies, à une remarquable évolution au cours des années passées. De très homogène qu'elle était, la communauté québécoise d'origine canadienne-française, les Québécois dit de souche, ceux qui, depuis 350 ans, ont le sentiment d'être solidement implantés sur ce sol, est devenue ouverte et pluraliste. Il faut reconnaître que la composition multiculturelle de la société québécoise est une réalité.

J'en veux pour preuve notre souci constant... M. le Président, c'étaient des notes que je transmettais à mes collègues en octobre 1984 à savoir que nous avions une responsabilité pour reconnaître le caractère multiethnique, le caractère pluraliste et l'avenir culturel pluraliste de la société québécoise. Il fallait évidemment soutenir l'émergence d'une société multiethnique française parce qu'il va de soi - les orateurs qui m'ont précédé l'ont souligné à bon droit - que les constats que nous pouvons faire sur le plan de la forte baisse de fécondité nous amènent à constater l'importance que va revêtir le phénomène migratoire pour enrayer le déclin démographique.

Ce phénomène migratoire qui va aller en s'accéléralant et qui va de plus en plus nous amener à reconnaître le caractère multiethnique du Québec, il est absolument essentiel qu'il ne soit pas un facteur d'instabilité linguistique. Il est essentiel que l'immigration renforce la majorité francophone parce que, dans la mesure où l'immigration serait perçue comme un facteur d'instabilité linguistique... On connaît les statistiques récentes fournies par le professeur Castonguay de l'Université d'Ottawa, lesquelles nous ont démontré que, malgré la mise en vigueur de la loi 101 depuis bientôt neuf ans, le pouvoir d'attraction de l'anglais continue sur le terrain de battre le français, puisque, si l'on s'en tient aux groupes ethniques, on s'aperçoit qu'ils optent pour l'anglais dans une proportion trois fois plus grande que pour le français et que la ventilation par groupes d'âge de l'étude a permis de révéler que l'ensemble des pertes du français se fait chez les moins de 25 ans. Cette force d'attraction nous amène à penser que le gouvernement actuel a une responsabilité pour renverser cette tendance historique de l'assimilation des allophones par les anglophones. On sait qu'historiquement, les immigrants et les communautés culturelles ont surtout raffermi le groupe anglo-saxon. Historiquement et encore maintenant, puisque les chiffres récents nous démontrent que la communauté anglophone s'est enrichie de 108 000 nouveaux membres tandis que les francophones au Québec connaissent une perte nette de 8000 membres.

C'est donc dire qu'il y a là un effort soutenu, un encouragement, un dialogue constructif à maintenir. Il est évident que la crainte que nous avons, c'est que le nouveau gouvernement ne consacre pas toutes les énergies nécessaires à la réalisation de cet objectif. La confusion, parfois la mollesse qui ont caractérisé l'action gouvernementale en matière de relations avec les communautés ethniques nous laissent certainement inquiets pour l'avenir des relations les plus harmonieuses que nous pouvons souhaiter entre la communauté québécoise d'origine canadienne-française et l'ensemble des communautés culturelles du Québec. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole au député de Mercier pour son droit de réplique.
(17 h 50)

M. Gérald Godin (réplique)

M. Godin: M. le Président, je veux remercier le chef de l'Opposition, le député d'Anjou, de me permettre de faire la réplique à sa place. Je voudrais dire que cette motion pose la question suivante: Est-

ce que les groupes ethniques se sentent autant chez eux au Québec qu'avant? Je pense que la réponse est non. C'est la raison pour laquelle nous présentons cette motion qui se veut une espèce de signal d'alarme pour que le gouvernement s'ouvre les yeux et se rende compte qu'il envisage encore les immigrants qui viennent au Québec comme autant de votes. On l'a vu tout à l'heure dans l'intervention du député de Viger et de la ministre: un immigrant, un vote.

Je pense que ce n'est pas la meilleure manière. La vraie manière, je pense que c'est un être humain qui apporte au Québec ce qu'il est avec sa culture, sa langue, ses racines, son expérience personnelle prise ailleurs, sa volonté de réussir dans un nouvel environnement et, par conséquent, de s'installer ici et de refaire des racines, un peu comme un arbre qu'on transplante. La différence fondamentale entre les deux visions d'un nouveau citoyen du Québec, c'est précisément celle-là. Est-ce que c'est un immigrant, un vote, vision libérale, ou si c'est un immigrant, un être humain, vision du gouvernement précédent. Je pense que toutes les politiques qui découlent d'une telle vision, celle des libéraux, se reflètent dans leurs décisions et leur interprétation de l'arrivée de ces nouveaux citoyens. Donc, les communautés culturelles se sentent moins bien au Québec maintenant que dans le passé. La preuve, c'est qu'à l'époque, le gouvernement s'était battu pour que l'émission Planète à Radio-Québec voie le jour. Je peux vous dire qu'on l'avait arrachée à bout de bras et à la force du poignet de Radio-Québec parce que la direction ne voulait rien savoir de cela; elle ne voulait pas se faire imposer quelque émission que ce soit. Je peux vous dire que mes collègues avant moi se sont ligués pour forcer Radio-Québec à livrer aux groupes ethniques du Québec une émission qui leur ressemble et qui leur permette de se montrer et de faire connaître leur réalité à l'ensemble des Québécois.

Or, qu'est-ce qu'on voit aujourd'hui? On voit la ministre être désappointée du fait que l'émission Arrimage disparaisse et, à ma connaissance, ne pas faire autre chose que se prononcer en Chambre, avec son ministre des Communications, le député de Westmount, pour dire qu'on est désappointé. Est-ce que des pressions ont été faites dignes de ce nom comme dans le passé pour amener Radio-Québec à assumer la réalité nouvelle du Québec? Je ne le pense pas.

On a donc plusieurs raisons de s'inquiéter. D'abord, parce que le gouvernement actuel voit les immigrants comme un immigrant, un vote, comme dans le bon vieux temps, donc autant de personnes taillables et corvéables à souhait et surtout libéralisables à souhait. On les peinture en rouge et on se dit: En voilà un de plus, tant

mieux, on est bien content. Je ne pense pas que ce soit la bonne manière de voir les choses ni les gens qui viennent au Québec. Surtout, ce qui nous inquiète beaucoup, c'est le contenu social et humain, culturel et politique que ce gouvernement va adopter à l'avenir. C'est pour cela que cette motion est devant nous et nous pouvons assurer la ministre qu'elle trouvera en nous des chiens de garde aguerris qui vont la suivre pas à pas afin de s'assurer que demain, par exemple, sa politique qui touche les femmes immigrantes ou immigrées répondra à leurs besoins et, surtout, qu'elle sera le fruit de réflexions faites non pas au ministère seulement, mais dans l'ensemble des groupes de femmes immigrées au Québec qui sont nombreuses, vigilantes, très actives et très dynamiques.

Nous allons donc voter pour cette motion parce que nous voulons que le gouvernement s'ouvre les yeux et se rende compte que les immigrants, ce n'est pas un immigrant, un vote, mais ce sont des êtres humains qui s'ajoutent au Québec et qui le développeront dans l'avenir comme dans le passé. M. le Président, merci beaucoup.

Le Vice-Président: Ceci met fin au débat sur cette motion. Il me reste à m'enquérir si cette motion inscrite par le député de Mercier est adoptée.

M. Lefebvre: Vote enregistré.

Le Vice-Président: Vote enregistré, M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Je vous demanderais de reporter le vote à demain, M. le Président.

Le Vice-Président: Très bien, le vote par appel nominal est reporté aux affaires courantes de demain après-midi.

Sur ce, puisque nous arrivons à 18 heures, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 14 heures.

(Fin de la séance à 17 h 54)